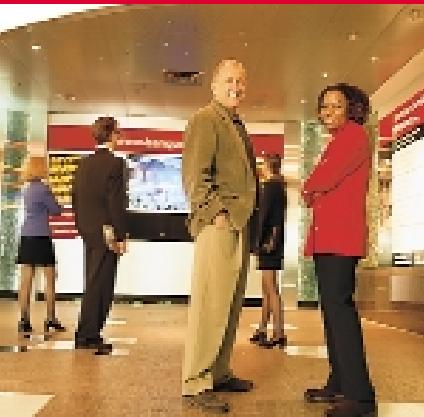




Les gens avant tout

2	Chiffres clés
4	Message aux actionnaires
6	Avantage concurrentiel
8	Aperçu de l'exploitation
20	Glossaire
21	Rapport financier 1999
94	Déclaration touchant les règles en matière de régie interne
100	Haute direction et réseau
102	Information à l'intention des actionnaires



Annalise Mohammed, représentante, Service clientèle, succursale Scotia Plaza à Toronto : La Banque Scotia offre à ses clients la possibilité d'effectuer leurs opérations bancaires à l'endroit et au moment qui leur conviennent – en personne ou par voie électronique.

Dans le marché des services financiers complexe d'aujourd'hui, la réussite appartient aux sociétés qui peuvent assurer un équilibre entre les technologies innovatrices et le service personnalisé. Le Groupe Banque Scotia assure cet équilibre en mettant «les gens avant tout». Alors que les avancées technologiques rendent les opérations bancaires courantes de plus en plus pratiques et efficaces, les employés de la Banque Scotia se concentrent de façon soutenue sur l'établissement de relations étroites et solides avec leurs clients, en faisant montre d'empathie, d'honnêteté et de compétence.



La **Banque Scotia** est l'un des principaux établissements financiers d'Amérique du Nord et la plus internationale des banques canadiennes, avec un actif de 223 milliards de dollars. Nos 41 000 employés offrent des services personnels, commerciaux, grandes entreprises et banque d'investissement aux particuliers, aux petites et moyennes entreprises, aux grandes entreprises et aux administrations publiques – dans plus de 50 pays à travers le monde et, au Canada, d'un océan à l'autre.

Chiffres clés

La Banque Scotia a encore obtenu des résultats records pour l'exercice 1999 grâce à la vigueur et à la diversité de ses activités de base. Un certain nombre d'initiatives mises en place en 1999 positionnent la Banque pour qu'elle puisse profiter des opportunités de croissance qui se présenteront dans le réseau canadien de succursales, dans le domaine de la gestion de patrimoine et dans les secteurs des opérations internationales et de banque de gros. Vous trouverez ci-dessous une vue d'ensemble des objectifs et des réalisations clés de la Banque Scotia en 1999.

<i>Pour les exercices (en dollars, sauf indication contraire)</i>	1999⁽¹⁾	1998	1997	1996	1995
Revenu net (en millions de dollars)	1 551 \$	1 394	1 514	1 069	876
Bénéfice par action	2,93 \$	2,64	2,95	2,04	1,69
Dividendes par action	0,87 \$	0,80	0,74	0,65	0,62
Valeur comptable par action	19,49 \$	18,37	16,19	13,53	12,37
Rendement des capitaux propres (en %)	15,3	15,3	20,2	15,8	14,2
Ratio des dividendes au bénéfice (en %)	29,7	30,3	25,1	31,9	36,7
Ratio de productivité (en %)	59,3	60,4	62,4	58,8	59,9
Coefficient du capital de catégorie 1 (en %)	8,1	7,2	6,9	6,7	6,7
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (en %)	(0,1)	0,3	0,5	0,7	1,5

PERFORMANCE⁽¹⁾ PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS POUR 1999

Rendement des capitaux propres

Objectif : Gagner une prime spécifique en sus des rendements sans risque que procurent les obligations du Canada – soit actuellement un rendement des capitaux propres supérieur à 15 %

Performance : 15,3 %

Capital de catégorie 1

Objectif : Maintenir le capital de catégorie 1 au-dessus de 7 %.

Performance : 8,1 %

Bénéfice par action

Objectif : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 10 % ou plus.

Performance : Le bénéfice par action s'inscrit à 2,93 \$, une hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent

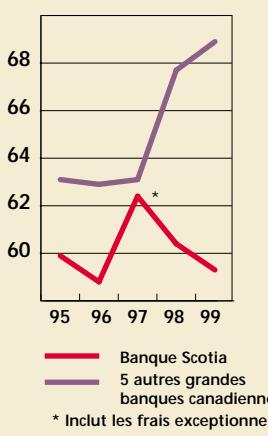
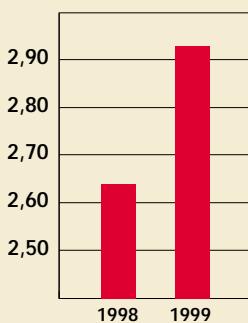
Productivité

Objectif : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 60 %

Performance : 59,3 %

Frais autres que d'intérêts en pourcentage du revenu

Bénéfice par action ordinaire (en dollars)



* Inclut les frais exceptionnels

⁽¹⁾ Voir la Note 20 afférente aux États financiers consolidés et les précisions sous le titre Provisions pour pertes sur prêts (page 39).

ACTIVITÉS	Faits saillants en 1999	Priorités
Réseau canadien La division Clientèles privée et commerciale emploie plus de 23 000 personnes et fournit une gamme complète de services financiers aux particuliers et aux PME par l'entremise d'un réseau national de 1 178 succursales, 2 021 guichets automatiques de banque et quatre centres d'appels auxquels viennent s'ajouter des services bancaires par téléphone et par Internet.	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de notre premier rang au classement des banques canadiennes pour le service clientèle, d'après un sondage indépendant. Maintien de la seconde place dans les parts de marché des prêts hypothécaires et des dépôts à terme des particuliers. Lancement de e-Scotia.com pour la mise en marché de services de commerce électronique sécuritaires. Lancement de nouveaux ensembles de produits innovateurs tels que le Crédit intégré Scotia. <p>Revenu net : 610 millions de dollars</p>	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les niveaux de vente et de service et consolider notre réputation d'excellence dans le service clientèle. Augmenter l'offre de canaux de distribution parallèles pour donner plus de flexibilité à nos clients. Consolider nos parts de marché et améliorer notre rentabilité ainsi que la satisfaction globale de la clientèle dans les secteurs des services bancaires commerciaux et des PME. Améliorer continuellement les niveaux de productivité.
Gestion de patrimoine Le Groupe Gestion de patrimoine – qui comprend les activités clés de conseil et de placement destinés aux particuliers, à l'intérieur du Groupe Banque Scotia – offre à nos clients une gamme complète de produits et de services de placement, y compris les services successoraux et fiduciaires, les fonds communs de placement, la gestion d'actifs et le courtage réduit et de plein exercice.	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'expansion de Trust Scotia, l'une des plus importantes entreprises de services fiduciaires aux particuliers au Canada. Augmentation de 50 % des actifs gérés par ScotiaMcLeod. Plus de 16 milliards de dollars en actifs sous gestion pour Scotia Cassels, troisième firme de gestion de placements pour particuliers au Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> Réorganiser et intégrer les activités de gestion de patrimoine en renforçant l'accent mis sur le client et en fournissant une gamme complète de produits et de services de placement. Améliorer le soutien aux ventes de tous les produits avec priorité aux ventes de parts de fonds communs de placement à travers le réseau de succursales. Continuer à rechercher les occasions d'affaires dans Internet pour étendre la gamme actuelle des produits et services de la Banque.
Opérations internationales Le réseau multinational de la Banque Scotia fournit à sa clientèle locale et internationale une vaste gamme de services financiers dans plus de 50 pays. La division compte, avec ses filiales et sociétés affiliées, près de 1 100 succursales et bureaux, plus de 1 500 GAB et emploie plus de 24 000 personnes en Asie, dans les Antilles, et en Amérique latine.	<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité record dans les Antilles, pour la septième année consécutive. Accord pour l'acquisition d'une participation majoritaire dans la banque chilienne Banco Sud Americano. Création en Inde d'une société de financement aux particuliers qui complétera les services offerts dans les domaines clientèle commerciale et financement du commerce international. Ouverture de succursales au Bangladesh et au Sri Lanka. <p>Revenu net : 305 millions de dollars</p>	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la rentabilité record dans les Antilles. Consolider le revenu net en Amérique latine, en particulier au Mexique, en Argentine et au Chili. Améliorer les rendements financiers en Asie et accroître l'activité de financement du commerce international.
Scotia Capitaux Des solutions financières spécialisées dans les domaines Clientèle grandes entreprises et banque d'investissement sont offertes à l'échelle mondiale aux grandes entreprises, aux institutions et aux gouvernements. Scotia Capitaux a une réputation bien établie dans les prêts consortiaux et spécialisés, la souscription de titres de créance et de participation de sociétés, les fusions et acquisitions, les marchés de change et les produits dérivés.	<ul style="list-style-type: none"> Intégration de Marchés des capitaux Scotia et de la division Clientèle grandes entreprises à la suite d'un processus entamé en juin 1998. Maintien de notre classement parmi les dix premières institutions financières sur le marché hautement concurrentiel des prêts consortiaux aux États-Unis. Augmentation des gains des divisions Clientèle grandes entreprises et Banque d'investissement par rapport à l'année précédente de 40 % et de 69 % respectivement. <p>Revenu net : 972 millions de dollars</p>	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la rentabilité et le rendement des capitaux propres par l'élargissement et le renforcement de la relation clientèle à travers la nouvelle structure de Scotia Capitaux. Continuer à développer les groupes sectoriels spécialisés aux États-Unis et en Europe. Atteindre une efficience opérationnelle maximale avec par exemple, la centralisation des fonctions d'infrastructures au Canada.

Message aux actionnaires



Peter C. Godsoe

Président du conseil et chef de la direction

Au seuil du nouveau millénaire, la Banque Scotia peut faire un retour en arrière avec toutes les raisons d'être fière de son passé. D'une modeste banque régionale installée à Halifax, nous sommes devenus la plus internationale des banques canadiennes, présente dans plus de 50 pays sur les six continents. Notre actif à la fin du siècle dernier était de 20 millions de dollars; aujourd'hui, il atteint 223 milliards de dollars.

Votre Banque a réalisé cette formidable croissance et n'a cessé d'accumuler les succès sur le plan national et international grâce à une gestion prudente de ses opérations et une expansion réalisée par le biais d'une série de fusions, d'acquisitions, d'alliances et de partenariats stratégiques.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des changements constants et rapides sur tous nos marchés; citons les technologies de plus en plus sophistiquées, des clients plus avertis et plus exigeants, une concurrence sans cesse croissante et, au Canada, une réglementation de plus en plus contraignante. Les marchés de services financiers à travers le monde sont en passe d'être remodelés par ces mêmes grandes forces; ils sont également soumis à un important processus de concentration ainsi qu'à la tendance constante à la mondialisation.

Nous avons poursuivi notre succès dans ce nouvel environnement en raison de notre capacité avérée de gestion et d'adaptation au changement et notre aptitude à exécuter les stratégies que nous avons adoptées. Ces stratégies sont centrées sur notre détermination à faire du client notre priorité numéro un dans toutes nos activités.

Par conséquent, 1999 a été encore une année très réussie pour la Banque. Le revenu net a progressé de 11 % pour s'inscrire à 1 551 millions de dollars et tous nos grands secteurs d'activité ont contribué à la qualité de ces résultats. Le rendement des capitaux propres a affiché un solide 15,3 %. Le rendement des actions ordinaires, incluant à la fois les dividendes et la plus-value, s'est élevé à 7,1 %. Sur les cinq dernières années, les actions de la Banque Scotia ont apporté à leurs porteurs un rendement composé moyen annuel de 23,6 % – soit l'un des plus élevés et des plus réguliers de toutes les grandes entreprises canadiennes.

Durant cet exercice, la Banque a renforcé son bilan par une augmentation de 700 millions de dollars de sa provision générale qui atteint désormais 1,3 milliard de dollars. Cet ajout est réparti entre un montant de 150 millions de dollars imputé à l'état des revenus du premier trimestre et un redressement non récurrent de 550 millions de dollars (314 millions de dollars après impôts) imputé au quatrième trimestre directement aux bénéfices non répartis, conformément aux directives spécifiées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. (Voir la Note 20 afférente aux États financiers consolidés et les précisions à la page 39 sous le titre Provision générale.)

Stratégies clés

La Banque Scotia est bien préparée pour relever les défis du nouveau millénaire et bien positionnée pour continuer à connaître le succès. Nous continuons à tabler sur quatre stratégies clés dans tous nos secteurs d'activité : développement et rentabilisation des relations bancaires; gestion rigoureuse des dépenses; déploiement des synergies entre nos différents secteurs d'activité; et exploitation de nos lignes de force.

Développer les relations bancaires

Les clients demeurent notre priorité majeure. Dans tous nos secteurs d'activité, nous réorganisons nos opérations dans le but de mettre encore davantage l'accent sur nos clients et sur une culture vente et service réceptive au sein de la Banque.

Dans le réseau canadien, par exemple, nous mettons actuellement au point une structure de succursale améliorée qui vise à former avec nos clients des relations plus solides, plus approfondies et plus rentables. Nous lançons régulièrement de nouveaux ensembles de produits pour répondre à la totalité des besoins des clients aux différentes époques de leur vie. En 1999, par exemple, nous avons lancé un programme très apprécié et très innovateur, le Crédit intégré Scotia – une manière d'emprunter souple et personnalisée.

Nous coordonnons les capacités de notre réseau de succursales et de services bancaires électroniques avec notre Groupe Gestion de patrimoine dans le but d'aider tous nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.

Du côté de nos opérations internationales, nous travaillons aussi à l'amélioration de la culture vente et service, en faisant appel aux recettes gagnantes pour la maîtrise des ventes, la gestion de la performance et la formation.

Focaliser sur les clients plutôt que sur les produits est la priorité de Scotia Capitaux – entité issue de la fusion de nos unités Grandes entreprises et Banque d'investissement. Des équipes de directeurs relationnels spécialisés fournissent maintenant aux clients des solutions innovatrices entièrement intégrées.

Nous travaillons à positionner le Groupe Banque Scotia comme un intervenant réceptif du secteur des services financiers, au Canada et à travers le

monde – un intervenant qui offre à tous ses clients un service marqué au coin de l'empathie, de l'honnêteté et de la compétence.

Gérer les dépenses

Le contrôle des coûts a toujours été une des lignes de force de la Banque Scotia. Nous gérons nos dépenses avec le plus grand soin en rationalisant sans cesse nos opérations et en investissant dans les nouvelles technologies. Nous continuerons à améliorer l'efficacité de nos réseaux de distribution de produits et services tout en offrant à nos clients le plus grand choix possible pour ce qui est de la manière, de l'heure et de l'endroit pour accéder à nos services.

Nous avons renforcé notre capacité de distribution parallèle pour les clients commerciaux et nous avons lancé récemment e-Scotia.com. Cette nouvelle filiale offrira aux entreprises canadiennes des services de commerce électronique sécurisés sur le Web, reposant sur le logiciel de sécurité primé de Entrust qui a déjà prouvé son efficacité auprès des clients de nos services en ligne Scotia en direct, La Banque par Internet.

Nous continuerons aussi à nouer des alliances stratégiques, en particulier pour répondre à nos besoins en technologie et en commerce électronique. Par exemple, la Banque Scotia a conclu une alliance avec Microsoft Canada pour développer et explorer de nouveaux services en ligne pour les entreprises et les particuliers au pays.

À l'étranger, nos succursales et bureaux ainsi que nos filiales disposent de la même technologie et de la même expertise que celles offertes à nos clients canadiens. La division Opérations internationales offre à nos clients du monde entier un accès pratique à la gamme sans cesse élargie des services financiers dont ils ont besoin pour conduire leurs affaires internationales.

Déployer les synergies

Nous continuerons à intégrer et à coordonner les activités de tous nos secteurs de sorte qu'elles focalisent sur les clients, sur l'amélioration des ventes, le développement des ventes parallèles et la réduction des redondances.

Scotia Capitaux a commencé ses activités en tant que groupe intégré le 1^{er} novembre 1999. Cette nouvelle structure offrira un service intégral aux clients des grandes entreprises, des institutions et des organismes gouvernementaux.

De façon similaire, Opérations internationales travaille sur la gestion de l'expansion de ses activités – un secteur clé pour la croissance future de la Banque – en capitalisant avec une plus grande efficience sur les économies d'échelle et les économies de gamme sur ses marchés multiples. Nous nous attachons à standardiser les produits, les opérations, les technologies, la distribution et le marketing tout en maintenant flexibilité et souplesse d'intervention dans nos différents marchés.

Le Groupe Gestion de patrimoine est une composante clé de notre stratégie canadienne pour



Bruce R. Birmingham
Président

répondre à l'évolution des besoins de nos clients. Nos spécialistes de Trust Scotia, Placements Scotia, Gestion de placements Scotia Cassels, ScotiaMcLeod et Courtage Réduit Scotia travaillent de concert pour capitaliser sur leurs forces respectives et trouver de nouvelles manières d'offrir à leurs clients des conseils et des services de placement alliant expertise et commodité.

Exploiter nos lignes de force

Enfin, nous continuerons à nous appuyer sur les lignes de force qui constituent notre avantage concurrentiel : gestion du risque, contrôle des coûts, diversification, satisfaction des clients et l'excellence de notre équipe de collaborateurs. Ces lignes de force transparaissent dans chaque ligne de ce rapport et elles sont l'essence même de ce qui rend la Banque Scotia différente de ses concurrents canadiens et étrangers.

Perspectives

Nous nous attendons à une reprise économique mondiale plus équilibrée pour 2000. Cette expansion, qui pourrait se prolonger bien au-delà de l'année prochaine, est une bonne nouvelle pour le Canada et une bonne nouvelle pour la Banque Scotia.

Dans ce contexte, et grâce au soin que nous prenons à placer «les gens avant tout», nous sommes persuadés que le succès continuera d'être au rendez-vous – pour nos actionnaires, pour nos clients et pour nos employés.

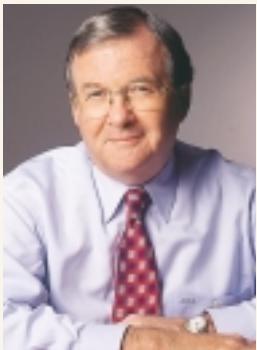
A handwritten signature in black ink, appearing to read "Peter C. Godsoe".

Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Bruce R. Birmingham".

Bruce R. Birmingham
Président

Avantage concurrentiel



Le président du conseil et chef de la direction, Peter Godsoe, décrit ci-après les points forts qui distinguent la Banque Scotia des autres institutions financières sur le plan de la compétitivité. Cet avantage concurrentiel est un des éléments du succès de la Banque Scotia dans le passé, et aussi le garant de ses succès futurs.

Qualité du service

La capacité d'offrir un service de premier ordre à l'ensemble de notre clientèle représente depuis longtemps un des plus importants aspects de notre avantage concurrentiel. Nous faisons tout pour répondre aux attentes des clients, qu'il s'agisse de particuliers, de PME, de grandes entreprises ou de pouvoirs publics. Des études indépendantes ont d'ailleurs attribué à la Banque Scotia il y a un an, cinq ans et dix ans, la première place au classement des banques canadiennes pour le service clientèle, une place que nous tenons à conserver. Les membres du Groupe Banque Scotia font équipe pour déterminer les besoins des clients et développer au moment opportun des produits innovateurs qui sauront satisfaire ces besoins. Nous proposons ainsi aux clients de nouvelles façons de gérer leurs biens et leurs placements par l'intermédiaire de multiples canaux de distribution électroniques. Mieux encore, nous établissons des relations durables avec les clients afin de faciliter la réalisation de leurs objectifs financiers à chaque étape de leur vie.

Diversification et rayonnement international

Le vaste et rentable réseau de nos opérations internationales nous avantage par rapport aux autres banques canadiennes. Présents dans les Antilles depuis 110 ans, nous œuvrons en Amérique latine et en Asie depuis près de 40 ans. Pour le seul exercice écoulé, la Banque a tiré de ses opérations à l'étranger 43 % de ses bénéfices et selon nous, ce chiffre augmentera à long terme.

Notre stratégie internationale est axée sur l'investissement dans des marchés à haut potentiel, dont la solide croissance à long terme devrait créer une demande accrue pour des services financiers. Forts de nos compétences en matière de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, secteurs dans lesquels nous excellons déjà au Canada, nous exportons des ressources, des modes de gestion et de la technologie à travers le monde. Cette stratégie nous a bien servis dans les Antilles, comme l'indique la stabilité de notre revenu pour la région. Nous utilisons donc la même approche en Amérique latine et en Asie. L'expansion de notre activité à l'étranger permet de diversifier encore plus les revenus de la Banque, ce qui est indispensable à la progression de nos résultats financiers.



Maintien d'une forte productivité

Le ratio de productivité, une des mesures de notre efficacité globale et de notre engagement envers la clientèle, s'établit à 59,3 %, soit le meilleur résultat obtenu à cet égard par une banque canadienne. Voilà qui prouve deux choses : premièrement, la valeur de la stratégie décrite dans le dernier rapport annuel pour améliorer constamment nos méthodes de travail et maintenir la productivité parmi nos points forts; deuxièmement, le sérieux avec lequel les employés de la Banque Scotia se sont engagés à rendre leur entreprise plus efficiente et plus compétitive. Cet excellent ratio de productivité est le résultat direct d'un tel engagement.

Gestion du risque

La gestion rigoureuse du risque caractérise la culture d'entreprise de la Banque Scotia depuis des décennies. Nous évaluons périodiquement chacun de nos secteurs d'activité en fonction du rapport entre le risque et le rendement et nous retenons les meilleures de nos procédures pour les appliquer partout où nous sommes présents. Nous nous assurons ainsi que notre gestion du risque est conforme aux buts et objectifs de la Banque Scotia.

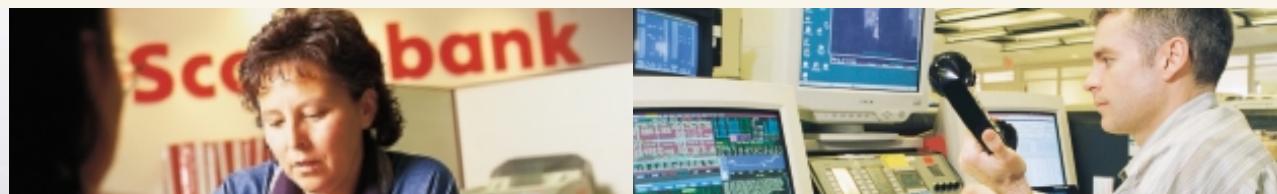
Les gens avant tout

À la Banque Scotia, la culture d'entreprise nous encourage à placer les gens avant tout : les clients, les employés, les communautés que nous servons et en fin de compte, les actionnaires.

Directeur, Produits financiers, à la succursale de St. John's (Terre-Neuve), Tony Morrison est d'un dévouement exemplaire. Même par moins 40° C, il voyage en avion et en motoneige avec son ordinateur portatif pour voir ses clients des villages éloignés de pêcheurs dans l'est du Labrador. Et M. Morrison n'est qu'un des 41 000 employés de la Banque Scotia qui s'efforcent chaque jour d'en faire un peu plus pour donner le meilleur service clientèle qui soit.

La Banque, en retour, soutient ses employés en les aidant à acquérir les connaissances et compétences nécessaires à leur réussite – à la fois par des formations à l'interne et par des programmes externes. Dans le mode d'aujourd'hui, où la nature du travail ne cesse de changer, l'engagement à la formation continue est d'une importance décisive. Nous encourageons nos employés à tirer le meilleur parti de ce qu'ils ont appris – pour atteindre les objectifs de la Banque Scotia ainsi que leurs objectifs personnels.

Nous pensons vraiment que placer les gens avant tout est une stratégie gagnante pour tous.



Aperçu de l'exploitation

À la Banque Scotia, nous envisageons l'avenir à travers les yeux de notre clientèle en tentant de prévoir quels sont ses besoins, ses priorités et ses préoccupations. Nos solutions, produits et services novateurs – toujours offerts en faisant preuve d'empathie, d'honnêteté et de compétence – sont destinés à aider nos clients à évoluer dans un monde en perpétuel changement.

Dans la présente section du rapport annuel, nos clients témoignent de ce qui est important à leurs yeux et nous disent comment la Banque Scotia répond à leurs besoins.

Au sein de toutes nos divisions et filiales, les employés du Groupe Banque Scotia travaillent de concert pour répondre aux attentes de notre clientèle, c'est-à-dire toutes les personnes et les entreprises que nous sommes fiers de servir au Canada et à l'étranger.

CLIENTÈLE PRIVÉE

Partout au Canada, les clients recherchent des moyens d'effectuer rapidement et efficacement leurs opérations financières, c'est-à-dire comme ils le veulent, quand ils le veulent et là où ils le veulent.

La Banque Scotia est à l'écoute. Ainsi, les opérations de caisse sans papier évitent aux clients d'avoir à remplir des bordereaux lorsqu'ils viennent en succursale. D'un simple coup de téléphone ou par Internet, les clients peuvent également payer leurs factures, acquérir des parts de fonds communs ou encore obtenir un prêt hypothécaire.

De plus, des combinaisons novatrices de nouveaux produits, telles que le programme Crédit intégré Scotia et la Ligne de crédit VISA Scotia, permettent aux clients d'atteindre leurs objectifs financiers.

Carrières, maison et famille. La Banque Scotia a été présente à chaque étape importante de la vie de Randy Watt et de Laura Johnson, de Saint John au Nouveau-Brunswick, qu'il s'agisse du prêt hypothécaire pour l'acquisition de leur maison, d'un prêt pour l'achat d'une automobile ou de placements pour assurer leur avenir. Maintenant, ils utilisent le programme Crédit intégré Scotia pour obtenir facilement, et en toute commodité, le financement dont ils ont besoin pour agrandir leur maison.

Les carrières bien remplies de Laura et de Randy et l'éducation de leur fille font en sorte qu'ils apprécient les options offertes par la Banque, comme par exemple la possibilité d'effectuer leurs opérations bancaires et de payer des factures par Internet, grâce à Scotia en direct.

La Banque Scotia fait également partie de la vie de la petite Anna, car elle a déjà son propre compte Horizon Jeunesse, un compte spécial sans frais destiné aux épargnants en herbe.

Service compétent axé sur les besoins de la clientèle



A color photograph of a family of three standing on a porch. A man in a purple shirt and khaki pants holds a baby in a red onesie. A woman in a purple button-down shirt and dark pants stands next to him. A golden retriever sits on the porch steps to the left. The house has white horizontal siding and blue shutters.

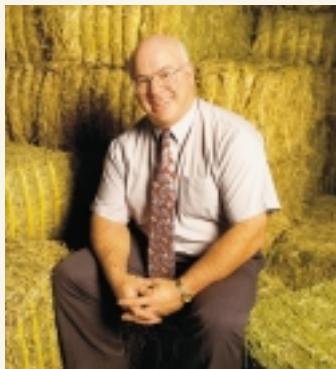
«Nous apprécions vraiment la combinaison de la technologie et du service rapide et personnalisé que nous offre la Banque Scotia.»

Randy Watt et Laura Johnson
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Randy Watt et Laura Johnson avec leur fille Anna sous l'œil de leur chien, Abby : le Crédit intégré Scotia leur permet de profiter de la valeur acquise sur leur propriété pour agrandir celle-ci.

CLIENTÈLE COMMERCIALE

Les petites et moyennes entreprises sont en grande partie à l'origine de la nouvelle croissance économique du Canada. Un grand nombre de propriétaires de ces entreprises considèrent leur banquier comme une source principale de financement, de conseils et d'idées pour leurs besoins à la fois personnels et d'affaires en matière de services bancaires.



Pat Killoran, directeur général adjoint et directeur du Centre clientèle commerciale de Lethbridge (Alberta)

Pour répondre à ces besoins et à ces préoccupations, la Banque Scotia simplifie et informatise les procédures d'octroi des prêts, en plus de concevoir de nouveaux ensembles de produits et services à coûts avantageux, afin que les banquiers et les entrepreneurs puissent se concentrer sur l'établissement d'une bonne relation plutôt que sur les écritures administratives. Ces produits et services sont offerts à pratiquement toutes les succursales de la Banque, de même que par l'entremise de nos nombreux services bancaires électroniques.

Par exemple, plus tôt cette année, la Banque a lancé une ligne de crédit par découverts – jusqu'à 50 000 \$ – moyennant des frais modiques, destinée aux propriétaires de petites entreprises et simplement garantie par le cautionnement de l'emprunteur. De plus, il est maintenant possible d'obtenir rapidement, dans un délai d'au plus 24 heures, une réponse à une demande de crédit faite à l'un des quatre Centres d'autorisation des prêts centralisés de la Banque Scotia.

Les entreprises détenues par des autochtones représentent un segment en développement de cet important marché. La Banque Scotia travaille à établir des relations avec les communautés autochtones depuis près de 30 ans, soit depuis l'ouverture en 1971 de la première succursale bancaire dans une réserve au Canada, à Standoff, en Alberta, sur la Réserve des Blood. Aujourd'hui, la Banque Scotia compte des succursales dans des réserves autochtones en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Ontario, de même que 115 succursales au pays portant une attention particulière à la clientèle autochtone, et elle s'emploie à maintenir un niveau élevé de confiance et de respect avec les gens d'affaires autochtones.

La Tribu des Blood est l'un des clients les plus importants de la Banque Scotia en Alberta. Un grand nombre des entreprises commerciales financées par la Banque tirent profit des riches terres agricoles de la réserve. Un projet d'irrigation à grande échelle, qui devrait couvrir bientôt une superficie de 25 000 acres, augmente la richesse du sol, ce qui, en retour, génère de nouvelles occasions d'affaires. Par exemple, le foin de première qualité cultivé sur les terres de la Tribu des Blood est maintenant exporté au Japon en vertu d'un contrat conclu avec une grande société.

Établir un niveau élevé de confiance





«Il y a de nombreuses possibilités ici. Le financement offert par la Banque Scotia nous a permis de mettre sur pied plusieurs entreprises commerciales importantes, ce qui améliore la qualité de vie de notre peuple.»

Chef Chris Shade
Tribu des Blood, Standoff (Alberta)

Clayton Blood, directeur général du Blood Tribe Agricultural Project : un vaste projet d'irrigation générant de nouvelles possibilités d'affaires, financé par la Banque Scotia par l'entremise du Centre clientèle commerciale de Lethbridge.

«Nous avions besoin de quelqu'un qui puisse s'occuper de la structuration et de la gestion à long terme de notre portefeuille de placements. La Banque Scotia nous a aidé à trouver la meilleure solution.»

Mike et Susan Ouellette

Ottawa (Ontario)



Mike et Susan Ouellette : La Banque a conçu pour les Ouellette une stratégie de gestion qui leur permet de dormir sur leurs deux oreilles.

G E S T I O N D E P A T R I M O I N E

La gestion de patrimoine constitue un volet crucial des activités de la Banque au pays. Or, c'est aussi l'un des segments du marché canadien des services financiers dont la croissance est la plus rapide. La concurrence est aussi rude que multiforme sur ce marché que se disputent à la fois les planificateurs financiers, les compagnies d'assurance, les sociétés de gestion de fonds communs de placement et les autres banques et sociétés de fiducie.

Les membres du Groupe Gestion de patrimoine de la Banque Scotia, qui comprend Trust Scotia, Scotia Cassels, ScotiaMcLeod, Courtage Réduit Scotia et Placements Scotia, offrent une gamme de plus en plus large de produits et de services novateurs conçus pour répondre aux besoins de la clientèle.

Le Groupe Gestion de patrimoine tient en particulier à offrir une gamme de produits et de services de placement complète et parfaitement intégrée de façon à répondre aux besoins des clients à tous les stades de leur vie. Les activités de vente et de gestion relationnelle de ce groupe sont étroitement rattachées aux autres activités de la Banque au Canada, le but étant d'aider les clients à accroître leur bien-être sur le plan financier grâce à des services de gestion de patrimoine coordonnés. Ces services vont des conseils spécialisés à la gestion de portefeuille en passant par la planification successorale.



Raj Bansal
Directeur, Produits financiers
Ottawa (Ontario)

Mike et Susan Ouellette d'Ottawa ont estimé qu'ils avaient besoin d'un deuxième avis pour leurs placements. Cela les a amenés à voir Raj Bansal, un directeur, Produits financiers de la Banque Scotia. Comme le couple cherchait également quelqu'un qui puisse assurer une gestion de placements professionnelle, ce dernier les a mis en contact avec un représentant de Gestion de placements Scotia Cassels. Les Ouellette ont au bout du compte été munis d'un programme de gestion de l'actif axé sur des objectifs d'épargne-retraite à long terme assurant une diversification internationale accrue des placements non enregistrés et permettant l'accès au capital aux fins de placement.

Conseils de spécialistes, services intégrés

La Banque Scotia est la plus internationale des banques canadiennes. Elle est implantée dans plus de cinquante pays. Son réseau s'étend à la région du Pacifique et à l'Amérique latine et ses activités sont particulièrement développées dans les Antilles, où la Banque a ouvert ses premiers bureaux il y a plus de 110 ans.

Dans la plupart de ces pays, la Banque Scotia offre une vaste gamme de services aux particuliers et à la clientèle commerciale. Dans des marchés à fort potentiel déterminés, elle propose en outre des services spécialisés pour les entreprises, des services de fiducie et des services de financement commercial.

En Amérique centrale, la Banque est active dans quatre pays. Elle est particulièrement fière de ce qu'elle a accompli au Costa Rica dans les secteurs clientèle privée et clientèle commerciale. Elle a accédé au marché en pleine expansion des services financiers de ce pays en 1995, grâce à une participation de 80 % dans Corporación Mercaban de Costa Rica. La Banque est en train d'étendre son réseau de succursales dans ce pays et vient de lancer une campagne de promotion originale pour attirer l'attention sur le nom Scotiabank. Scotiabank de Costa Rica est par ailleurs un acteur important sur le marché local des services bancaires aux entreprises. *Euromoney* l'a reconnu en la consacrant «meilleure banque étrangère établie au Costa Rica» dans le classement que ce magazine a publié dans son numéro de juillet 1999.



Daniel Quesada, directeur de compte, Centre clientèle commerciale, Scotiabank de Costa Rica

Scotiabank de Costa Rica, à travers son réseau de succursales, dessert aussi bien les clients locaux qu'internationaux. Grupo Inmobiliaria Génesis S.A., par exemple, a obtenu l'aide de la Banque pour financer son projet de construction du Forum Office Park, à l'ouest de San Jose, la capitale. Le centre a trouvé, dans les rangs des grandes sociétés multinationales les plus en vue, un grand nombre de preneurs pour les espaces à bureaux qu'il loue. Le nouveau centre international de services aux entreprises de Procter & Gamble y a notamment élu domicile et finira par y occuper cinq immeubles qui accueilleront 1 700 employés de la firme.

Selon Daniel Kader, directeur financier de la société, «Grupo Inmobiliaria Génesis S.A. n'aurait pas pu se lancer dans un projet d'une telle envergure sans l'appui de la Banque. La Banque Scotia est non seulement notre banquier, mais notre partenaire.»



Rayonnement international, *expertise locale*



«Le Forum Office Park est le premier projet immobilier de ce genre au Costa Rica. Nous avions besoin d'une banque comme la Banque Scotia, avec de l'expérience, du savoir-faire et la capacité de financement nécessaire pour un tel projet.»

Daniel Kader
Grupo Inmobiliaria Génesis

Daniel Kader, directeur financier de Grupo Inmobiliaria Génesis S.A. (à gauche) et le président de la société, **Alberto Kader** : Le financement obtenu auprès de la Banque Scotia a permis de concrétiser le projet Forum Office Park.

«Nos relations d'affaires avec la Banque Scotia remontent à plus de 50 ans. Si elles ont duré aussi longtemps, c'est qu'elles sont basées sur le respect et la confiance.»

Paul Sobey

Président et chef de la direction
Empire Company Limited



Allan Rowe (à g.), chef des affaires financières, Empire Company et **Paul Sobey**, président et chef de la direction. Le Groupe Banque Scotia a joué un rôle de premier plan dans la fondation de Sobeys Inc., deuxième société en importance au Canada pour la distribution alimentaire.

CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES ET SERVICES DE BANQUE D'INVESTISSEMENT

Respect, confiance et valeur sont à la base de solides relations avec les clients. Ce que recherchent les grandes entreprises, les institutions et les pouvoirs publics, ce sont des banquiers compétents et des conseillers en investissements ayant une connaissance approfondie de leur secteur d'activité. La Banque Scotia a fait la preuve de sa maîtrise, dans de nombreux domaines, dont les prêts consortiaux, la souscription de titres de créance et de participation de sociétés et les métaux précieux. Et maintenant que la Banque a intégré en une même unité ses services à la clientèle grandes entreprises et de banque d'investissement, l'équipe de Scotia Capitaux peut canaliser ses forces et offrir aux clients des solutions complètes. Bref, cette équipe fait tout pour que la clientèle de la Banque bénéficie de la valeur la plus élevée qui soit, sans cesser de s'employer à accroître l'apport des groupes Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement aux bénéfices de la Banque.

Empire Company Limited, de Stellarton (N.-É.), a choisi le Groupe Banque Scotia lorsque la société a eu besoin d'aide pour évaluer des choix stratégiques liés à l'expansion de Sobeys, sa filiale de distribution alimentaire. Les transactions qui en ont découlé comprenaient la proposition d'achat et l'acquisition subséquente du Groupe Oshawa Limitée pour près de 1,5 milliard de dollars, un appel public à l'épargne pour Sobeys Inc. ainsi qu'un prêt consortial de 1,2 milliard de dollars destiné à financer l'acquisition. Et puis, l'équipe de Fusions et acquisitions a conseillé la société Empire relativement à la vente, qui devait totaliser plus de 1 milliard de dollars, de sa participation dans Hannaford Bros., chaîne américaine de supermarchés. Échelonnées sur deux ans, ces opérations ont permis à Sobeys Inc. de devenir le deuxième détaillant alimentaire en importance au Canada et à Empire, d'améliorer sa marge de manœuvre financière. Pour les mener à bien, il a fallu faire appel aux compétences de nombreux groupes sectoriels spécialisés et filiales du Groupe Banque Scotia : Services de banque d'investissement, prêts aux grandes entreprises, Fusions et acquisitions, Marchés des capitaux boursiers, Titres institutionnels, Produits dérivés, Opérations sur devises, Syndicats financiers et Montréal Trust.

«Le Groupe Banque Scotia a montré son savoir-faire, déclare Allan Rowe, spécialement par ses conseils au moment de notre acquisition du Groupe Oshawa Limitée.»



Kathleen Coulson, Greg Rudka, Bill Gula et David Loewen : quelques-uns des spécialistes consultés pour les transactions de Sobeys.

Produire de la valeur... resserrer les liens

UN ENGAGEMENT SOCIAL

La vitalité des collectivités ouvre la voie à la vitalité des affaires. La Banque Scotia est déterminée à soutenir les collectivités dans lesquelles elle exerce ses activités – au Canada et partout dans le monde – en les aidant à répondre aux besoins sociaux au moyen de fonds et de ressources humaines. En 1999, la Banque Scotia a versé 17 millions de dollars sous forme de dons et de commandites pour des causes valables au Canada et dans les autres pays où elle est présente, en particulier dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des arts. La



Kim Blackler et Doreen Hockley, de la succursale de Mackenzie (C.-B.), siègent au conseil de la bibliothèque locale.

Banque a décidé que ses programmes de dons s'appliqueraient davantage à l'échelon local, afin de démontrer son engagement envers la collectivité. Sur le plan personnel, partout au Canada, les employés de la Banque appuient activement des organismes comme Centraide et le Children's Miracle Network Telethon. À l'échelle globale, les membres du Groupe Banque Scotia participent avec ardeur à des événements communautaires, qu'il s'agisse de courses de bateaux-dragon à Hong Kong ou de la mise en œuvre du programme Jeunes Entreprises à Trinité-et-Tobago.

Les employés de la Banque s'unissent pour une cause commune à l'occasion du demi-marathon et de la course/marche de cinq kilomètres de Toronto de la Banque Scotia. Il s'agit de l'une des nombreuses façons qu'ont choisies la Banque et ses employés pour soutenir la recherche et la sensibilisation sur le cancer du sein. La Banque Scotia commandite l'événement depuis trois ans, et a ainsi recueilli plus de 440 000 \$ pour la recherche sur le cancer du sein et les soins offerts aux femmes qui en sont atteintes à l'hôpital Mount Sinai de Toronto. La Banque est fière de la longue tradition d'appui aux collectivités qui la distingue.

Pour encourager encore davantage la participation des employés à la vie de leur collectivité, la Banque a créé, en 1998, le Programme de bénévolat des employés de la Banque Scotia. Depuis sa mise en place, plus de 400 000 \$ ont été versés à des œuvres de bienfaisance enregistrées au sein desquelles des employés actifs et des retraités font du bénévolat.

La Banque Scotia a par ailleurs adopté une politique de «dons jumelés», en vertu de laquelle elle s'engage à verser un montant équivalant à celui qu'ont recueilli les employés pour de nombreuses œuvres de bienfaisance et organismes communautaires. Cet engagement s'inscrit dans l'objectif que la Banque s'est fixé de soutenir les collectivités qu'elle sert.



Investir dans la communauté



Jan Pyear, de la Direction régionale de Toronto, a aidé la Banque Scotia à recueillir près de 200 000 \$ pour soutenir le Marvele Koffler Breast Centre de Toronto en participant au demi-marathon, avec 5 000 autres coureurs.

«J'étais vraiment fière que, en commanditant le demi-marathon de Toronto, la Banque contribue à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer du sein et les soins offerts aux femmes qui en sont atteintes.»

Jan Pyear

Direction régionale de Toronto,
Banque Scotia

Glossaire

ACCEPTATION BANCAIRE (AB) : Titre d'emprunt à court terme négociable, garanti contre commission par la banque de l'émetteur.

ACTIF RAJUSTÉ EN FONCTION DU RISQUE : Actif calculé en appliquant des méthodes de pondération selon le degré de risque de crédit pour chaque catégorie d'actif de contrepartie. Les instruments hors bilan sont convertis en équivalents au bilan, selon des facteurs de conversion précis, avant que s'appliquent les pondérations de risque pertinentes.

BASE DE MISE EN ÉQUIVALENCE FISCALE (BMEF) : Majoration du revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Cette exonération permet d'évaluer et de comparer uniformément le revenu d'intérêts net provenant de sources imposables et celui qui provient de sources non imposables.

BIENS SOUS ADMINISTRATION ET BIENS SOUS GESTION : Biens qui appartiennent à des clients à qui la Banque procure des services de gestion et de garde. Ces biens ne sont pas inscrits au bilan de la Banque.

BSIF : Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, qui constitue l'autorité de réglementation des banques canadiennes.

CAPITAL : Le capital se compose de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures subordonnées. Le capital contribue à la croissance de l'actif, constitue un coussin contre les pertes sur prêts et protège les déposants.

COEFFICIENTS DU CAPITAL DE TOTAL : Rapport entre les capitaux propres et l'actif rajusté en fonction du risque, tel qu'il est stipulé par le BSIF, conformément aux lignes directrices de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital de catégorie 1, qui est considéré comme le plus permanent, se compose surtout de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, plus les actions privilégiées à dividende non cumulatif, moins la fraction non amortie de l'écart d'acquisition. Le capital de catégorie 2 se compose surtout d'actions privilégiées à dividende cumulatif, de débentures subordonnées et de la provision générale. Ensemble, le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2, moins certaines déductions, constituent le capital total.

CONTRAT À TERME NORMALISÉ : Engagement d'acheter ou de vendre un montant désigné de marchandises, de titres ou de devises à une date et à un prix stipulés d'avance. Les contrats à terme normalisés sont négociés sur des bourses reconnues. Les gains ou pertes sur ces contrats sont réglés chaque jour, en fonction des cours de clôture.

CONTRAT DE GARANTIE DE TAUX D'INTÉRÊT : Contrat en vertu duquel un taux d'intérêt désigné s'applique à un montant nominal de référence pour une période prédéterminée. L'écart entre le taux établi par contrat et le taux en vigueur sur le marché est versé en espèces à la date de règlement. Ce genre de contrat sert à se prémunir contre les fluctuations futures des taux d'intérêt ou à en tirer parti.

CONTRAT SUR DEVISES : Engagement d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises à une date fixe et à un taux de change stipulé d'avance.

CONVENTION DE RACHAT : Engagement relatif à des actifs vendus aux termes d'une entente de rachat. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque vend des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui racheter à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de financement à court terme.

CONVENTION DE REVENTE : Engagements relatifs à des actifs acquis aux termes d'une entente de revente. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque achète des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui revendre à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de prêt sur nantissement à court terme.

COUVERTURE : Opération qui a pour objet de se prémunir contre des risques de prix, de taux d'intérêt ou de change en prenant des positions qui devraient permettre de compenser les variations des conditions du marché.

EVALUATION À LA VALEUR DU MARCHÉ : Évaluation aux prix du marché, à la date de clôture de l'exercice, de titres et d'instruments hors bilan détenus à des fins de négociation tels que des contrats de taux d'intérêt et de change. L'écart entre la valeur marchande et la valeur comptable de ces titres et instruments est imputé au revenu à titre de gain ou de perte.

GAIN OU Perte DE CHANGE : Gain ou perte non matérialisé découlant de la conversion en dollars canadiens d'éléments d'actif et de passif libellés en devises, lorsque les taux de change à la date du bilan diffèrent des taux en vigueur à la clôture de l'exercice précédent.

GARANTIES ET LETTRES DE CRÉDIT : Engagements de la Banque d'effectuer des paiements pour le compte de clients ne pouvant pas respecter leurs obligations envers des tiers. La Banque possède normalement un droit de recours contre les clients à qui elle avance ainsi des fonds.

INSTRUMENT HORS BILAN : Engagement de crédit indirect, y compris un engagement de crédit en vertu duquel aucune somme n'a été prélevée et un instrument dérivé.

MARGE NETTE SUR INTÉRÊTS : Revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, en pourcentage de l'actif total moyen.

MONTANT NOMINAL DE

RÉFÉRENCE : Montant prévu au contrat ou montant en capital devant servir à payer certains instruments hors bilan tels que des contrats de garantie de taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et de devises. Ce montant est dit « nominal » parce qu'il ne fait pas lui-même l'objet d'un échange, mais constitue uniquement la base de calcul des montants qui changent effectivement de main.

OPTION : Contrat entre un acheteur et un vendeur conférant à l'acheteur de l'option le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre une marchandise, un instrument financier ou une devise en particulier, à un prix ou à un taux préétabli, au plus tard à une date future convenue d'avance.

PAYS DÉSIGNÉS À MARCHÉ NAISSANT (PDMN) : Pays dans le cas desquels la Banque est tenue par le BSIF de constituer une provision pour risques-pays, du fait qu'elle leur a consenti des prêts ou qu'elle leur a acheté des titres.

POINT DE BASE : Unité de mesure équivalant à un centième de un pour cent.

PRÊT DOUTEUX : Prêt dans le cas duquel la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer les intérêts et le capital à la date prévue, ou à l'égard duquel un paiement stipulé par contrat est en souffrance à la fin d'une période prescrite. Les intérêts ne sont pas comptabilisés dans le cas d'un prêt douteux.

PRODUIT DÉRIVÉ : Contrat financier dont la valeur est fonction du prix, du taux d'intérêt, du taux de change ou de l'indice des prix sous-jacents. Les contrats à terme, les contrats d'options et les swaps sont tous des instruments dérivés.

PROVISION GÉNÉRALE : Provision constituée par la Banque pour comptabiliser les pertes sur prêts qui sont survenues en date du bilan, mais qui n'ont pas encore été expressément déterminées au cas par cas.

PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES : Montant réservé qui, de l'avis de la direction, est suffisant pour combler toutes les créances irrécouvrables relatives à des éléments inscrits au bilan et hors bilan. Cette provision inclut les provisions spécifiques, la provision pour risques-pays ainsi que la provision générale. La provi-

sion pour créances irrécouvrables est portée en déduction des catégories de biens concernées inscrites au bilan.

PROVISION POUR RISQUES-PAYS : Montant mis de côté initialement dans les années 1987 à 1989 pour couvrir les pertes éventuelles découlant de l'exposition au risque attribuable à un groupe de pays à marché naissant désignés par le BSIF.

RATIO DE PRODUCTIVITÉ : Mesure de l'efficacité avec laquelle la Banque engage des frais pour produire des revenus. Ce ratio indique, en pourcentage, le rapport entre les frais autres que d'intérêts et la somme du revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) et des autres revenus. Une diminution de ce ratio indique une hausse de la productivité.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES : Ratio de rentabilité égal au quotient du revenu net moins les dividendes sur actions privilégiées par l'avoir moyen des porteurs d'actions ordinaires.

SERVICE INTERMÉDIAIRE : Le service intermédiaire joue un rôle important dans le cadre des activités de gestion du risque et de mesure. Les membres de ce service passent en revue les modèles et les évaluations utilisés par les courtiers, mettent au point et effectuent des tests de résistance au stress, des analyses de sensibilité et des calculs de la VAR; ils examinent l'évolution des résultats et participent à l'élaboration de nouveaux produits.

SWAP : Un swap de taux d'intérêt est une convention permettant l'échange de flux de paiements d'intérêt, habituellement un taux flottant pour un taux fixe, sur un montant nominal de référence et pour une période donnée. Un swap de devises est une convention d'échange de paiements dans différentes devises, sur des périodes déterminées à l'avance.

TITRISATION : Processus en vertu duquel des prêts sont vendus à une fiducie particulière qui émet, en temps normal, différentes catégories de titres adossés à des actifs afin de financer l'achat de prêts. La Banque peut fournir un certain niveau de garantie sur les prêts. Ceux-ci sont habituellement soustraits du bilan de la Banque, à condition que la garantie soit raisonnable.

VALEUR À RISQUE (VAR) : Estimation de la perte de valeur qui, à un seuil de confiance donné, pourrait éventuellement découlter du fait que la Banque maintienne une position pendant une période déterminée.

A N A L Y S E P A R L A D I R E C T I O N
de la situation financière et des résultats d'exploitation

TABLE DES MATIÈRES

VUE D'ENSEMBLE	
Aperçu des résultats financiers	22
SECTEURS D'ACTIVITÉ	
Clientèles privée et commerciale Canada	24
Gestion de patrimoine	26
Opérations internationales	28
Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement	30
RÉSULTATS FINANCIERS DU GROUPE	
Revenu d'intérêts net	34
Actif et passif	34
Autres revenus	35
Frais autres que d'intérêts et productivité	35
Impôts et taxes	36
GESTION DU RISQUE	
Survol de la gestion du risque	37
Risque de crédit	37
Risque de marché	39
Risque d'exploitation	42
L'an 2000	42
GESTION DU CAPITAL	
Capital	43
DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES	
Revenus	44
Frais	46
Risque de crédit	47
Risque de marché	51
Capital	52
Autres informations	53
Informations par trimestre	54
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 1999	55

Déclarations prospectives

Le présent rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats financiers attendus. Ces déclarations prospectives sont, par définition, assujetties à des risques et à des incertitudes indépendants de la volonté de la Banque, dont la conjoncture économique et financière mondiale, les changements réglementaires au Canada et ailleurs, le progrès technologique et la concurrence. Ces facteurs – et d'autres encore – peuvent faire varier considérablement le rendement réel de la Banque par rapport à celui envisagé dans les déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations.

Vue d'ensemble

Aperçu des résultats financiers

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES (au 31 octobre de chaque exercice)

	1999 ¹⁾	1998	1997	1996	1995
RÉSULTATS D'EXPLOITATION (en millions de dollars)					
Total des revenus (BMEF) ²⁾	8 018	7 364	6 503	5 467	4 744
Provision pour pertes sur prêts	635	595	35	380	560
Frais autres que d'intérêts	4 756	4 446	4 059	3 217	2 844
Impôts sur le revenu (BMEF)	1 030	891	861	770	443
Revenu net	1 551	1 394	1 514	1 069	876
Dividendes sur actions privilégiées	108	97	99	113	104
Revenu net aux porteurs d'actions ordinaires	1 443	1 297	1 415	956	772
MESURES D'EXPLOITATION					
Marge nette sur intérêts (BMEF) (%)	2,11	2,11	2,13	2,18	2,31
Ratio de productivité (%)	59,3	60,4	62,4	58,8	59,9
Rendement des capitaux propres (%)	15,3	15,3	20,2	15,8	14,2
DONNÉES DU BILAN ET DONNÉES HORS BILAN (en millions de dollars)					
Liquidités et valeurs mobilières	51 084	52 400	46 173	40 642	38 702
Prêts et acceptations	141 101	148 181	124 794	102 269	94 972
Total de l'actif	222 691	233 588	195 153	165 301	147 189
Dépôts	156 618	166 360	138 975	117 894	111 345
Débentures subordonnées	5 374	5 482	5 167	3 251	3 249
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 468	1 325	1 575
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	9 631	9 039	7 930	6 424	5 745
Biens sous administration (en milliards de dollars) ³⁾	141,4	117,4	112,4	201,1	183,3
Biens sous gestion (en milliards de dollars) ³⁾	16,2	13,5	14,1	13,7	11,6
MESURES DU BILAN					
Coefficient du capital de catégorie 1 (%)	8,1	7,2	6,9	6,7	6,7
Coefficient du capital total (%)	11,9	10,6	10,4	8,9	9,6
Capital-actions ordinaire sur l'actif pondéré en fonction du risque (%)	6,9	6,0	5,8	5,5	5,4
Provision pour pertes sur prêts en pourcentage des prêts et acceptations moyens	0,34	0,37	0,32	0,39	0,61
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	(0,1)	0,3	0,5	0,7	1,5
RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS ORDINAIRES					
Par action - bénéfice de base (\$)	2,93	2,64	2,95	2,04	1,69
- dividendes (\$)	0,87	0,80	0,74	0,65	0,62
- valeur comptable (\$)	19,49	18,37	16,19	13,53	12,37
Cours de l'action - haut (\$)	36,90	44,70	34,10	21,20	15,13
- bas (\$)	28,60	22,80	20,55	14,19	12,13
- clôture (\$)	33,60	32,20	31,08	21,13	14,44
Actions en circulation (en milliers)					
- moyenne	493 136	490 914	478 972	468 716	457 197
- fin de la période	494 252	492 089	489 812	474 893	464 513
Valeur boursière (en millions de dollars)	16 605	15 845	15 220	10 030	6 710
MESURES D'ÉVALUATION					
Rendement des actions (%)	2,7	2,4	2,7	3,7	4,6
Ratio de distribution des dividendes (%)	29,7	30,3	25,1	31,9	36,7
Ratio entre la valeur marchande et la valeur comptable	1,7	1,8	1,9	1,6	1,2
Ratio cours-bénéfice	11,2	12,8	9,2	8,7	8,1

1) Voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés et l'analyse présentée à la rubrique «Provision pour pertes sur prêts» à la page 39, ainsi que la note 4 au bas de la page 92.

2) Base de mise en équivalence fiscale.

3) 30 septembre.

La présente section du rapport annuel renferme l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. Cette analyse se fonde sur les états financiers consolidés qui sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), sauf en ce qui concerne la comptabilisation de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, constatée comme une charge directe aux bénéfices non répartis au quatrième trimestre de l'exercice 1999, conformément aux exigences comptables prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en vertu de la Loi sur les banques. Cette question est approfondie à la note 20 afférente aux états financiers consolidés et à la page 39, à la rubrique « Provision pour pertes sur prêts ».

PROGRESSION APPRÉCIABLE DU REVENU NET

La Banque a continué d'afficher une croissance soutenue de ses bénéfices, le revenu net étant passé à 1,551 milliard de dollars en 1999, en hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent.

Ces résultats reflètent l'apport substantiel de tous les grands secteurs d'activité de la Banque. Ainsi, les divisions Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement ont obtenu d'excellents résultats qui s'harmonisaient avec la robustesse de l'économie nord-américaine et avec la meilleure santé des marchés de capitaux. Il en a été de même pour les Opérations internationales, par suite d'une autre solide année d'expansion dans les Antilles et de la reprise économique en Asie. Les résultats de la division Clientèles privée et commerciale Canada ont légèrement progressé, la forte hausse des prêts ayant été atténuée en partie par des marges plus faibles sur les taux d'intérêt.

Les revenus de commissions, en particulier sur les prêts et sur la négociation, ont affiché une excellente croissance. Les frais de la Banque sont restés bien encadrés en 1999, alors qu'on a investi des sommes considérables dans les nouvelles technologies, dans de nouveaux projets liés à la vente et au service et dans des produits novateurs – tout cela pour raffermir les relations avec la clientèle.

CROISSANCE SOUTENUE DES DIVIDENDES

Encore une fois, la Banque a vécu à l'accroissement soutenu des dividendes qu'elle verse sur ses actions ordinaires, ayant majoré deux fois son dividende en 1999 pour le porter à 87 cents par action. Voilà qui représente une hausse de 9 % par rapport au dividende de 80 cents par action il y a un an. Le dividende de la Banque a été relevé dans 34 des 36 derniers exercices.

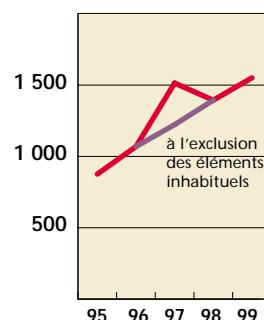
RENDEMENT REVENANT AUX PORTEURS D'ACTIONS ORDINAIRES

Le rendement revenant aux porteurs d'actions ordinaires – qui est fonction à la fois du dividende et de la plus-value du cours des actions ordinaires de la Banque – s'est établi à 7,1 % en 1999. Supérieur aux 6,1 % de l'exercice 1998, ce taux a été l'un des meilleurs dégagés par les banques canadiennes. Les actionnaires de la Banque Scotia ont bénéficié d'un rendement annuel composé moyen de 23,6 % pour les cinq dernières années et de 19,8 % pour la dernière décennie.

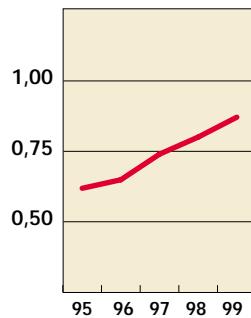
Exercice financier	1999	1998	1997	1996	1995
Rendement annuel (%)	7,1	6,1	51,1	52,3	10,2
Rendement quinquennal (annualisé) (%)	23,6	21,7	26,0	21,9	27,6

Revenu net¹⁾

en millions de dollars

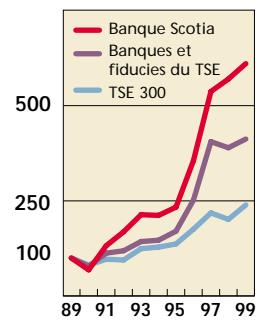


Dividendes par action (\$)



Solide rendement à long terme pour les porteurs d'actions ordinaires

D'après la plus-value du cours des actions, plus les dividendes réinvestis, 1989 = 100



Quatre secteurs d'activité rentables

Revenu net, en millions de dollars	1999	1998	1997
Clientèles privée et commerciale Canada	610 \$	605 \$	520 \$
Opérations internationales	305	255	434
Clientèle grandes entreprises	604	431	357
Services de banque d'investissement	368	218	401
Autres ²⁾	(336) ¹⁾	(115)	(198)
Revenu net total	1 551 ¹⁾	1 394	1 514

1) Voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés et l'analyse présentée à la rubrique « Provision pour pertes sur prêts » à la page 39.

2) Sont compris dans ce poste les gains à la vente d'entreprises, les éléments se rapportant au Trust National (1997), certains frais indirects ainsi que certains éléments relatifs au siège social.

Clientèles privée et commerciale Canada

La division Clientèles privée et commerciale Canada a réalisé un bon rendement en 1999 dans un marché très compétitif. Ce succès s'est fondé sur un service à la clientèle indéfectible, sur des investissements dans les nouvelles technologies ainsi que sur le lancement de produits et services novateurs.



POINTS SAILLANTS

- Toujours au premier rang parmi les banques canadiennes pour le service à la clientèle (selon les données de Market Facts du Canada Ltée)
- Taux élevé de fidélisation de la clientèle du Trust National
- Important réseau de distribution au Canada
- Deuxième part de marché en importance dans les prêts hypothécaires à l'habitation et les dépôts des particuliers
- Lancement de Ligne de crédit VISA Scotia, un produit de crédit personnel novateur à faible taux d'intérêt et exempt de commissions
- En 1999, ventes de 1,1 milliard de dollars de CPG indicuels, produit pour lequel la Banque est un chef de file dans l'industrie
- Lancement de formules de compte pratiques et à faible coût pour la petite entreprise
- Lancement d'une nouvelle marge de crédit par découvert abordable pour la petite entreprise
- Chef de file dans la commercialisation de services de commerce électronique sécuritaires grâce à la création d'une nouvelle filiale, e-Scotia.com
- Utilisation accrue des réseaux électroniques par les clients – 85 % des opérations de la Clientèle privée sont maintenant traitées hors succursale

Les clients de la division Clientèles privée et commerciale Canada peuvent compter sur un effectif supérieur à 23 000 employés par le biais d'un réseau qui comprend 1 178 succursales, 2 021 guichets automatiques bancaires (GAB), quatre centres d'appels, ainsi que des services bancaires par téléphone et par Internet.

CLIENTÈLE PRIVÉE

La clientèle privée a connu un autre exercice fructueux, grâce au vaste réseau de succursales au Canada. Au cours de l'exercice, la Banque a vu croître sensiblement son volume d'affaires et a gardé son deuxième rang pour la part de marché dans deux de ses groupes de produits les plus importants : les prêts hypothécaires à l'habitation et les dépôts des particuliers.

Soucieuse de poursuivre sa croissance, la Banque a lancé un certain nombre de produits et services novateurs :

- Programme Crédit intégré Scotia^{MC} – un programme de crédit pratique, souple et complet, comportant jusqu'à cinq types de prêt offerts aux propriétaires de maison admissibles;
- Service Scotia 1^{MC} – un programme complet pour les clients qui effectuent de nombreuses opérations bancaires et qui ont des besoins d'emprunt et de placement importants – le tout moyennant des frais mensuels fixes; et
- Ligne de crédit VISA Scotia – un produit qui allie le faible taux et la limite élevée d'une marge de crédit à la souplesse et à la commodité d'une carte VISA.

La Banque a également investi dans les nouvelles technologies afin de réduire la paperasse, donnant ainsi plus de temps à ses employés pour offrir un service supérieur à la clientèle. Elle a perfectionné ses compétences en matière de vente et de services-conseils et les a appuyées sur des systèmes d'information, permettant ainsi aux employés d'établir de meilleurs liens entre les besoins des clients et les produits et services offerts par la Banque.

CLIENTÈLE COMMERCIALE

La Banque Scotia a redoublé d'efforts en 1999 pour servir sa clientèle commerciale et le marché de la petite et moyenne entreprise.

La clientèle commerciale est d'abord servie dans des centres bancaires commerciaux par des directeurs de compte formés pour répondre aux besoins globaux des clients en matière de services bancaires; ces directeurs de compte sont eux-mêmes appuyés par des spécialistes en gestion de trésorerie. Les PME, segment privilégié pour la Banque Scotia, sont d'abord servies par le vaste réseau des succursales de la Banque, avec l'appui des spécialistes en services commerciaux, des centres d'appels et de réseaux de services électroniques en expansion.

L'exercice 1999 a connu une forte croissance du nombre de clients et de l'utilisation des services connexes qui leur sont offerts grâce à plusieurs initiatives importantes, dont le lancement d'une gamme de services bancaires s'adressant aux besoins des entrepreneurs et proposant d'importants rabais sur le libre-service bancaire commercial. De plus, les clients peuvent désormais demander un prêt PME par Internet ou en composant un numéro 1 800.

RoyNat a continué de consolider sa position au Canada en tant que plus grand investisseur à long terme privé dans la PME. Au cours des deux dernières années, RoyNat a pris plus de 100 participations sous forme d'actions ou de quasi-actions dans une grande diversité d'industries partout au Canada.

SERVICES BANCAIRES ÉLECTRONIQUES

En 1999, les services bancaires électroniques ont connu un succès éclatant. Celui-ci a été nourri par le besoin croissant des clients pour un accès sûr, rapide et pratique à tous leurs services financiers – que l'accès soit offert par les centres d'appels, par les services bancaires par téléphone et par Internet, ou par les GAB.

Afin d'améliorer l'accès et le service aux consommateurs, la Banque s'est associée avec Rogers Cantel, l'un des plus grands fournisseurs de téléphonie cellulaire au Canada. Elle proposera des services bancaires et de courtage par escompte réduit, notamment les soldes des comptes bancaires et de cartes de crédit, les cotes boursières et l'information sur les portefeuilles de placement. De plus, la Banque est en train de tester à grande échelle des cartes intelligentes, proposant aux clients de nouvelles options de paiement et un programme de primes de fidélité.

La Banque a été la première à offrir aux PME, à l'échelle du pays, des terminaux mobiles. Les commerçants peuvent utiliser ces terminaux pour accepter des paiements par carte de débit ou de crédit à partir de n'importe quel endroit, y compris le domicile du client. La Banque Scotia a également créé une nouvelle filiale, e-Scotia.com, qui fournira des solutions de commerce électronique sûres grâce à une technologie de chiffrement de pointe.

La Banque a annoncé la formation d'un partenariat stratégique avec Microsoft Canada, en vertu duquel elle deviendra le principal partenaire bancaire sur le site Web de Microsoft, MSN.ca. Les deux sociétés s'uniront pour offrir une vaste gamme de services de commerce électronique et de portails spécialisés aux entreprises et consommateurs canadiens.

RÉSULTATS FINANCIERS

En 1999, la division Clientèles privée et commerciale Canada a déclaré un revenu net de 610 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Ce bénéfice représentait 39 % du revenu net total de la Banque.

La hausse des revenus par rapport à l'an dernier s'est chiffrée à 2 %. La forte croissance des actifs et dépôts de particuliers a été annulée, en partie, par l'incidence de rabais sélectifs sur les prix dans un marché où la concurrence était vive. L'actif moyen du côté des particuliers, ajusté pour tenir compte des titrisations, a augmenté de 7 %, les ventes ayant été soutenues dans tous les canaux de distribution. La plus grande partie de cette croissance provenait des prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, et la part du marché s'est établie à environ 18 %.

Les actifs au titre des prêts commerciaux ont crû de seulement 2 % en 1999, l'accent étant mis davantage sur la rentabilité du portefeuille que sur la croissance de l'actif. Cependant, les dépôts dans les comptes courants ont poursuivi leur nette tendance à la hausse, ayant grimpé de 17 % au cours de l'exercice.

Les revenus de commission ont augmenté de 213 millions de dollars, dont 149 millions de dollars proviennent de l'inclusion de l'unité des Services aux grandes entreprises (qui a jusqu'ici fait partie de la division Clientèle grandes entreprises) et de plusieurs nouvelles titrisations effectuées par la Banque. Le reste (64 millions de dollars) provenait d'une multitude de secteurs, les plus fortes contributions ayant été celles des Services fiduciaires aux particuliers, des dépôts, des services de paiement et des nouveaux services bancaires électroniques.

La provision pour pertes sur prêts a enregistré une baisse substantielle de 63 millions de dollars, surtout dans les portefeuilles de la Clientèle privée.

Les dépenses ont progressé de 3 % sur 12 mois, compte non tenu des Services aux grandes entreprises. L'augmentation s'explique en partie par une charge nette de 35 millions de dollars au titre de la restructuration des succursales au pays. Elle a été partiellement neutralisée par la diminution des primes d'assurance-dépôt et par la compression de l'effectif due aux initiatives d'amélioration continue et à la poursuite de l'intégration du Trust National. Cette réduction de l'effectif s'est opérée, dans une large mesure, par le biais de l'attrition.

PERSPECTIVES

Une autre bonne année s'annonce pour les Clientèles privée et commerciale au Canada. Même si la Banque restera en butte à une vive concurrence, à une technologie qui évolue rapidement et aux exigences sans cesse croissantes de la clientèle, elle est persuadée qu'en mettant en œuvre des programmes qui stimuleront sensiblement sa capacité de vente et de service dans les succursales et en veillant sur ses coûts, elle continuera d'accroître ses bénéfices. Parmi les autres priorités sur lesquelles il faudra se pencher en 2000, notons l'augmentation des services électroniques offerts aux clients et les revenus grandissants tirés du commerce électronique.

Résultats financiers, Clientèles privée et commerciale Canada

en millions de dollars	1999 ¹⁾	1998	1997 ²⁾
Revenu d'intérêts net	2 608 \$	2 739 \$	2 277 \$
Autres revenus	1 176	963	787
Provision pour pertes sur prêts	(233)	(296)	(227)
Frais autres que d'intérêts	(2 532)	(2 385)	(1 934)
Impôts sur le revenu	(409)	(416)	(383)
Revenu net	610	605	520
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	80	78	62
Nombre d'employés	23 123 ¹⁾	23 263	20 314
Nombre de succursales	1 178	1 274	1 118
Nombre de GAB	2 021	2 002	1 669

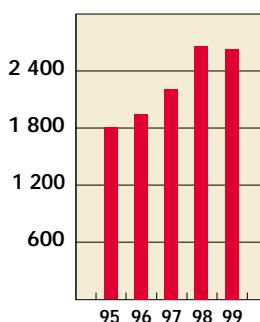
1) Les chiffres de 1999 englobent les Services aux grandes entreprises, dont l'effectif se chiffre à 1 018.

2) A l'exclusion du Trust National.

TOTAL DES REVENUS

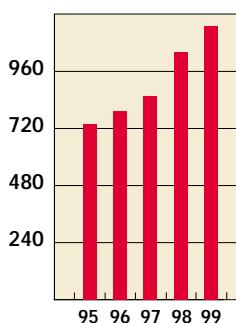
Clientèle privée

en millions de dollars



Clientèle commerciale

en millions de dollars



Gestion de patrimoine

En 1999, plusieurs groupes au sein de la Banque ont été réorientés de manière à mieux répondre aux besoins de la clientèle en matière de placements et de services-conseils. Le nouveau Groupe Gestion de patrimoine est bien placé pour réaliser de solides progrès à l'avenir.



POINTS SAILLANTS

- Hausse de 17 % des biens sous administration et de 20 % des biens sous gestion
- Le nombre de bureaux de courtage au détail est passé à 85 et celui des conseillers en placement, à près de 800
- Lancement de Sommet, nouveau programme d'actif géré à l'intention des investisseurs ayant un portefeuille supérieur à 500 000 \$
- Accroissement de près de 50 % de l'actif dans les comptes à honoraires forfaitaires
- Croissance de 32 % des biens sous administration et de 38 % des revenus, en ce qui concerne les activités de courtage réduit
- Maintien de la position de chef de file pour Trust Scotia dans le marché des services fiduciaires aux particuliers, avec une part de marché de 20 %
- Troisième fournisseur en importance au Canada dans le domaine de la gestion des placements privés par l'entremise de Scotia Cassels
- Lancement de deux nouveaux fonds communs de placement, ce qui porte à 29 le nombre de fonds qui composent la famille des Fonds communs Scotia

Le Groupe Gestion de patrimoine – qui comprend les principales activités de placement et de services-conseils au sein du Groupe Banque Scotia – offre une gamme complète de produits et de services dans laquelle on trouve le courtage de plein exercice et le courtage réduit, les fonds communs de placement, les services de planification successorale, la gestion de placements, et les services bancaires et fiduciaires aux particuliers tant au Canada qu'à l'étranger.

COURTAGE DE PLEIN EXERCICE ET COURTAGE RÉDUIT

Les services de courtage au détail de plein exercice de la Banque sont offerts dans 85 succursales au Canada sous la bannière ScotiaMcLeod. L'effectif comprend 1 525 personnes, dont près de 800 conseillers en placement qui doivent suivre l'un des programmes de formation les plus rigoureux et les plus complets de l'industrie. Les compétences du groupe en matière de planification financière ont été raffermies en 1999 à l'occasion du lancement du Navigateur financier^{MC}, le nouveau logiciel exclusif de planification financière de ScotiaMcLeod (SMI).

L'actif des comptes à honoraires forfaitaires a augmenté de 50 % au cours de l'exercice, ce qui témoigne de leur popularité croissante. Cette grande réussite est attribuable au lancement de produits novateurs comme les comptes Sommet et Apogée. Le total des biens sous administration chez SMI a bondi de 15 % pour s'établir à 33 milliards de dollars.

Courtage Réduit Scotia inc. (CRSI) offre aux investisseurs autonomes des services de négociation en ligne et par téléphone à la fine pointe de la technologie. Grâce au lancement du Programme de prime immédiate en 1999, CRSI est devenue la première grande institution financière au Canada à offrir le partage de commissions sur les fonds communs de placement comportant des frais de vente reportés ou de sortie. Ce programme, conjugué à la suppression des commissions de vente sur les fonds communs de placement comportant des frais d'acquisition, enrichit d'autant le patrimoine des clients de CRSI.

FIDUCIE, GESTION DE PLACEMENTS ET GESTION DE PATRIMOINE PRIVÉ

Avec l'acquisition du Trust National, Trust Scotia est devenue l'une des plus grandes sociétés de fiducie au Canada, occupant environ 20 % du marché des services fiduciaires aux particuliers. Par le truchement d'un réseau comportant 27 bureaux, des spécialistes de la planification fiduciaire et successorale et de la gestion de placements, au Canada et à l'étranger, offrent leurs services à une grande diversité de successions, de fiducies et d'investisseurs individuels. En 1999, les biens sous administration du Trust Scotia ont atteint 27 milliards de dollars, en hausse de 21 % par rapport à 1998.

Gestion de placements Scotia Cassels est le troisième fournisseur en importance de services de gestion des placements privés au Canada. Parmi sa clientèle, on compte des particuliers, des entreprises, des fonds communs de placement, des fondations, des successions, des fiducies et des agences. Les biens sous gestion dépassent maintenant 16 milliards de dollars.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

L'actif des Fonds communs de placement Scotia a augmenté de 7 % pour se chiffrer à près de 9 milliards de dollars. Cela est d'autant plus remarquable que les ventes de fonds communs de placement ont été généralement médiocres dans l'industrie. Les Services Scotia de répartition de l'actif – Solo, Copilote et Destination – ont été lancés sur le marché. Sous réserve d'un placement minimum de 5 000 \$, ces services novateurs proposent aux investisseurs des portefeuilles de fonds communs de placement adaptés à leurs besoins particuliers. Les petits épargnants ont ainsi accès à un service qui n'est généralement offert qu'aux investisseurs plus fortunés. Plus de 900 millions de dollars, soit 10 % de l'actif de Fonds communs Scotia, ont été investis dans ces programmes au cours de l'exercice.

Les 29 fonds communs de placement de la Banque Scotia offrent aux Canadiens un choix complet de véhicules de placement d'origine aussi bien canadienne qu'étrangère. La Banque a lancé deux nouveaux fonds, le Fonds Scotia indiciel canadien et le Fonds Scotia indiciel international, ce qui porte à cinq le nombre de ses fonds indicIELS. Grâce à ces fonds indicIELS, les investisseurs canadiens ont accès à tous les grands marchés de capitaux du monde à peu de frais.

RÉSULTATS FINANCIERS

En 1999, des revenus de 662 millions de dollars ont été tirés des divers services et produits offerts par le Groupe Gestion de patrimoine. (Ces revenus sont inclus dans les résultats financiers des autres secteurs d'activité et sont présentés sous forme consolidée dans cette section.)

Plusieurs segments de Gestion de patrimoine ont vu leurs revenus s'accroître. La croissance a été très forte dans les services fiduciaires aux particuliers, dont les revenus ont grimpé de 17 %, l'intégration continue du Trust National ayant exercé une influence sur l'exploitation. Le bond de 38 % des revenus du courtage réduit provient de la forte hausse (43 %) des volumes de négociation, attribuable en partie à la croissance de 18 % des comptes actifs. Cependant, ces augmentations ont été largement contrebalancées par une réduction, sur 12 mois, des revenus tirés des opérations de courtage de plein exercice, reflet de la conjoncture exceptionnellement favorable qui avait caractérisé le premier semestre de l'exercice 1998.

L'actif sous administration a progressé de 17 % en 1999, totalisant 82 milliards de dollars à la fin de l'exercice. Tous les segments de Gestion de patrimoine ont contribué à cette belle tenue, notamment les services fiduciaires au Canada et à l'étranger (en hausse de 6 milliards de dollars pour atteindre 37 milliards de dollars), le courtage de plein exercice des Services aux particuliers (en hausse de 4 milliards de dollars pour atteindre 33 milliards de dollars) et les fonds communs (en hausse de 1 milliard de dollars pour atteindre 9 milliards de dollars).

Les biens sous gestion de Gestion de placements Scotia Cassels Limitée ont bondi de 20 % par rapport à l'exercice précédent pour dépasser 16 milliards de dollars à la fin de 1999.

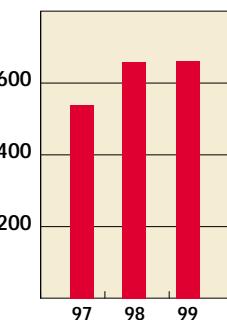
PERSPECTIVES

Les besoins des investisseurs canadiens continuent de prendre de l'ampleur en matière de gestion de patrimoine, et la Banque Scotia est en mesure d'y répondre de façon rentable. La stratégie de la Banque consiste à proposer des produits et services de placement intégrés qui visent à aider les clients à améliorer leur situation financière aux diverses étapes de leur vie.

La Banque Scotia concrétise à l'heure actuelle un certain nombre de mesures importantes. Elle redéploie notamment ses canaux de vente et de distribution, améliore sa plateforme de diffusion électronique pour les activités de courtage et met la dernière main à un programme complet de services offerts à ses clients fortunés. Ces mesures devraient élargir sensiblement la part de marché du Groupe Gestion de patrimoine, stimuler les revenus et accroître l'apport du Groupe au revenu net au cours des prochaines années.

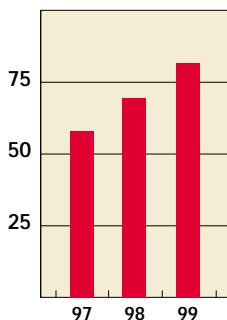
Total des revenus

en millions de dollars



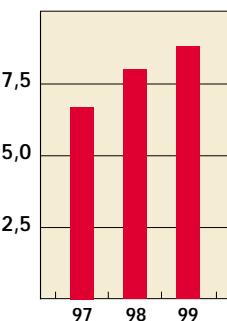
Biens sous administration

en milliards de dollars



Actif des fonds communs de placement

en milliards de dollars



Résultats financiers, Gestion de patrimoine

en millions de dollars	1999	1998	1997 ¹⁾
Total des revenus			
Courtages de plein exercice et à escompte	374 \$	394 \$	392 \$
Fonds communs de placement	100	100	70
Services fiduciaires et bancaires aux particuliers	130	111	59
Gestion de placements/autres	58	54	17
	662	659	538
Biens sous administration ²⁾	81 627	69 528	57 868
Biens sous gestion ²⁾	16 232	13 535	8 096
Nombre d'employés	2 460	2 370	1 820
Nombre de directeurs de placement	789	776	738

1) À l'exclusion du Trust National.

2) 30 septembre.

Opérations internationales

La division Opérations internationales a marqué une forte hausse de son revenu net en 1999. La région des Antilles s'est particulièrement bien comportée, prolongeant la série de succès qu'elle a remportés tout au long de la décennie. La Banque continue de développer son réseau international et d'y investir, aux Antilles, en Amérique latine et en Asie.



POINTS SAILLANTS

- Les revenus de 1,5 milliard de dollars, en hausse de 11 %, ont fait grimper de 20 % le revenu net
- Les Antilles ont continué d'afficher une croissance soutenue du bénéfice
- Mise en application de méthodes de vente et de service éprouvées au Canada et lancement de produits novateurs, tels que ScotiaLine, dans les Antilles
- Nommée meilleure banque étrangère au Costa Rica par *Euromoney*
- Nommée meilleure banque étrangère au Pérou par *Latin Finance*
- Nette amélioration de la situation financière de Grupo Financiero Inverlat, au Mexique
- A fait connaître son intention de porter à 61 % sa participation dans Banco Sud Americano, au Chili
- Expansion du réseau en Asie, avec de nouvelles succursales au Bangladesh et au Sri Lanka
- Développement des activités de financement des exportations canadiennes, qui relient les exportateurs de produits de base de l'Ouest canadien aux acheteurs du Chili, du Pérou et du Mexique
- A intensifié le recours aux demandes électroniques (par satellite) de lettres de crédit, grâce au renfort d'un important fournisseur américain

Le réseau international de la Banque Scotia propose une gamme étendue de services financiers à des clients locaux et étrangers dans plus de 50 pays. Si l'on inclut les filiales et les sociétés affiliées, la division des Opérations internationales compte près de 1 100 succursales et bureaux et plus de 1 500 GAB. Son effectif est formé de plus de 24 000 personnes dans les Antilles et en Amérique centrale, en Amérique latine, en Asie et dans la région méditerranéenne.

ANTILLES ET AMÉRIQUE CENTRALE

Forte d'une fiche exceptionnelle pour la vigueur de son bénéfice et la régularité de sa croissance, la Banque occupe une position dominante dans les Antilles. Le mouvement s'est poursuivi en 1999. La région a enregistré de solides gains dans ses volumes de prêts et de dépôts et dans ses revenus de commissions, la Banque ayant tiré parti de programmes dont la réussite avait été confirmée sur le marché canadien. De plus, le maintien d'un contrôle serré des coûts et de la qualité des prêts est resté une priorité.

Le réseau de succursales a fait l'objet de nouvelles initiatives en matière de ventes et de services. Un programme de positionnement des nouvelles marques a aussi été mis sur pied avec un certain nombre de produits avant-gardistes, dont le Scotia US\$ Stock Market Deposit, qui offre aux clients des rendements liés à l'indice boursier Standard & Poor's 500 et la sécurité du capital. Soucieuse de fournir des solutions novatrices et souples à ses clients emprunteurs, la Banque a lancé ScotiaLine, une marge de crédit personnelle combinée à un nouveau programme compétitif de prêts hypothécaires à l'habitation. L'expansion des programmes de cartes de crédit et de financement automobile a également contribué à l'amélioration des résultats.

La Banque a investi dans la mise à niveau et l'expansion des capacités électroniques au sein de la région, notamment les services bancaires par téléphone et les terminaux point de vente.

À partir des Antilles, la Banque a poursuivi son expansion en Amérique centrale, avec des établissements au Panama, au Belize, au Costa Rica et au Salvador, et elle met sur pied l'un des réseaux les plus importants parmi les banques de la région.

AMÉRIQUE LATINE

Le réseau de la Banque Scotia en Amérique latine prend de l'importance, avec plus de 700 succursales et 1 100 GAB. Même si la région n'a pas atteint ses objectifs de rentabilité en 1999 en raison d'une conjoncture difficile, la Banque demeure confiante quant à ses perspectives à long terme. C'est ainsi qu'elle investit massivement dans les ressources humaines, la technologie et le réseau de distribution pour accroître aussi bien sa part du marché régional que sa rentabilité.

Des progrès considérables ont été réalisés au sein de Grupo Financiero Inverlat, grande société bancaire et de courtage en valeurs mobilières établie au Mexique et comptant plus de 400 succursales et 750 GAB. Dans le cadre d'une entente de gestion avec ses propriétaires actuels, la Banque Scotia a consolidé ses processus d'octroi de crédit et de marketing, amélioré sa productivité et ouvert 25 nouvelles succursales. À l'heure actuelle, la Banque Scotia possède 10 % d'Inverlat et détient une option qui lui permettrait de faire passer sa participation à 55 % en l'an 2000.

En juillet 1999, la Banque Scotia est parvenue à une entente de principe afin d'acquérir une participation supplémentaire de 33 % dans Banco Sud Americano (BSA) du Chili, portant ainsi à près de 61 % la participation de la Banque. BSA est la septième banque chilienne en importance, forte d'un actif de 4,4 milliards de dollars, de 78 succursales et de 1 600 employés.

En Argentine, ScotiaBank Quilmes, filiale en propriété exclusive de la Banque, est en

voie de raffermir ses capacités de gestion du risque, d'accroître son efficience et d'investir dans son réseau de succursales pour accroître sa rentabilité. La Banque continue aussi de travailler en étroite collaboration avec ses sociétés affiliées au Pérou et au Venezuela – par exemple, elle aide Banco del Caribe à mettre en œuvre, au Venezuela, une plateforme bancaire normalisée dans les 112 succursales de son réseau.

ASIE

En 1999, les activités de la Banque en Asie ont profité de la reprise économique qui s'est manifestée dans la région.

Au cours de l'exercice, la Banque Scotia a élargi son réseau en Inde en créant Scotiafinance, laquelle jouera un rôle clé dans l'expansion des activités bancaires aux particuliers de la Banque dans ce pays. Ajoutons que la Banque a ouvert une quatrième succursale offrant tous les services à Bangalore et a reçu l'autorisation d'en ouvrir une cinquième à Hyderabad.

La Banque Scotia a poursuivi son expansion en Asie du Sud-Est, devenant la première banque canadienne à ouvrir des succursales au Bangladesh et au Sri Lanka.

La Banque mobilise aussi son réseau en Asie et ailleurs dans le monde pour mettre sur pied ses opérations de financement du commerce international – secteur à faible risque et à haut rendement dont les perspectives de croissance sont considérables. Ce secteur profitera des flux commerciaux croissants au sein de la région et dans le monde entier.

RÉSULTATS FINANCIERS

La division Opérations internationales de la Banque a continué d'afficher des résultats vigoureux, son bénéfice ayant atteint 305 millions de dollars, en hausse de 20 % par rapport à 1998.

Dans la foulée d'un autre exercice record, les Antilles et l'Amérique centrale ont contribué pour la majeure partie du bénéfice réalisé par la division en 1999. Les 25 pays de la région ont presque tous collaboré à la réalisation d'un bénéfice de 232 millions de dollars, en hausse de 42 % par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats ont été entraînés par une croissance de l'actif de 20 %, qui a débouché sur une croissance des revenus de 20 %. La région affiche depuis plusieurs années un taux de croissance supérieur à 10 %.

Le bénéfice réalisé en Amérique latine a été inférieur à celui de l'exercice précédent, témoignant ainsi de la faiblesse de l'activité économique dans cette région du monde et de l'accent mis sur l'amélioration de la technologie et du réseau des filiales et sociétés affiliées de la Banque.

En Asie, la rentabilité s'est améliorée sensiblement en 1999, stimulée par la meilleure qualité des prêts. Les provisions pour pertes sur prêts ont été pratiquement nulles en 1999. Relativement modeste, la croissance des actifs reflétait la sélectivité des nouveaux prêts consentis dans la région durant les derniers exercices.

PERSPECTIVES

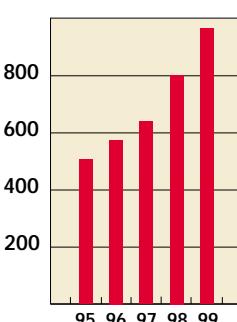
Dans les Antilles et en Amérique centrale, la Banque s'attend à un autre exercice de croissance des revenus et du bénéfice.

Elle s'attend aussi à un bénéfice plus élevé en Amérique latine au cours de l'exercice 2000, car les établissements bénéficieront des investissements réalisés au cours des dernières années. La Banque compte exercer son option de faire passer à 55 % sa participation dans Grupo Financiero Inverlat.

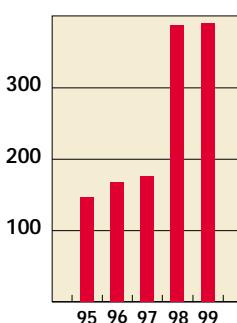
De même, en Asie, la Banque prévoit améliorer son bénéfice à l'heure où la reprise économique se poursuit. Elle mettra l'accent sur l'amélioration des rendements dans la région, notamment l'expansion du financement du commerce international.

TOTAL DES REVENUS

Antilles et Amérique centrale
en millions de dollars

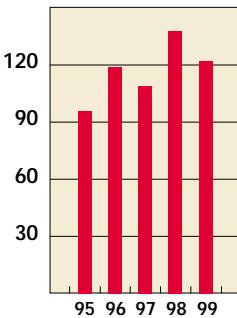


Amérique latine
en millions de dollars



Asie

en millions de dollars



Résultats financiers, Opérations internationales

en millions de dollars	1999	1998	1997
Revenu d'intérêts net	1 095 \$	1 012 \$	763 \$
Autres revenus	422	352	201
Provision pour pertes sur prêts	(115)	(155)	326 ¹⁾
Frais autres que d'intérêts	(891)	(732)	(519)
Impôts sur le revenu/part des actionnaires sans contrôle	(206)	(222)	(337)
Revenu net	305	255	434 ¹⁾
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	27	24	18
Nombre d'employés ²⁾	8 738	8 703	5 942
Nombre de succursales ²⁾	345	333	208
Nombre de GAB ²⁾	370	245	134

1) Compte tenu de la reprise de la provision pour risques-pays de 500 millions de dollars avant impôts (290 millions de dollars après impôts).

2) À l'exclusion des sociétés affiliées.

Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement

Clientèle grandes entreprises et Marchés des capitaux Scotia du Groupe Banque Scotia ont été intégrés sous la dénomination Scotia Capitaux le 1^{er} novembre 1999. Ces deux secteurs ont enregistré un bénéfice record en 1999.



POINTS SAILLANTS

- Bénéfice record de la Clientèle grandes entreprises, grâce à un revenu net en hausse de 40 % par rapport à l'exercice précédent
- La Banque est restée un chef de file dans le marché des prêts octroyés par syndication au Canada
- L'un des chefs de file de la dernière décennie dans la syndication des prêts de gros aux États-Unis
- Participation à certains prêts syndiqués de niveau record en Europe, notamment pour Olivetti, Elf Aquitaine et Virgin Retail
- A agi en qualité de mandataire dans le cadre de 134 opérations à l'échelle mondiale, représentant un volume total de 131 milliards de dollars
- Titrisation de 4 milliards de dollars US de prêts de première qualité aux États-Unis
- Expansion continue des groupes sectoriels spécialisés aux États-Unis et en Europe
- Pénétration accrue du marché américain du placement des obligations à rendement élevé
- Interdistribution améliorée des produits de la Banque sur les marchés financiers, au pays et à l'étranger
- Implantation d'un système mondial d'information sur les clients afin de mieux gérer les relations avec la clientèle

Clientèle grandes entreprises

La division Clientèle grandes entreprises assure la gestion des relations que la Banque entretient dans le monde entier avec des sociétés et des institutions d'envergure ainsi qu'avec des administrations publiques de pays importants, en commercialisant la gamme complète des produits et services du Groupe Banque Scotia.

CANADA

La division Clientèle grandes entreprises a dégagé un revenu net record en 1999. La stabilité des marchés du crédit a favorisé la croissance des entreprises et les nouvelles occasions.

La Banque Scotia reste un chef de file du marché de la syndication des prêts au Canada; active dans tous les secteurs, elle est davantage présente dans l'industrie minière, dans les médias et communications, et dans les transports. En 1999, la division Clientèle grandes entreprises a géré 26 syndications totalisant plus de 11 milliards de dollars. Parmi les opérations dignes de mention en 1999, notons une facilité de crédit importante consentie à Intrawest Corporation ainsi que des services de financement et de conseils pour l'acquisition d'Oshawa Group par Empire Company.

Au cours de l'exercice, la division a mis sur pied des groupes de marketing mondial pour les secteurs de l'automobile, du transport maritime, des métaux et des mines; il en est résulté un nombre considérable de nouvelles affaires. Par ailleurs, elle a implanté un système d'information sur mesure, baptisé *Prospector*, qui aidera les directeurs relationnels à commercialiser leurs produits et à partager l'information à l'échelle de la planète.

L'intégration de Clientèle grandes entreprises et Marchés des capitaux Scotia a été une préoccupation majeure tout au long de l'année. Auparavant centrée sur les produits, la philosophie, maintenant axée sur les relations avec la clientèle, fournira de nouvelles possibilités de solutions personnalisées, adaptées aux besoins particuliers des clients.

ÉTATS-UNIS

La division Clientèle grandes entreprises a encore affiché un rendement solide aux États-Unis, malgré la faiblesse de certains secteurs du marché.

La Banque exerce son activité surtout dans le marché de la syndication des prêts bancaires, se classant cette année encore parmi les 10 plus grands prêteurs, seule banque canadienne à figurer dans ce palmarès. Elle doit sa réussite à 266 mandats à titre de mandataire ou de comandataire, qui lui ont valu un volume total de 421 milliards de dollars. Outre sa présence dans le secteur des investissements de tout premier ordre, la Banque a augmenté ses prêts à haut rendement de nature spéculative, profitant ainsi des récentes tendances du marché. La Banque a acquis une expertise considérable à ce chapitre sur le marché américain après y avoir participé activement pendant plus de deux décennies.

En outre, l'équipe de financement des acquisitions, constituée en 1998, a commencé à exercer une influence favorable sur les opérations de la division Clientèle grandes entreprises. Une expertise considérable s'est développée dans le secteur de la haute technologie, relevant la part du marché de la Banque. Dans la foulée des efforts incessants de la Banque visant à diversifier ses sources de revenus, d'autres ressources ont été accordées aux groupes de crédit-bail et de financement adossé.

La Banque a également accordé beaucoup d'importance à l'accroissement du rendement pondéré en fonction du risque des capitaux propres dans ses portefeuilles de prêts de gros. Elle a également pris plusieurs initiatives en vue de gérer les niveaux d'actif, notamment la vente et la titrisation des éléments d'actif.

EUROPE

La division Clientèle grandes entreprises a réalisé un revenu net record en Europe en 1999. La Banque Scotia occupe un créneau particulier dans le marché de la syndication des prêts en Europe, se spécialisant dans les médias, les loisirs, le divertissement et les transports. Elle se sert des connaissances qu'elle a acquises aux États-Unis pour affiner les produits et services qu'elle offrira dans ce marché. Ainsi, une équipe spécialisée dans le financement des acquisitions a été établie au Royaume-Uni durant l'exercice, dans la foulée du succès remporté par un groupe semblable aux États-Unis.

Au cours des deux derniers exercices, l'activité sur les marchés de capitaux européens s'est intensifiée, notamment les fusions et acquisitions. Cette tendance devrait se poursuivre, alimentée en partie par la nouvelle monnaie commune, l'euro, et par la consolidation et la mondialisation qui se poursuivent toujours dans bon nombre de secteurs. La Banque espère tirer parti d'occasions commerciales supplémentaires à ce chapitre.

RÉSULTATS FINANCIERS

En 1999, la division Clientèle grandes entreprises a déclaré des résultats en hausse pour le septième exercice consécutif. Le bénéfice s'est hissé au niveau record de 604 millions de dollars, en progression de 40 % par rapport à 1998. La croissance des revenus de 30 % est due à l'amélioration de plusieurs facteurs : l'actif, les marges, les revenus de commissions et les gains sur valeurs mobilières.

Une fois redressé pour tenir compte des titrisations, l'actif moyen a augmenté de 6,8 milliards de dollars, ou de 17 %, en 1999; la croissance s'est manifestée dans toutes les régions où la Clientèle grandes entreprises assure une présence importante, à savoir le Canada, les États-Unis et l'Europe. Durant le second semestre de l'exercice, les seuils d'actif ont fléchi en raison des titrisations ainsi que des prêts syndiqués et des ventes d'éléments d'actif plus élevés, la Banque ayant mis davantage l'accent sur l'amélioration du rendement pondéré en fonction du risque des capitaux propres de ces portefeuilles.

Les autres revenus – principalement des commissions sur prêts – se sont fixés à 453 millions de dollars en 1999, en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent. De plus, les commissions sur prêts différées se sont élevées à 185 millions de dollars au 31 octobre 1999; elles seront réalisées au cours d'exercices ultérieurs.

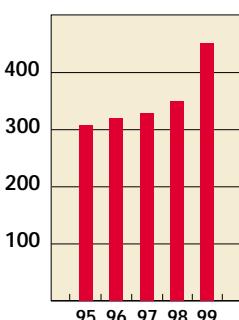
La provision pour pertes sur prêts ressort à 136 millions de dollars en 1999, en hausse de 94 millions de dollars par rapport à 1998, à cause des pertes sur prêts aux États-Unis.

Le repli des dépenses est imputable, dans sa totalité, au transfert des Services aux grandes entreprises à la division Clientèles privée et commerciale Canada. Abstraction faite de ce transfert, les dépenses sont restées bien encadrées, n'ayant accusé qu'une modeste hausse par rapport à l'exercice précédent.

TOTAL DES REVENUS – CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES

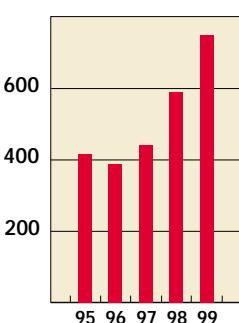
Canada

en millions de dollars



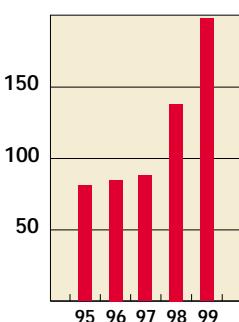
États-Unis

en millions de dollars



Europe

en millions de dollars



Résultats financiers, Clientèle grandes entreprises

en millions de dollars	1999 ¹⁾	1998	1997
Revenu d'intérêts net	944 \$	687 \$	502 \$
Autres revenus	453	389	355
Provision pour pertes sur prêts	(136)	(42)	46
Frais autres que d'intérêts	(267)	(332)	(308)
Impôts sur le revenu	(390)	(271)	(238)
Revenu net	604	431	357
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	44	39	33
Nombre d'employés	854	1 790	1 671

1) À l'exclusion des Services aux grandes entreprises.

Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement

POINTS SAILLANTS

- Coordonnateur mondial du premier appel public à l'épargne de Financière Manuvie, le plus important de l'histoire canadienne, qui s'est établi à 2,5 milliards de dollars
- Classée au premier rang pour la qualité du service des ventes de titres aux institutions
- Classée au deuxième rang pour la qualité de l'analyse boursière
- Cinq des sept secteurs de Négociation internationale ont affiché un bénéfice record
- Négociation de 12,4 milliards de dollars d'obligations d'entreprises sur le marché secondaire (1^{er} rang de l'industrie)
- Participation à 45 des 49 programmes de billets à moyen terme d'entreprises canadiennes (1^{er} rang pour la pénétration du marché)
- Chef de file de financements novateurs pour :
 - Borealis Infrastructure Trust, une importante opération de financement pour la création de 16 écoles en Nouvelle-Écosse
 - le « Projet 2003 » de l'Hôpital de Toronto, un vaste programme de modernisation
- Unique courtier pour le nouveau programme de papier commercial de 900 millions de dollars de Weyerhauser
- Considérée, par *Euromoney*, comme une des 10 meilleures banques à Tokyo en ce qui concerne le change
- Gains substantiels réalisés sur la vente de titres de placement
- Diversification réussie des sources de financement grâce à plusieurs titrisations, notamment des marges de crédit personnelles – une première au Canada
- Implantation d'un nouveau système mondial de produits dérivés, à la fine pointe de la technologie

Services de banque d'investissement

Cette division comprend deux grands segments : Marchés des capitaux Scotia qui, par le biais de ses groupes Financement des grandes entreprises et titres et Négociation internationale, proposent aux entreprises, aux institutions et aux administrations publiques un vaste ensemble de solutions de financement sur les marchés financiers, et Trésorerie du groupe, qui gère les placements de la Banque, son financement à moyen terme et la structure de son capital.

FINANCEMENT DES GRANDES ENTREPRISES ET TITRES

Le groupe Financement des grandes entreprises offre aux entreprises et aux administrations publiques une vaste gamme de services liés aux marchés financiers, qui vont du montage d'un financement par prêt ou par actions à des conseils en matière de regroupements d'entreprises. Parmi les opérations dignes de mention en 1999, notons le rôle joué par le groupe en qualité de coordonnateur mondial du premier appel public à l'épargne de 2,5 milliards de dollars de la Financière Manuvie, l'opération la plus importante du genre dans l'histoire canadienne.

Le groupe Titres fournit des services de vente, de négociation et d'analyse qui sont tous très bien cotés par les investisseurs institutionnels. Les capacités d'analyse boursière ont continué de s'améliorer, ayant bénéficié d'un classement supérieur dans 13 secteurs. Les volumes de négociation des blocs d'actions ont grimpé eux aussi, et le groupe accapare désormais 12 % du marché.

Les deux groupes font bénéficier de leur expertise sur les produits de placement la nouvelle équipe canadienne Direction relationnelle – Canada, qui veillera à partir de l'exercice 2000 sur les relations que la Banque entretient avec les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques au Canada.

NÉGOCIATION INTERNATIONALE

Négociation internationale se charge de vendre et de négocier divers instruments : obligations, produits dérivés, devises, titres du marché monétaire, métaux précieux et métaux communs.

Le groupe Négociation internationale affiche plusieurs grandes réalisations pour l'exercice écoulé. Il a mis au point un certain nombre de produits dérivés novateurs, relevant à la fois du crédit et des actions, dans le but de répondre aux besoins de sa clientèle en matière de gestion du risque. Il a également implanté un nouveau système intégré et mondial de produits dérivés.

La Banque a raffermi ses capacités mondiales de change et a élargi la couverture de sa clientèle, surtout en ce qui concerne les banques centrales et les gestionnaires de portefeuille. Sur le plan des métaux précieux, ScotiaMocatta est devenue l'un des trois principaux fournisseurs de services au monde grâce à son réseau très étendu de bureaux et de relations avec la clientèle.

Le groupe a pris plusieurs mesures pendant l'exercice en vue d'améliorer l'efficience des activités de négociation mondiales. À titre d'exemple, il a rationalisé certains services administratifs et en a centralisé d'autres à Toronto. Il a, en outre, sensiblement réduit les coûts dans le secteur des titres à revenu fixe.

TRÉSORERIE DU GROUPE

En 1999, la Trésorerie du groupe a continué de gérer avec succès le portefeuille de placements de la Banque, réalisant des gains considérables sur les titres au cours de l'exercice. La Banque a diversifié ses sources de financement après avoir lancé plusieurs émissions de titres adossés à des créances par la titrisation de portefeuilles de prêts consentis à des particuliers au Canada et de prêts de gros aux États-Unis.

De plus, la Trésorerie du groupe est restée très active dans la gestion du capital de la Banque et de ses liquidités.

RÉSULTATS FINANCIERS

La division Services de banque d'investissement a réalisé un bénéfice de 368 millions de dollars en 1999, soit 69 % de plus qu'en 1998.

Plus de la moitié de ce bénéfice provenait de la Trésorerie du groupe, dont le revenu net s'est élevé à 212 millions de dollars, en hausse de 48 % par rapport à l'exercice précédent. Une part importante de ce résultat provenait de gains avant impôts de 281 millions de dollars réalisés sur la vente de titres de placement. Malgré les gains réalisés durant l'exercice, l'excédent non

réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de placements de la Banque (obligations des marchés naissants comprises) s'élevait à 300 millions de dollars au 31 octobre 1999.

Marchés des capitaux Scotia a également connu un excellent exercice en 1999, son revenu net ayant plus que doublé pour atteindre 156 millions de dollars. Presque toutes les activités d'exploitation au sein de Marchés des capitaux Scotia ont contribué à ces résultats.

Négociation internationale a obtenu des résultats sans précédent en 1999, ayant tiré parti d'une conjoncture favorable sur les marchés. Les Produits dérivés ont affiché un bénéfice record pour le troisième exercice de suite. Au chapitre des titres à revenu fixe, les résultats se sont améliorés de façon spectaculaire, témoignant de la grande vitalité du marché des nouvelles émissions obligataires en 1999 et des volumes plus élevés de papier commercial. Les résultats ont été également solides dans les opérations de change, dans les opérations de marché monétaire et dans le financement à court terme. Après avoir enregistré des résultats exceptionnels en 1998, les métaux précieux et les métaux communs ont connu une certaine stagnation au début de l'exercice en raison de la grande faiblesse des prix dans les deux cas. Cependant, au fur et à mesure que les prix se sont raffermis au cours de l'exercice, les résultats se sont améliorés.

Financement des grandes entreprises a connu, lui aussi, une année exceptionnelle, notamment grâce au premier appel public à l'épargne de Manuvie. Les résultats au chapitre de la négociation et de la vente de titres aux institutions se sont nettement améliorés par rapport aux faibles résultats dégagés l'an dernier en raison de la volatilité qui a régné sur les marchés au quatrième trimestre de 1998.

PERSPECTIVES – CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES ET SERVICES DE BANQUE D'INVESTISSEMENT



Intégration

Le 1^{er} novembre 1999, on procédait à l'intégration des divisions Clientèle grandes entreprises et Marchés des capitaux Scotia. Elles sont maintenant réunies sous la bannière commerciale de Scotia Capitaux. L'intégration répond aux attentes croissantes des clients qui tiennent à ce que leurs besoins soient comblés dans une perspective globale.

Au Canada, les clients dont les besoins sont complexes et qui exigent de multiples produits seront servis par des directeurs relationnels rompus aux activités d'exploitation et aux entreprises de leurs clients. Ces personnes s'appuieront sur les connaissances de spécialistes des produits et des secteurs d'activité pour mettre sur pied une équipe de service à la clientèle. Les clients canadiens dont les besoins sont très spécifiques ou qui n'exigent qu'un produit seront servis directement par un spécialiste des produits.

Aux États-Unis, en Europe et ailleurs, les clients continueront d'être servis par leurs directeurs relationnels actuels. L'intégration au Canada leur apportera aussi des occasions supplémentaires en ce qui concerne les opérations transfrontalières.

Au seuil du nouveau millénaire, la nouvelle structure intégrée offre d'excellentes perspectives de rendements accrus et de service à la clientèle amélioré.

Perspectives commerciales

Après avoir connu, une fois de plus, une forte croissance en 1999, la division Clientèle grandes entreprises s'attend à une croissance modérée durant l'exercice 2000, où l'on mettra l'accent sur l'amélioration du rendement pondéré en fonction du risque des capitaux propres tout en maintenant des normes élevées de placement.

Les résultats de Négociation internationale devraient rester solides, tandis que les activités de fusion et d'acquisition continueront vraisemblablement de prendre de l'expansion, offrant des débouchés aussi bien du côté des prêts bancaires que du financement sur les marchés financiers.

Dans l'ensemble, la nouvelle division intégrée Scotia Capitaux devrait afficher à nouveau des résultats solides en 2000.

En ce qui concerne la Trésorerie du groupe, la montée des taux d'intérêt dans le monde pourrait limiter les possibilités de gains sur les titres, comparativement à ceux obtenus en 1999.

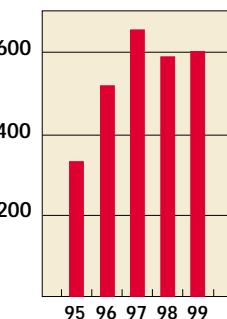
Résultats financiers, Services de banque d'investissement

en millions de dollars	1999	1998	1997
Revenu d'intérêts net	349 \$	234 \$	309 \$
Autres revenus	1 178	1 048	1 172
Provision pour pertes sur prêts	(1)	(2)	-
Frais autres que d'intérêts	(909)	(922)	(794)
Impôts sur le revenu	(249)	(140)	(286)
Revenu net	368	218	401
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	69	64	56
Nombre d'employés	4 189	4 255	3 722

REVENU TOTAL – SERVICES DE BANQUE D'INVESTISSEMENT

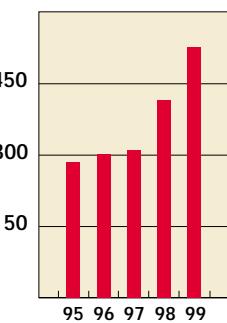
Financement des grandes entreprises, Titres et Services aux particuliers

en millions de dollars



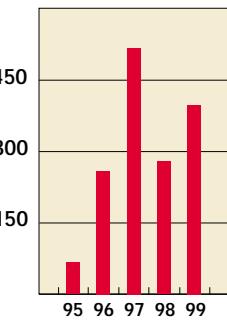
Négociation internationale

en millions de dollars



Trésorerie du groupe

en millions de dollars



Résultats financiers du Groupe

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net a crû de 7 % en 1999, suivant ainsi la tendance à la hausse qui s'est dégagée au cours de la dernière décennie. Lorsqu'on l'ajoute aux autres revenus, on constate une progression de 9 % des revenus totaux en 1999 et de 12 % par an pour les cinq dernières années.

Le revenu d'intérêts net (base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 4,8 milliards de dollars en 1999, en hausse de 7 %, par suite d'une bonne croissance de l'actif dans tous les grands secteurs d'activité de la Banque.

La croissance du revenu d'intérêts au cours de l'exercice a été freinée par la poussée des titrisations d'éléments d'actif. En 1999, des éléments d'actif totalisant 9,4 milliards de dollars ont été titrisés, contre 1,0 milliard de dollars en 1998. Le bénéfice sur les intérêts s'en est trouvé amputé de 132 millions de dollars, le revenu de titrisation étant déclaré dans les autres revenus.

La marge nette sur intérêts de la Banque, qui rend compte du revenu d'intérêts net en pourcentage de l'actif moyen, s'est établie à 2,11 % en 1999, inchangée par rapport à l'exercice précédent.

Plus de la moitié du revenu d'intérêts net de la Banque est tirée des Clientèles privée et commerciale au Canada. Dans ce secteur, la marge a légèrement fléchi comparativement à 1998. Si la croissance soutenue des dépôts de particuliers a favorisé la marge, cela a été largement contrebalancé par plusieurs facteurs, notamment la titrisation d'éléments d'actif de particuliers à marge plus élevée et la forte compétitivité du marché au Canada, qui a donné lieu à des rabais importants.

En revanche, la Banque a très bien soutenu la marge grâce à sa gestion prudente de la composition et de la durée de l'actif et du passif. De plus, les marges se sont élargies dans de nombreux secteurs d'activité de la Banque aux États-Unis et à l'étranger.

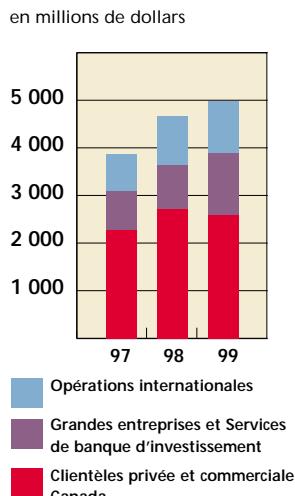
PERSPECTIVES

La tendance à la hausse du revenu d'intérêts net devrait se poursuivre durant le prochain exercice. Elle sera principalement nourrie par la croissance de l'actif dans maintes activités de la Banque, tandis qu'on ne prévoit pas de changements importants dans la marge nette sur intérêts.

Hausse constante du revenu d'intérêts net
base de mise en équivalence fiscale,
en milliards de dollars



Revenu d'intérêts net par secteur d'activité



Actif et passif

La Banque Scotia s'est dotée d'un volume important de nouveaux éléments d'actif rentables au cours de l'exercice.

ACTIF

Les soldes moyens des prêts et acceptations (à l'exclusion des conventions de revente) ont augmenté de 7 % en 1999 pour s'établir à 143 milliards de dollars, plusieurs secteurs d'activité ayant enregistré une hausse des prêts rentables. L'importance de la croissance tirée des prêts au cours du dernier exercice a été atténuée par la titrisation des éléments d'actif que la Banque a réalisée en 1999 et qui est venue amputer de 6 milliards de dollars, soit de 3 %, l'actif productif moyen.

Du côté des prêts consentis aux particuliers au Canada, l'actif a crû de plus de 4 milliards de dollars ou de 7 % (redressé pour tenir compte de la titrisation). Ce résultat est surtout attribuable à la croissance sans précédent des prêts hypothécaires à l'habitation qui ont fait passer la part de marché à 18,3 %. Dans les autres créneaux du marché des prêts aux particuliers, la Banque Scotia continue d'innover, faisant appel à la technologie et aux idées nouvelles pour fournir à ses clients des produits utiles et abordables. En 1999, la Banque a lancé le programme Crédit intégré Scotia^{MC} et la Ligne de crédit VISA Scotia, deux véhicules plus souples et à moindre coût proposés à sa clientèle. On prévoit que ces produits contribueront sensiblement à la croissance de l'actif dans l'avenir.

Les prêts aux PME au Canada ont marqué une hausse modeste durant l'exercice. Ce secteur d'activité est important pour la Banque, laquelle s'emploie à tisser avec les PME des liens réciproquement avantageux.

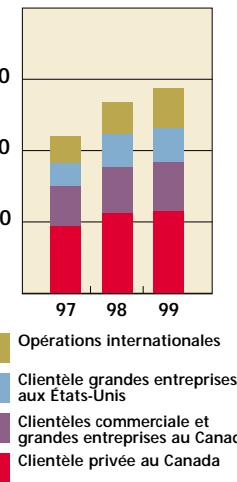
Le réseau international de la Banque pour ses clientèles privée et commerciale – aux Antilles, en Asie, en Europe et en Amérique latine – est venu ajouter 3 milliards de dollars de prêts au cours de l'exercice. La forte présence de la Banque dans les Antilles a contribué pour près de la moitié de cette croissance.

Les prêts aux grandes entreprises ont augmenté sensiblement en 1999, particulièrement aux États-Unis, où la Banque Scotia continue de jouer un rôle de premier plan dans la syndication de prêts, et en Europe, où elle occupe un créneau bien établi. L'encours moyen des prêts aux grandes entreprises et des acceptations bancaires (redressé pour tenir compte de la titrisation) a progressé de 17 % par rapport à l'exercice précédent.

Les autres éléments d'actif productifs, mis à part les prêts consentis par la Banque, ont augmenté de 5,9 milliards de dollars ou de 10 % au cours de l'exercice. Ces éléments d'actif comprennent les valeurs mobilières et les sommes déposées auprès d'autres banques, qui servent principalement à maintenir la liquidité. De plus, la Banque dispose d'un portefeuille de 14 milliards de dollars de valeurs mobilières achetées dans le cadre de conventions de

Un portefeuille de prêts diversifié

en milliards de dollars, soldes moyens des prêts et acceptations

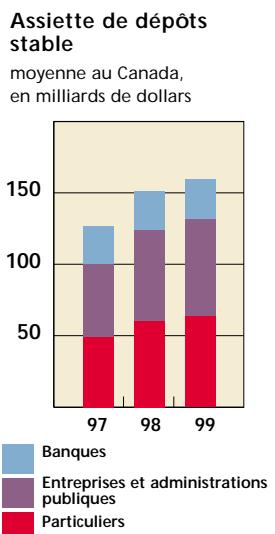


revente, qui constituent des prêts garantis à faible risque dotés d'un rendement attrayant. Ces éléments d'actif ont bondi de 22 % en 1999.

PASSIF

Les dépôts moyens de la Banque ont totalisé 159 milliards de dollars en 1999, contre 152 milliards de dollars en 1998.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, soit de 5 %, grâce surtout à la croissance des dépôts à terme. La Banque occupe toujours le second rang sur le marché canadien pour l'importance de ses dépôts de particuliers, et elle a augmenté de 23 points de base en 1999 sa part de marché à ce chapitre. La Banque a également réussi à augmenter de 15 % les dépôts dans les comptes courants, poursuivant ainsi la tendance à la hausse des cinq dernières années, durant lesquelles les soldes ont grimpé à un taux annuel de 14 %. Ces dépôts constituent un élément important des dépôts de base de la Banque.



PERSPECTIVES

La croissance des prêts et des dépôts devrait se poursuivre en 2000, car l'on prévoit que l'économie mondiale maintiendra son rythme.

Autres revenus

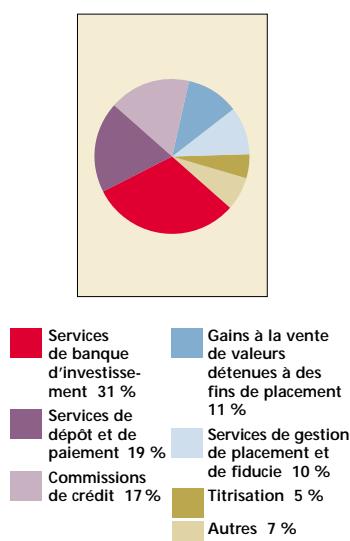
Les autres revenus comptent pour une part de plus en plus importante du total des revenus de la Banque.

Les autres revenus ont atteint 3,2 milliards de dollars en 1999, en hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent. En fait, depuis 1995, ces revenus ont augmenté à un taux annuel composé de 21 %. Comme la Banque insiste tout particulièrement sur le développement de nouvelles sources d'autres revenus, ceux-ci constituent maintenant près de 41 % du total de ses revenus, contre 32 % en 1995. La forte croissance enregistrée en 1999 est le fruit de gains réalisés dans presque toutes les catégories d'autres revenus.

Accroissement substantiel des autres revenus à l'exclusion des ventes d'entreprises, en milliards de dollars



Un grand nombre d'autres revenus



Les revenus tirés des opérations effectuées sur les comptes de dépôt des particuliers et des entreprises ont continué de croître à bon rythme. Abstraction faite de la titrisation partielle du portefeuille des cartes de crédit de la Banque, les revenus tirés des dépôts et des paiements ont augmenté de 7 %. La Banque a connu un grand succès dans la création de produits et de services qui facilitent de beaucoup les choses pour ses clientèles privée et commerciale : forfaits novateurs, terminaux point de vente Scotia 2020, services bancaires par téléphone et par Internet, etc.

Les revenus tirés de la gamme diversifiée des services de gestion de placement et de fiducie de la Banque ont crû de 7 % en 1999 pour ressortir à 331 millions de dollars. L'apport des revenus tirés des services aux grandes entreprises a été important, vu l'acquisition d'AST Inc. en 1998 et les nouveaux services de démutualisation fournis en 1999. De plus, les commissions sur les services de fiducie aux particuliers ont connu une forte croissance, la Banque ayant consolidé sa position dominante dans ce marché en pleine expansion. Même si les portefeuilles de fonds communs de placement affichent des soldes plus élevés, les revenus correspondants sont restés stables en 1999, les investisseurs ayant privilégié les fonds à moindres frais.

Les commissions de crédit ont atteint le niveau record de 543 millions de dollars en 1999, ce qui représente un bond de 15 %. La Banque a su profiter de son statut privilégié parmi les principaux prêteurs aux grandes entreprises sur le marché nord-américain. Les revenus au titre des Services de banque d'investissement ont grimpé de 23 %, à la faveur de résultats solides aux chapitres de la négociation des valeurs mobilières, des opérations de change et des produits dérivés.

Les gains sur la vente de valeurs mobilières détenues à des fins de placement se sont chiffrés à 343 millions de dollars en 1999, en hausse de 21 millions de dollars par rapport à 1998, en raison de la grande vigueur des marchés boursiers en Amérique du Nord. Un autre élément important de la croissance des autres revenus a été la hausse substantielle – de 117 millions de dollars – des revenus découlant de la titrisation. Au cours de l'exercice, la Banque a titrisé avec grand succès des prêts aux grandes entreprises aux États-Unis, des marges de crédit personnelles, des soldes de compte VISA, des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts automobiles aux particuliers. Si les hausses de revenus découlant de la titrisation s'accompagnent de diminutions de revenus d'intérêts, la Banque y trouve néanmoins son profit grâce à l'utilisation plus efficiente de son capital et à la plus grande diversification du financement.

PERSPECTIVES

La Banque prévoit que les autres revenus – exception faite des gains sur la vente de valeurs mobilières – continueront d'augmenter en 2000 du fait que les nombreux projets en cours, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, dégageront des revenus plus élevés.

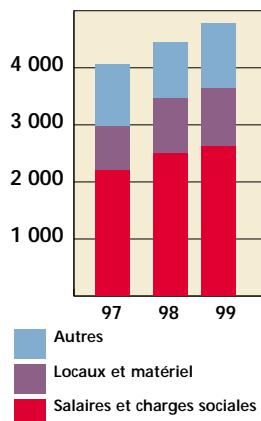
Frais autres que d'intérêts et productivité

Des efforts constants de réingénierie ont fait de la Banque Scotia le chef de file du secteur bancaire canadien au chapitre de la productivité, et l'on s'attend à d'autres améliorations.

Les frais d'exploitation se sont élevés à 4,8 milliards de dollars en 1999, en hausse de 7 % ou de 310 millions de dollars par rapport à 1998. Sont compris dans ce montant des frais de 87 millions de dollars au titre de l'inclusion de Scotiabank Quilmes pour un exercice complet, et une provision de 60 millions de dollars au titre d'une restructuration du réseau de succursales au pays et de l'intégration des divisions Clientèle grandes entreprises et Marchés des capitaux Scotia. En outre, l'intégration du Trust National étant à toutes fins utiles terminée, une tranche de 20 millions de dollars

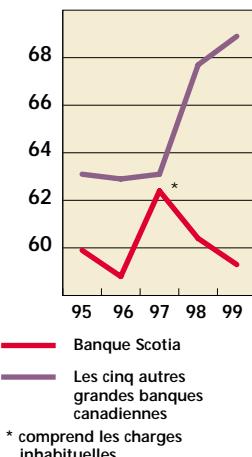
Répartition des charges

en millions de dollars,
au 31 octobre



Meilleure fiche de productivité

frais en pourcentage des revenus
(source : données financières publiées)



de la provision pour restructuration constituée en 1997 a été contrepassée en 1999. Si l'on exclut ces éléments, les frais d'exploitation ont grimpé de 4 %.

La croissance des frais découle d'une intensification des activités. Étant donné que la croissance des revenus dépassait celle des dépenses, le ratio de productivité s'est hissé à 59,3 %, soit mieux que l'objectif de 60 % visé par la Banque. Le ratio de productivité est l'instrument de référence par excellence pour mesurer l'efficacité dans le secteur bancaire. On l'obtient en divisant les frais d'exploitation par le revenu dégagé. Comme le montre le graphique ci-dessus, la Banque Scotia obtient systématiquement une fiche supérieure à celle des autres banques canadiennes en matière de productivité.

Environ 40 % de l'augmentation globale des frais d'exploitation sont attribuables à la hausse de 5 % des salaires, qui ont atteint 2,3 milliards de dollars. La plus grande partie de la hausse des salaires découlle de l'inclusion de Scotiabank Quilmes pour un exercice complet et de la rémunération fondée sur les revenus. La croissance sous-jacente des salaires a été inférieure à 3 %, le nombre d'employés ayant diminué de 1 150 du fait de l'application de programmes d'efficience continue. La Banque apporte des innovations technologiques à son réseau canadien de succursales afin d'alléger les tâches administratives et de fournir un service à la clientèle plus rapide et de meilleure qualité.

Les charges sociales ont augmenté de 22 millions de dollars, soit de 7 %, en 1999. Cette hausse est principalement attribuable à la majoration des taux de cotisation et à une participation accrue dans bon nombre de programmes d'avantages sociaux offerts par la Banque, comme l'assurance soins médicaux et le régime d'actionnariat des employés.

Les frais au titre des locaux et de la technologie ont grimpé de presque 50 millions de dollars, soit de 5 % par rapport à 1998. Outre les améliorations apportées au service fourni dans les succursales, la Banque consacre des investissements considérables à la technologie, notamment les nouveaux produits et les canaux de distribution parallèles comme les GAB, les terminaux point de vente, les services bancaires par téléphone et par Internet.

Les frais de communication et de marketing se sont accrus de 41 millions de dollars, la Banque ayant redoublé d'efforts afin de mieux tirer son épingle du jeu sur un marché hautement compétitif. En outre, les clients ont fait davantage appel aux services électroniques de la Banque, provoquant une hausse des frais dans plusieurs domaines.

Enfin, la croissance des dépenses s'explique par plusieurs autres facteurs, dont les charges de restructuration et l'inclusion de Scotiabank Quilmes durant un exercice complet (éléments dont il a été question plus haut), la sous-traitance et les honoraires.

PERSPECTIVES

Le taux de croissance des frais d'exploitation devrait diminuer en 2000. Par ailleurs, la Banque compte obtenir, encore une fois, un meilleur ratio de productivité que son objectif de 60 %.

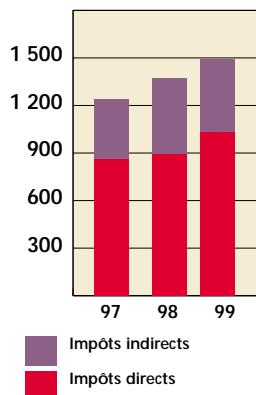
Impôts et taxes

Les impôts directs et indirects versés à tous les pouvoirs publics continuent d'augmenter.

Les impôts à la charge de la Banque en 1999 ont totalisé 1,5 milliard de dollars (base de mise en équivalence fiscale), ayant enregistré une forte hausse de 121 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Il s'agissait des impôts directs sur le revenu exigés par les administrations fédérale et provinciales du Canada et par les administrations publiques des territoires étrangers où la Banque exerce son activité, ainsi que de divers taxes et impôts indirects auxquels la Banque est assujettie. Si l'on tient compte de tous les éléments, le niveau d'imposition des banques reste l'un des plus élevés de tous les secteurs d'activité au Canada – et un lourd fardeau qui vient miner leur compétitivité internationale.

La hausse de 121 millions de dollars des impôts est entièrement attribuable à celle des impôts sur le revenu. Les impôts indirects de 462 millions de dollars payés par la Banque ont fléchi de 18 millions de dollars après une diminution des primes d'assurance-dépôts exigées par la Société d'assurance-dépôts du Canada. La baisse est principalement attribuable aux changements apportés à la formule du calcul des primes d'assurance-dépôts, laquelle prévoit que les institutions de dépôt à plus faible risque versent une prime proportionnellement moins élevée. La plupart des autres formes d'impôts indirects – des charges sociales comme les primes de l'Assurance-emploi et les cotisations au Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec, les impôts fonciers et les taxes d'affaires – ont continué d'augmenter.

Tendance à la hausse des impôts directs et indirects en millions de dollars



Gestion du risque

Survol de la gestion du risque

La gestion du risque est la pierre angulaire de toute pratique bancaire prudente. Une solide culture de gestion du risque à l'échelle de la Banque lui permet de bien assurer son programme de gestion du risque.

Le risque fait partie intégrante des activités d'une banque. Le cadre de la gestion du risque pratiquée par la Banque Scotia vise à faire en sorte que le risque s'harmonise avec les objectifs de la Banque, avec son seuil de tolérance au risque, avec ses normes de contrôle et avec sa philosophie de gestion.

La responsabilité à l'égard des politiques de gestion du risque de la Banque et du niveau global de risque qu'elle assume incombe au conseil d'administration. Celui-ci délègue à la direction la tâche d'élaborer, de diffuser et de mettre en œuvre ces politiques, et de fixer des plafonds aux diverses unités d'exploitation. La haute direction joue un rôle primordial dans l'évaluation et la gestion quotidienne de tous les risques, assurant une étroite liaison avec les unités administratives et approuvant elle-même les grandes décisions en matière de crédit et de placement.

Dans son évaluation et dans son analyse du risque, la direction s'appuie sur une structure exhaustive de contrôles, d'examen, de modèles, de mesures et de processus de présentation de l'information. Pour assurer une analyse complète et objective de tous les facteurs de risque, ces processus se déroulent indépendamment des unités d'exploitation. Les nouveaux produits et systèmes ainsi que les politiques et les plafonds sont assujettis à un examen indépendant de la part de diverses unités chargées d'étudier les risques et les politiques avant que la haute direction ne les approuve.

Le Service de vérification interne examine périodiquement tous les aspects des processus de gestion du risque de la Banque. Les organismes de réglementation, quant à eux, examinent en permanence l'ensemble des politiques et procédés adoptés par la Banque.

Risque de crédit

La gestion du risque de crédit de la Banque Scotia se fonde sur des stratégies bien définies en matière de contrôle du risque, notamment les processus d'octroi de crédits, la diversification des portefeuilles, les techniques de pointe d'analyse de crédit et la surveillance rigoureuse exercée par le conseil d'administration.

PROCESSUS D'OCTROI DE CRÉDITS

Le processus de gestion du risque de crédit repose pour l'essentiel sur la fonction centralisée du crédit, qui est indépendante de la fonction des services à la clientèle.

Il appartient aux directeurs relationnels d'élaborer et de structurer les propositions, mais c'est le service de crédit qui en fait ensuite l'analyse et qui rend une décision à ce propos. Un Comité de crédit principal passe en revue tous les prêts aux grandes entreprises et les prêts commerciaux. En outre, le Comité des politiques en matière de crédit examine les principaux risques découlant des intérêts liant des groupes de sociétés, les prêts de grande valeur comportant un risque élevé et les exceptions proposées aux politiques établies en matière de crédit.

Les directeurs relationnels évaluent la situation financière de chaque client sur une base continue. De plus, ils entreprennent au moins une fois l'an un examen complet et une analyse du risque de chaque compte de prêt, de façon que la Banque demeure parfaitement au courant des changements apportés au profil de risque que présente chaque client. L'examen porte sur le risque de crédit global, et plus particulièrement sur les swaps, les lettres de crédit et les autres instruments hors bilan. Les examens sont plus fréquents lorsque le prêt comporte un niveau de risque supérieur.

La Banque fait appel à un système structuré de cotation du risque pour préciser le risque lié aux crédits proposés et existants et pour s'assurer qu'elle obtient des rendements proportionnels aux risques qu'elle accepte. L'analyse structurée du risque aborde explicitement les risques environnementaux et les risques que pose le passage à l'an 2000 pour sa clientèle.

RÔLE DE SUPERVISION JOUÉ PAR LA HAUTE DIRECTION

Toutes les questions ayant trait à la gestion du risque incombent aux comités composés de membres de la haute direction ainsi que de cadres des services de négociation, de crédit et de gestion du risque.

- Le *Comité des politiques en matière de crédit* examine tous les risques importants auxquels la Banque s'expose sur le plan du crédit, s'assure que le portefeuille est grandement diversifié et définit les politiques en matière de risque de manière qu'elles répondent aux priorités commerciales.
- Les *Comités de crédit principal*, composés de représentants des divisions Crédit commercial Canada, Opérations internationales et Clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement, sont responsables des décisions touchant l'octroi de prêts à l'intérieur des limites prescrites, ainsi que de l'élaboration de règles de fonctionnement et de lignes directrices touchant la mise en application des politiques de crédit.

- Le *Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques* supervise et fixe les normes des procédés de gestion du risque de marché au sein de la Banque, notamment en ce qui concerne l'examen et l'approbation des nouveaux produits, plafonds, pratiques et politiques des activités principales de négociation et de trésorerie de la Banque.
- Le *Comité de gestion du passif* fournit une orientation stratégique globale en ce qui concerne la gestion du risque de taux d'intérêt, du risque de liquidité et des décisions liées aux portefeuilles détenus à des fins de négociation et de placement.
- Le *Comité du risque de négociation de Scotia Capitaux* évalue et surveille, chaque semaine, le risque de marché global et les mécanismes de contrôle du risque, de même que les questions de risque de crédit et de conformité liées aux activités de négociation.

Les crédits aux particuliers sont autorisés soit dans les succursales, soit dans les centres de service à la clientèle, en fonction de critères établis par la Banque à l'aide de systèmes d'évaluation par points. Les portefeuilles de crédit de détail font l'objet d'exams mensuels qui servent à mieux circonscrire les tendances naissantes de la qualité du crédit.

DIVERSIFICATION DES PORTEFEUILLES

Une grande diversification caractérise les portefeuilles à risque de la Banque Scotia, comme en témoignent les graphiques ci-dessous. De toutes les grandes banques canadiennes, la Banque Scotia est la plus diversifiée sur le plan géographique. Les risques sont en outre atténués par les plafonds d'exposition aux risques liés à la contrepartie, au secteur d'activité et au produit, et par le fait qu'il y a une grande diversification dans les secteurs d'activité de la Banque.

TECHNIQUES DE POINTE D'ANALYSE DE CRÉDIT

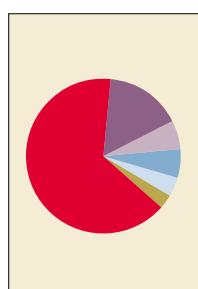
La Banque fait appel à diverses techniques d'analyse de pointe pour gérer ses risques de crédit.

Les portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux grandes entreprises sont segmentés sur le plan géographique et par grand secteur d'activité, et on examine régulièrement l'évolution des tendances dans les risques de crédit. On utilise des mesures avancées, fondées sur des données obtenues de divers marchés de valeurs mobilières, pour mieux connaître l'exposition aux risques sur des prêts aux particuliers et au sein de certains portefeuilles. Ces techniques sont utilisées pour détecter dès le départ les problèmes immérits dans le portefeuille existant et pour faciliter la prise de décisions sur les nouveaux prêts. Elles sont utilisées de concert avec des données historiques sur l'évolution de divers portefeuilles, de façon à permettre l'évaluation des tendances probables de la qualité des prêts sur une longue période.

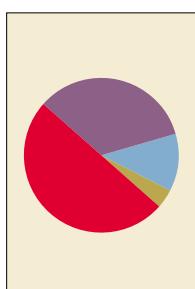
Les décisions en matière de crédit s'appuient sur la connaissance de ces diverses techniques pour que l'analyse financière fondamentale appliquée à chaque prêt soit intensifiée. On utilise aussi ces techniques dans les examens réguliers des portefeuilles individuels. Dès que le profil de risque semble augmenter dans un segment donné du portefeuille, on peut prendre des mesures pour atténuer le risque.

La plupart des décisions en matière de prêts aux particuliers sont prises à l'aide de modèles de cotation avancés. De plus, les portefeuilles de prêts aux particuliers sont régulièrement soumis à des analyses détaillées pour confirmer la validité des paramètres employés dans les modèles de cotation.

Assises canadiennes, diversification internationale
prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 1999



Équilibre entre les prêts aux ménages et les prêts aux entreprises
prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 1999



Canada 65 %
États-Unis 16 %
Europe/Moyen-Orient 6 %
Antilles 6 %
Asie 4 %
Amérique latine 3 %

Prêts aux entreprises 50 %
Prêts hypothécaires à l'habitation 34 %
Prêts aux particuliers 12 %
Prêts aux institutions financières et aux administrations publiques 4 %

SURVEILLANCE EXERCÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration reçoit régulièrement des rapports sur les prêts individuels importants, sur la composition des portefeuilles de la Banque et sur leurs tendances, ainsi que sur les tendances de la qualité du crédit. Sont également présentés au conseil, sur une base régulière, les examens des plafonds fixés pour les portefeuilles. À partir de ces examens, le conseil autorise les plafonds admis par la Banque.

QUALITÉ DU CRÉDIT

Prêts douteux

En 1999, le montant net des prêts douteux a diminué de 577 millions de dollars, la provision pour les pertes sur prêts ayant surpassé le montant brut des prêts douteux de 156 millions de dollars au 31 octobre 1999. La diminution est principalement attribuable aux 700 millions de dollars ajoutés à la provision générale en 1999.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, le montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations s'établit maintenant à - 0,1 %. Ce coefficient s'est constamment amélioré depuis le sommet atteint au début des années 1990 et se situe maintenant à son niveau le plus bas depuis de nombreuses années.

À la fin de l'exercice, le montant brut des prêts douteux s'établissait à 2,4 milliards de dollars, soit 89 millions de dollars de plus qu'il y a un an.

Au Canada, les taux d'intérêt sont restés stables, et la situation économique en général s'est améliorée tout au long de l'année. En conséquence, dans les portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers de la Banque au Canada, le montant brut des prêts et prêts hypothécaires douteux a diminué de 162 millions de dollars.

Des tendances favorables semblables se sont manifestées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts dans le secteur immobilier au Canada. Le montant brut des prêts douteux a diminué de 120 millions de dollars au cours de l'exercice pour se chiffrer à 127 millions de dollars au 31 octobre 1999, reflétant la vente d'éléments d'actif et l'amélioration générale de la qualité des portefeuilles.

Aux États-Unis, le montant brut des prêts douteux a augmenté de 333 millions de dollars pour atteindre 694 millions de dollars à la fin de l'exercice, par suite d'un certain assouplissement des conditions de crédit sur le marché.

Sur la scène internationale, la reprise économique naissante en Asie a fait baisser modestement le montant brut des prêts douteux dans la région. La qualité du crédit dans les autres régions est restée relativement stable.

Provisions pour pertes sur prêts

Au cours de l'exercice 1999, la Banque a constitué des provisions spécifiques de 485 millions de dollars. Elle a également relevé la provision générale de 700 millions de dollars, dont 150 millions de dollars ont été imputés aux résultats. Par comparaison, elle avait constitué des provisions spécifiques de 495 millions de dollars en 1998 et ajouté 100 millions de dollars à la provision générale.

Provisions spécifiques

En 1999, les provisions pour pertes sur prêts au Canada ont été inférieures de 150 millions de dollars à celles de 1998. Établies à 151 millions de dollars, les provisions pour les prêts aux particuliers

Amélioration constante du coefficient des prêts douteux nets

en % des prêts et acceptations, au 31 octobre



ont diminué de 76 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, la Banque ayant affecté un montant moindre aux prêts à la clientèle privée. Les provisions pour les prêts aux entreprises ont aussi diminué sensiblement en 1999 par suite des recouvrements effectués sur un certain nombre de comptes.

Aux États-Unis, la Banque a augmenté ses provisions pour les prêts aux grandes entreprises de 187 millions de dollars, de sorte qu'elles ont atteint 229 millions de dollars en 1999. Certains volets du portefeuille de prêts ont légèrement fléchi au cours de l'exercice, conformément aux tendances du marché.

Du côté des Opérations internationales, le portefeuille des prêts en Asie a été très stable. La Banque n'a donc pas eu à constituer de provisions additionnelles pour ce portefeuille. Les pertes sur prêts dans les Antilles ont été comparables à celles des derniers exercices, et la Banque s'en réjouit. En Amérique latine, les provisions ont été relevées chez Scotiabank Quilmes en Argentine, en raison d'une conjoncture économique difficile dans la région. Aussi la Banque est-elle intervenue en force pour raffermir la qualité de son portefeuille.

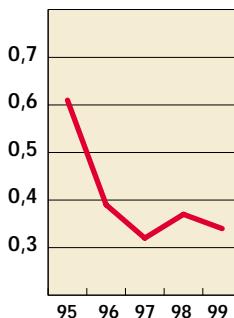
Provision générale

En 1999, la provision générale pour pertes sur prêts a été relevée de 700 millions de dollars et elle atteint désormais 1,3 milliard de dollars. Elle représente 0,9 % de l'actif redressé en fonction du risque.

L'ajout de 700 millions de dollars à la provision générale en 1999 comporte un montant de 150 millions de dollars passé en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi qu'un redressement non récurrent de 550 millions de dollars qui a été imputé, déduction faite d'impôts sur le revenu de 236 millions de dollars, directement aux bénéfices non répartis au quatrième trimestre de 1999 (voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés).

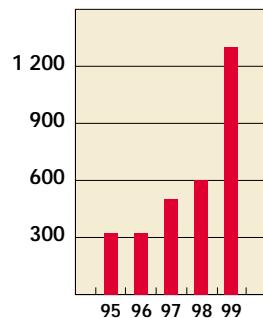
Recul des pertes sur prêts au cours des dernières années

provisions spécifiques en % de l'encours moyen des prêts et acceptations



Augmentations de la provision générale, par mesure de prudence

en millions de dollars, au 31 octobre



PERSPECTIVES

À la lumière des prévisions favorables pour le Canada et les autres principales économies du monde, la Banque s'attend à ce que la qualité du crédit dans la plupart de ses secteurs d'exploitation soit assez stable au cours de l'exercice 2000.

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de perte qui découle de l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que des cours du marché et de leur degré de volatilité.

Le risque de marché fait partie intégrante des activités de prêt et de dépôts de la Banque, ainsi que de ses activités de financement, de négociation et de placement. Le Comité de gestion du passif (CGP) et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (CGRMAP) assurent la surveillance, par la haute direction, des diverses activités qui exposent la Banque au risque de marché. Le CGP s'intéresse surtout au processus de gestion de l'actif et du passif, qui porte sur les activités de prêt, de financement et de placement. Si le CGRMAP s'intéresse d'abord et avant tout aux activités de négociation de la Banque, il approuve aussi les plafonds pour les activités de financement et de placement.

Les sources principales du risque de marché sont décrites ci-dessous.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Il y a un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas de concordance entre des positions qui sont susceptibles d'être touchées par un redressement des taux d'intérêt dans une période donnée. Les activités de financement, de prêt et de placement de la Banque donnent lieu à un risque de taux d'intérêt. Pour ces activités, l'impact des variations des taux d'intérêt se reflète dans le revenu d'intérêts net. Le risque de taux d'intérêt survient aussi dans les activités de négociation, où les fluctuations de taux se reflètent dans les autres revenus.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change de la Banque découle des activités de négociation, des activités de change et des investissements dans les filiales étrangères. Dans ses activités de négociation, la Banque achète et vend des devises sur les marchés au comptant, les marchés à terme et les marchés des options, autant pour les besoins de ses clients que pour son propre compte. Les activités quotidiennes de la Banque sur la scène internationale sont menées dans un vaste panier de devises; les gains et pertes de change provenant de ces activités sont portés aux autres revenus. Les investissements dans des filiales étrangères sont libellés dans la devise du compte et convertis en dollars canadiens, et les gains et pertes de change sont imputés aux bénéfices non répartis.

RISQUE LIÉ AUX ACTIONS

La Banque Scotia négocie des actions pour ses clients par l'intermédiaire de Scotia Capitaux et pour son propre compte. Le risque lié aux actions découle des changements dans la valeur d'un placement dans un titre donné ou des fluctuations globales du marché boursier.

RISQUE LIÉ AUX MARCHANDISES

Les opérations sur marchandises portent sur les métaux précieux et communs, de même que sur les contrats d'options et les contrats à terme qui s'y rattachent. Si bon nombre des risques découlant de ces activités sont semblables aux risques de change sur le marché au comptant et sur les marchés à terme et d'options, la nature même des marchandises négociées comporte des risques supplémentaires.

RISQUE LIÉ AUX PRODUITS DÉRIVÉS

Les produits dérivés constituent un important outil de gestion du risque, tant pour la Banque Scotia que pour ses clients. La Banque utilise des produits dérivés pour gérer le risque de marché lié à ses activités de financement et de placement et pour réduire le coût de

son capital. Pour gérer le risque de taux d'intérêt dans ses activités de prêt à taux fixe, la Banque fait appel à des swaps de taux d'intérêt, à des contrats à terme normalisés, à des contrats de garantie de taux d'intérêt et à des options. Elle a recours aux swaps, aux contrats et aux options pour gérer le risque de change. En qualité de courtier, la Banque offre des produits dérivés à ses clients et négocie des positions pour son propre compte.

Pour que la Banque puisse contrôler le risque de marché lié aux produits dérivés, les portefeuilles sont assujettis aux processus de contrôle, de présentation de l'information et d'analyse notés à la rubrique Activités de négociation, à la page 41. Pour contrôler le risque de crédit, la Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle (majorée pour tenir compte du risque futur), et fait appel à des techniques d'atténuation du risque comme le positionnement et le nantissement en garantie.

La plupart des opérations de la Banque sur produits dérivés portent sur des instruments d'usage courant que comprennent bien les intervenants sur les marchés de capitaux. En outre, la Banque utilise et commercialise des produits dérivés plus complexes, assujettis à des processus de contrôle d'une plus grande rigueur. Le portefeuille de produits dérivés de la Banque comprend principalement des instruments à court terme conclus avec des contreparties de grande qualité. En 1999, plus de 89 % du montant du risque de crédit découlant des opérations de la Banque sur des produits dérivés ont des contreparties de grande qualité, soit la même proportion qu'en 1998.

MESURE DES RISQUES

La Banque fait appel à diverses techniques pour mesurer et contrôler le risque de marché qu'elle assume dans ses diverses activités. Pour chaque type d'activité, elle a déterminé les mesures principales du risque, et les plafonds de ces mesures ont été approuvés par le conseil d'administration. Le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (CGRMAP) autorise les plafonds en se fondant notamment sur ces techniques de mesure.

Valeur à risque

La valeur à risque (VAR) est une estimation de la perte éventuelle qui pourrait, à un seuil de confiance donné, découler du maintien d'une position pendant une période déterminée. Dans le système Sentry, le système de la Banque pour évaluer la valeur à risque, celle-ci est calculée chaque jour, pour l'ensemble des principaux portefeuilles de valeurs détenues aux fins de négociation, à un seuil de confiance de 99 %, pour des périodes de détention d'un jour et de dix jours, à l'aide d'une simulation historique fondée sur 300 jours de données du marché. L'analyse de la VAR sert également à évaluer les risques découlant de certains portefeuilles de financement et de placement de la Banque.

Tests de résistance au stress

Alors que la VAR permet de mesurer les pertes éventuelles sur des marchés normalement animés, les tests de résistance au stress examinent l'incidence, sur les portefeuilles de valeurs détenues à des fins de négociation, de mouvements anormalement amples sur le marché et durant des périodes d'inactivité prolongée. En plus de certains tests quotidiens de résistance au stress, la Banque soumet chaque mois ses portefeuilles à plus de 200 scénarios de stress.

Analyse de sensibilité et modèles de simulation

L'analyse de sensibilité évalue l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur le bénéfice courant et sur la valeur économique de l'actif et du passif. On l'applique à l'échelle mondiale aux activités d'exploitation que la Banque mène dans les principales monnaies.

Les modèles de simulation permettent à la Banque d'évaluer le risque de taux d'intérêt de façon dynamique. Ils tiennent compte d'hypothèses relatives à la croissance, à la composition des affaires

nouvelles, à l'évolution des taux d'intérêt, à la forme de la courbe de rendement, aux options rattachées aux produits, aux échéances et à d'autres facteurs. Les modèles de simulation et l'analyse des scénarios sont particulièrement importants pour gérer le risque dans les produits de dépôt, de financement et de placement que la Banque offre à sa clientèle privée.

Analyse des écarts

L'écart de taux d'intérêt est une mesure courante de la sensibilité aux taux d'intérêt. Un écart sensible au passif existe lorsque davantage d'éléments de passif que d'éléments d'actif sont soumis à des fluctuations de taux dans une période donnée. La Banque se sert de l'analyse des écarts dans ses activités bancaires de gros et de détail.

Gestion de l'actif et du passif

Le programme de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque Scotia porte sur la mesure, la gestion et le contrôle du risque de taux d'intérêt, du risque de change, du risque lié aux actions et du risque de liquidité découlant des activités de prêt, de financement et de placement de la Banque.

Le Comité de gestion du passif (CGP) est chargé de superviser le programme GAP; ses membres se réunissent chaque semaine pour passer en revue et évaluer tous les risques auxquels s'expose la Banque en matière de taux d'intérêt et de liquidité et pour décider d'une orientation stratégique.

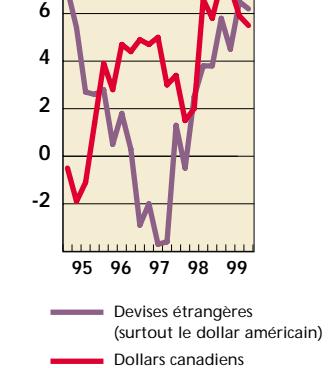
GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découlant des activités GAP de la Banque est contrôlé par les plafonds de sensibilité autorisés par le conseil d'administration. La Banque utilise aussi des plafonds d'écart pour contrôler les risques de taux d'intérêt auxquels elle s'expose dans chacune de ses unités d'exploitation. Le CGP évalue au moins une fois par semaine le risque de taux d'intérêt découlant des activités de financement et de placement de la Banque. Ce rôle de supervision est appuyé par des procédés de mesure du risque qui comportent l'évaluation des écarts, les modèles de simulation, l'analyse de sensibilité et la VAR.

Pendant la plus grande partie de 1999, la Banque a maintenu un écart sensible au passif sur un an modéré pour le dollar canadien et les monnaies étrangères (surtout la devise américaine). Elle comptait ainsi profiter de la courbe de rendements positive, qui permettait de financer des éléments d'actif à long terme par des éléments de passif à court terme et de dégager du même coup une plus grande marge d'intérêt.

On voit dans le graphique ci-dessus les tendances qui se dégagent de l'écart entre les taux d'intérêt.

D'après les positions de la Banque en matière de taux d'intérêt en fin d'exercice, une hausse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises et pour toutes les échéances, ferait baisser le revenu net après impôts d'environ 51 millions de dollars au cours des 12 prochains mois (contre 40 millions de dollars en 1998), et réduirait la valeur actuelle de l'actif net de la Banque d'environ 433 millions de dollars (contre 385 millions de dollars en 1998).



GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découlant des investissements de la Banque dans des filiales étrangères et de ses opérations de change est assujetti aux plafonds autorisés par le conseil d'administration. Le CGP passe en revue et gère l'exposition à ce risque.

GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Il y a risque de liquidité lorsqu'il se produit des variations dans les flux de trésorerie. Grâce à son processus de gestion de la liquidité, la Banque est en mesure d'honorer toutes ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. La stratégie de gestion de la liquidité de la Banque comprend divers éléments : évaluer et prévoir les engagements de trésorerie; contrôler les écarts de trésorerie; diversifier les sources de financement; fixer des plafonds prudents; assurer l'accès immédiat à des actifs liquides et maintenir une cote de solvabilité élevée.

Le conseil d'administration approuve chaque année les plafonds sur l'écart cumulatif mondial entre les mouvements nets de trésorerie sensibles au passif de la Banque et sur les actifs liquides minimaux à maintenir pour les principales monnaies. Le CGP évalue chaque semaine le profil de liquidité de la Banque.

Financement

Les principales sources de financement sont les capitaux propres, les dépôts de base des clientèles privée et commerciale, et les dépôts de gros recueillis sur les marchés interbancaires et commerciaux. La diversification du financement est assurée par l'application d'un certain nombre de plafonds et de contrôles. L'important réseau de succursales de la Banque Scotia au Canada et à l'étranger constitue un puissant atout dans la diversification des sources de financement de la Banque et dans le relèvement du seuil de ses dépôts de base. De plus, la titrisation de l'actif accroît la diversification des sources de financement.

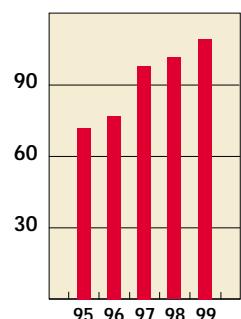
La Banque profite largement de son financement de base considérable, qui représente maintenant la moitié du financement total. En 1999, le financement de base a continué de croître, atteignant 109 milliards de dollars au 31 octobre 1999.

Actifs liquides

La Banque maintient d'importants avoirs en actifs liquides dont elle peut se servir pour continuer ses activités en cas de perturbations imprévues. Au 31 octobre 1999, les actifs liquides s'établissaient à 43,9 milliards de dollars, soit 20 % du total de l'actif. Ils se

Financement de base important

en milliards de dollars, au 31 octobre



composaient de titres (61 %) ainsi que d'espèces et de dépôts (39 %). Les actifs hautement liquides définis détenus doivent correspondre à une proportion minimale prescrite de l'écart entre les mouvements nets de trésorerie.

La Banque remet une partie de ses actifs liquides en garantie de sa participation à certains marchés et à certaines activités.

Au 31 octobre 1999, l'actif total qui avait été donné en nantissement s'élevait à 23,7 milliards de dollars. Ce montant provient surtout des activités de rachat de titres et d'emprunt de la Banque.

Essais et plans d'urgence

La Banque effectue régulièrement des essais qui lui permettent d'évaluer ses hypothèses en matière de liquidité ainsi que son aptitude à maintenir son exploitation sous la contrainte. Les dispositifs d'intervention officiels portant sur tous les aspects des activités de la Banque, dont la liquidité, sont revus chaque année.

L'an 2000

L'évaluation et l'atténuation du risque de liquidité faisaient partie intégrante des préparatifs de la Banque Scotia pour le passage à l'an 2000. La planification de la liquidité pour l'an 2000 comportait une vaste gamme d'activités. En modélisant divers scénarios, la Banque a testé des hypothèses liées à ses activités et à son exploitation consolidées. Ces processus l'ont aidée à établir de vastes plans d'urgence structurés grâce auxquels elle pourrait poursuivre son activité avec le minimum de perturbations. La Banque a également participé à des exercices de planification conçus par des organismes réglementaires et sectoriels en vue de protéger l'intégrité du système financier et l'accès à celui-ci.

Activités de négociation

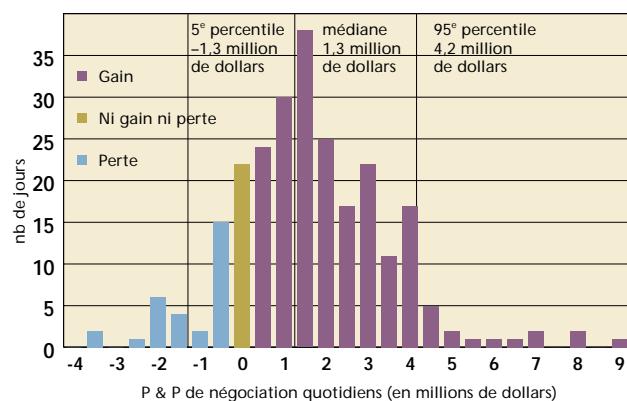
Les politiques, processus et contrôles de la Banque Scotia relatifs à ses activités de négociation visent à faire en sorte que le risque couru par la Banque dans ses secteurs d'activité liés à la négociation est conforme à son seuil de tolérance du risque et à ses normes de contrôle.

Les portefeuilles des valeurs détenues aux fins de la négociation sont gérés de manière à acheter et à vendre des instruments financiers sur une brève période, plutôt que de détenir des positions à des fins de placement à long terme. Les activités de négociation sont axées sur le client, mais prévoient aussi une part de propriété pour la Banque.

Les dirigeants du secteur négociation participent activement à l'évaluation, à la gestion et à la supervision du risque couru par la Banque. Pour faciliter sa surveillance, la direction applique de nombreux procédés de plafonnement et compte sur des systèmes d'information de gestion. Outre la VAR et les tests de résistance au stress, des plafonds précis sont fixés selon la devise, le type d'instrument, la position et l'échéance. Tous les plafonds et les nouveaux

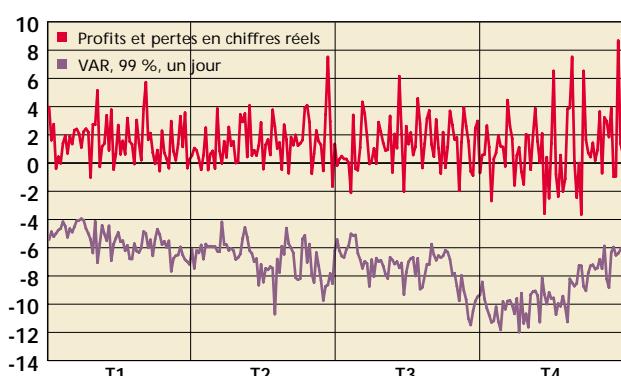
Faible variabilité des revenus nets de négociation

période se terminant le 31 octobre 1999



Résultats du contrôle à rebours à l'échelle de la Banque

en millions de dollars, période du 1^{er} novembre 1998 au 31 octobre 1999



produits sont approuvés par le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (CGRMAP); les plafonds sont revus au moins une fois chaque année.

Dans le cadre de la plupart des activités de négociation, les opérations de tarification et de prise de position sont accomplies en temps réel, et les portefeuilles sont évalués au moins une fois par jour à la valeur du marché. Le personnel affecté aux services administratif et intermédiaire procède à des examens indépendants et présente des comptes rendus sur tous les aspects des activités de négociation, soumettant à l'évaluation des services compétents et de la haute direction des rapports quotidiens sur les profits et pertes, la VAR, les dépassements de plafond et la conformité aux règles établies.

Le service intermédiaire joue, lui aussi, un rôle clé dans la gestion et la mesure du risque. Il examine régulièrement les modèles et les évaluations employés par les négociateurs, conçoit et supervise les tests de résistance au stress, les analyses de sensibilité et les calculs de la VAR; de plus, il revoit l'élaboration des nouveaux produits et y participe.

MESURE ET CONTRÔLE DES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Le conseil d'administration approuve chaque année le plafond global de la VAR sur dix jours et le plafond global du test de résistance au stress; il revoit aussi, à tous les trimestres, les résultats obtenus par la Banque aux chapitres de la VAR, des tests de résistance au stress et des contrôles à rebours. Le CGRMAP revoit tous les mois la VAR et les résultats des tests de résistance au stress.

Les plafonds de la VAR sont fixés par secteur d'activité et globalement. La haute direction reçoit des rapports quotidiens sur la VAR établis par bureau, emplacement, secteur d'activité et entité juridique. Au cours de l'exercice 1999, la moyenne globale de la VAR sur dix jours pour les grands portefeuilles de négociation était de 26,1 millions de dollars, soit bien en deçà du plafond établi par le conseil.

Le contrôle à rebours sert à valider la justesse du modèle de la VAR en comparant les estimations de celle-ci avec les chiffres des profits et pertes. La direction passe constamment en revue les résultats des contrôles à rebours, et le CGRMAP les revoit trimestriellement. Le graphique de la page 41 montre que les chiffres réels des profits et pertes se situaient, sans exception, dans les limites des estimations de la VAR en 1999.

REVENU NET DE NÉGOCIATION

Le risque modéré auquel sont associés les portefeuilles de négociation de la Banque est attesté par la faible variabilité des revenus de négociation quotidiens en 1999, lesquels figurent dans le graphique de la page 41.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation découle de plusieurs facteurs, dont l'erreur humaine, la fraude et l'insuffisance de la gestion ou des pratiques, politiques, systèmes et contrôles internes.

Afin de réduire au minimum la possibilité que ces risques aient une incidence importante, la Banque veille à instituer des mesures de protection adéquates, dont les suivantes :

- définition, évaluation et gestion continues des risques d'exploitation auxquels la Banque est exposée;
- personnel compétent et bien formé à tous les échelons de la Banque, y compris une équipe de direction avertie, expérimentée et vouée à la gestion du risque;
- systèmes adéquats d'infrastructure, d'information et de technologie conçus pour garantir la mise en place des contrôles prudents voulus;

- séparation des tâches et délégation de l'autorité; par exemple, la gestion du crédit, la gestion du risque de marché et le traitement des opérations sont entièrement indépendants des services d'exploitation;
- production rapide d'une information de gestion exacte;
- processus complet de planification de la reprise des activités, y compris des plans d'action pour tous les secteurs d'activité importants et de nombreuses installations de secours, sur place et à l'extérieur, qui garantissent la continuité de la prestation des services;
- examens périodiques par un service de vérification indépendant qui effectue des examens détaillés de la conception et du fonctionnement des systèmes de contrôle interne de tous les groupes commerciaux et de soutien, y compris les politiques et procédés de gestion du risque, des nouveaux produits et systèmes pour s'assurer que les risques y afférents ont été évalués, et de la fiabilité et de l'intégrité des opérations de traitement des données.

An 2000

Le passage à l'an 2000 a posé problème du fait que de nombreux systèmes informatiques désignaient les années par leurs deux derniers chiffres seulement. Faute d'être remplacés ou modifiés, ces systèmes risquaient de ne pas reconnaître les dates à compter de l'an 2000, année représentée dans leur cas par «00». Entre autres risques, des pannes ou des erreurs de calcul auraient pu perturber les activités courantes et créer temporairement des problèmes de traitement des opérations.

Tous les systèmes et appareils sollicités dans le cadre des activités de la Banque ont été modifiés et testés dans des environnements intégrés afin de vérifier qu'ils passaient le cap. Tous nos partenaires importants nous ont en outre donné l'assurance que leurs systèmes étaient prêts pour l'an 2000. Des plans de secours ont par ailleurs été conçus, mis à jour et rigoureusement vérifiés de façon à pouvoir réagir au cas où des systèmes importants seraient touchés. Notre système antisinistre et nos systèmes de sauvegarde et de récupération de données ont également été testés de façon concluante.

Pour bien prendre le tournant de l'an 2000 et gérer la transition sans dérapage, la Banque avait également besoin que les autres instances avec lesquelles elle traite soient adéquatement préparées, à savoir notamment les systèmes de paiement, les marchés de valeurs mobilières, les autres institutions financières, les dépositaires de titres, les compagnies de télécommunication, les organismes gouvernementaux, les sociétés et les réseaux de traitement de données au Canada et dans le reste du monde. Or, des tests entièrement coordonnés avec les intervenants extérieurs importants ont été menés avec succès en 1999.

L'état de préparation à l'an 2000 des clients et des partenaires de la Banque pourraient influer sur le risque de crédit. Si des clients ont omis de régler entièrement le passage à l'an 2000, il pourrait en résulter une augmentation des prêts douteux et des provisions pour pertes sur prêts dans les années à venir. Il n'est actuellement pas possible d'en évaluer l'ampleur éventuelle, dans le cas de chaque client.

Au début de janvier 2000, tous les systèmes de la Banque étaient fonctionnels aussi bien sur les marchés financiers que dans les différents pays du monde.

Le coût total prévu par la Banque pour les activités de préparation à l'an 2000 a été établi à 160 millions de dollars. De ce montant total, 25 millions de dollars, représentant les actifs qui seront amortis pendant leur vie utile, ont été capitalisés.

Gestion du capital

Capital

La Banque Scotia, qui a toujours maintenu un capital de base solide, a encore raffermi celui-ci en 1999.

En maintenant un capital de base solide, la Banque Scotia s'assure de garder intacte la confiance de sa clientèle, de conserver une cote de solvabilité élevée et de pouvoir saisir les occasions de croissance, tout en procurant aux actionnaires un excellent rendement.

Ressource essentielle, le capital est activement géré par la Banque. Les processus de gestion du capital tiennent compte des facteurs suivants : les éléments d'actif du bilan et ceux corrigés en fonction du risque, la composition et le coût du capital, les plans d'investissement et le rendement aux actionnaires; de plus, ils satisfont aux exigences d'autres intervenants, notamment les organismes de réglementation, les agences d'évaluation du crédit, les marchés de capitaux et les déposants.

Les composantes du capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Les exigences du BSIF sont conformes aux normes internationales établies par la Banque des règlements internationaux (BRI). En vertu de ces normes, le capital de la Banque est constitué du capital de catégorie 1 et du capital de catégorie 2. Le capital de catégorie 1 se compose essentiellement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et des actions privilégiées à dividende non cumulatif. Quant au capital de catégorie 2, il se compose surtout de débentures subordonnées ou d'actions privilégiées à dividende cumulatif et de la provision générale. Si les deux catégories de capital fournissent un soutien important aux opérations bancaires – et une protection aux déposants –, le capital de catégorie 1 joue néanmoins un rôle particulièrement important aussi bien pour les marchés que pour les organismes de réglementation.

En 1999, le capital réglementaire total de la Banque Scotia a augmenté de plus de 900 millions de dollars pour s'établir à 16,9 milliards de dollars. La croissance du capital de catégorie 1 représentait 70 % de la hausse, ou 627 millions de dollars, et s'explique par une augmentation considérable des bénéfices non répartis tirés du solide revenu net réalisé par la Banque. D'ailleurs, au cours des cinq derniers exercices, plus de 3,7 milliards de dollars de capital ont été générés à l'interne par la Banque par le biais d'ajouts aux bénéfices non répartis.

Le capital de catégorie 2 a augmenté d'environ 442 millions de dollars, ou de 8 %, surtout en raison de la hausse prudente apportée à la réserve générale et de l'émission, en 1999, de 350 millions de dollars de créances de rang inférieur, destinée à remplacer les débentures échues ou remboursées au cours de l'exercice.

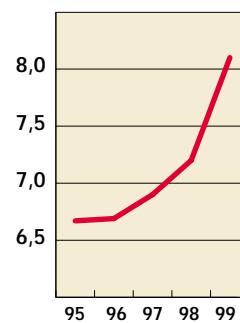
Coefficients de capital

On mesure la suffisance de capital par des coefficients qu'on obtient en divisant les composantes du capital par l'actif redressé en fonction du risque. Une bonne gestion du capital suppose qu'on porte une attention égale aux deux termes de l'équation.

Le coefficient de capital total de la Banque Scotia a connu une hausse marquée, atteignant 11,9 % au 31 octobre 1999, en hausse de 130 points de base par rapport à 1998. Le coefficient du capital de catégorie 1 a augmenté de 90 points de base pour s'établir à 8,1 %. Les deux coefficients sont nettement supérieurs aux seuils définis par le BSIF comme étant les seuils d'une banque « bien capitalisée » (soit 10 % du capital et 7 % du capital de catégorie 1).

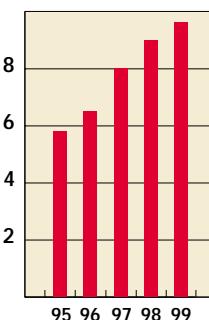
Renforcement du coefficient de capital de catégorie 1...

en %, au 31 octobre



...grâce à la croissance des actions ordinaires

en milliards de dollars,
au 31 octobre



Ces coefficients de capital vigoureux sont attribuables à des seuils plus élevés du capital et à une gestion attentive de la croissance de l'actif corrigé en fonction du risque. Au cours de l'exercice, plusieurs titrisations ont été couronnées de succès, notamment un montant de 4,0 milliards de dollars au titre de prêts de gros aux États-Unis et un autre de 5,4 milliards de dollars à celui de portefeuilles de prêts aux particuliers au Canada. De plus, la Banque a pris d'autres mesures pour réduire l'actif corrigé en fonction du risque.

PERSPECTIVES

Il est à prévoir que les coefficients de capital de la Banque resteront solides, à des niveaux de loin supérieurs aux exigences réglementaires.

Revenus

Tableau 1 Soldes moyens des éléments d'actif et de passif et taux moyens de la marge d'intérêts

	1999		1998	
	Soldes moyens	Taux moyens	Soldes moyens	Taux moyens
Base de mise en équivalence fiscale				
<i>Pour les exercices (en milliards de dollars)</i>				
Actif				
Dépôts à d'autres banques	19,3 \$	4,90 %	19,1 \$	5,28 %
Valeurs mobilières	32,5	6,26	29,3	6,62
Conventions de revente	13,9	4,91	11,4	5,05
Prêts :				
Prêts hypothécaires à l'habitation	46,1	6,72	43,4	6,90
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	18,1	9,33	18,9	9,38
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68,3	7,59	63,0	7,82
Total partiel	132,5	7,53	125,3	7,74
Actif productif total	198,2	6,88	185,1	7,14
Engagements de clients en vertu d'acceptations	10,1	—	8,4	—
Autres éléments d'actif	20,7	—	20,5	—
Total de l'actif	229,0 \$	5,95 %	214,0 \$	6,18 %
Passif				
Dépôts :				
Particuliers	63,9 \$	4,36 %	61,0 \$	4,28 %
Entreprises et administrations publiques	67,6	4,64	63,1	5,01
Banques	27,9	4,88	27,4	5,59
Total partiel	159,4	4,57	151,5	4,82
Débentures subordonnées	5,3	5,90	5,6	6,34
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	17,2	4,91	14,0	4,87
Autres engagements portant intérêt	8,2	4,34	7,7	4,87
Total des engagements portant intérêt	190,1	4,63	178,8	4,87
Autres engagements, y compris les acceptations	27,7	—	25,2	—
Avoir des actionnaires	11,2	—	10,0	—
Total du passif et de l'avoir	229,0 \$	3,84 %	214,0 \$	4,07 %
Marge nette sur intérêts		2,11 %		2,11 %

Tableau 2 Analyse de l'évolution du revenu d'intérêts net selon le volume et le taux

Base de mise en équivalence fiscale	1999 par rapport à 1998			1998 par rapport à 1997		
	Augmentation (diminution) due à la variation du :			Augmentation (diminution) due à la variation du :		
	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette
Revenu d'intérêts net						
Actif	897 \$	(483) \$	414 \$	2 057 \$	572 \$	2 629 \$
Passif	(579)	494	(85)	(1 315)	(628)	(1 943)
Total	318 \$	11 \$	329 \$	742 \$	(56) \$	686 \$

1) Certains chiffres correspondants figurant dans le présent rapport ont été redressés pour les rendre conformes au mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

Tableau 3 Autres revenus

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996	1995	1999 par rapport à 1998
Services de dépôt et de paiement						
Services de dépôt	402 \$	372 \$	317 \$	289 \$	262 \$	8 %
Revenus sur cartes de crédit	133	184	153	145	125	(28)
Autres services de paiement	67	63	61	65	60	6
Total partiel	602	619	531	499	447	(3)
Gestion de placements et services de fiducie						
Fonds communs de placement	115	117	82	51	39	(1)
Gestion et garde de placements	97	86	72	80	75	11
Services de fiducie aux particuliers et aux entreprises	119	107	96	99	93	12
Total partiel	331	310	250	230	207	7
Commissions sur prêts						
Commissions sur engagements/autres crédits	438	397	329	272	239	10
Commissions sur acceptations	105	75	66	61	50	39
Total partiel	543	472	395	333	289	15
Services de banque d'investissement						
Commissions de placement et frais de courtage	541	573	597	422	267	(5)
Revenus tirés des activités de négociation	291	100	141	170	78	100+
Revenus de change hors activités de négociation	147	125	109	97	86	17
Total partiel	979	798	847	689	431	23
Gain net (perte) sur valeurs détenues aux fins de placement						
Revenu de titrisation	343	322	366 ¹⁾	129	(107)	6
Autres	155	38	—	—	—	100+
Total des montants précédents	230	274	150	128	126	(16)
Gain à la vente d'entreprises						
Total des autres revenus	3 183	2 833	2 539	2 008	1 393	12
Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent	—	25	144 ¹⁾	—	105	(100)
Total des autres revenus	3 183 \$	2 858 \$	2 683 \$	2 008 \$	1 498 \$	11 %
	11 %	7 %	34 %	34 %	(7) %	

1) Le gain de 37 millions de dollars réalisé à la vente de Montrusco & Associés Inc. a été inclus dans le gain à la vente d'entreprises; il a été cependant déclaré dans les gains nets (pertes) sur valeurs détenues aux fins de placement à l'état consolidé des revenus.

Tableau 4 Biens sous administration et biens sous gestion

<i>Au 30 septembre (en milliards de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996	1995
Biens sous administration					
Services de fiducie et de garde aux institutions	45,8 \$	37,7 \$	35,2 \$	160,6 \$	148,3 \$
Services de fiducie et de garde aux particuliers	82,9	69,1	66,2	34,4	30,0
Fonds communs de placement au détail	8,8	8,0	7,9	4,7	3,3
Prêts hypothécaires gérés par des tiers	3,9	2,6	3,1	1,4	1,7
Total	141,4 \$	117,4 \$	112,4 \$	201,1 \$	183,3 \$
Biens sous gestion					
Institutions	1,6 \$	2,0 \$	2,0 \$	6,6 \$	6,0 \$
Particuliers	7,5	6,8	7,1	2,4	2,3
Fonds communs de placement au détail	7,1	4,7	5,0	4,7	3,3
Total	16,2 \$	13,5 \$	14,1 \$	13,7 \$	11,6 \$

Tableau 5 Revenus tirés des activités de négociation

Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996
Déclaré dans les autres revenus				
Opérations sur valeurs	67 \$	(48) \$	52 \$	98 \$
Opérations de change et sur métaux précieux	150	77	45	67
Opérations sur produits dérivés	74	71	44	5
Total partiel	291	100	141	170
Déclaré dans le revenu d'intérêts net				
Total des revenus tirés des activités de négociation	376 \$	158 \$	189 \$	218 \$
Pourcentage du total des revenus (revenu d'intérêts net plus les autres revenus)	4,7 %	2,1 %	2,9 %	4,0 %

Frais

Tableau 6 Frais autres que d'intérêts

Pour les exercices (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995	1999 par rapport à 1998
Salaires	2 297 \$	2 193 \$	1 973 \$	1 702 \$	1 438 \$	5 %
Charges sociales	330	308	229	208	214	7
Locaux, matériel et mobilier						
Charges locatives	425	404	334	307	275	5
Technologie	328	329	259	195	172	–
Amortissement	254	225	185	162	141	13
Total partiel	1 007	958	778	664	588	5
Autres frais						
Communications et marketing	407	366	320	272	265	11
Impôts sur le capital, taxes d'affaires et primes d'assurance-dépôts	206	238	192	174	157	(13)
Frais divers	529	383	291	217	182	38
Total partiel	1 142	987	803	663	604	16
Total des montants précédents	4 776	4 446	3 783	3 237	2 844	7
Provision pour frais de restructuration – acquisitions	(20)	–	250	(20)	–	s/o
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	26	–	–	s/o
Total des frais autres que d'intérêts	4 756 \$	4 446 \$	4 059 \$	3 217 \$	2 844 \$	7 %
Ratio de productivité	59,3 %	60,4 %	62,4 %	58,8 %	59,9 %	

Tableau 7 Impôts directs et indirects

Pour les exercices (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995	1999 par rapport à 1998	Croissance quinquennale composée
Impôts sur le revenu							
Provision pour impôts sur le revenu	867 \$	762 \$	758 \$	665 \$	371 \$	14 %	17 %
Redressement pour mise en équivalence fiscale	163	129	103	105	72	26	23
Provision pour mise en équivalence fiscale	1 030	891	861	770	443	15	18
Impôts indirects							
Charges sociales	143	133	107	98	94	8	11
Impôts fonciers	61	55	33	34	36	12	10
Impôts sur le capital	91	97	81	68	60	(5)	13
Taxes d'affaires	46	43	36	37	34	7	7
Taxe sur les produits et services (TPS)	52	54	48	38	40	(3)	10
Primes d'assurance-dépôts	69	98	75	69	63	(30)	9
Total des impôts indirects	462	480	380	344	327	(4)	10
Total des impôts et taxes	1 492 \$ ¹⁾	1 371 \$ ¹⁾	1 241 \$ ¹⁾	1 114 \$	770 \$	9 %	15 %

1) Ce montant se compose d'une tranche de 1 017 millions de dollars en impôts et taxes canadiens (940 millions de dollars en 1998; 949 millions de dollars en 1997) et d'une tranche de 475 millions de dollars en impôts étrangers (431 millions de dollars en 1998; 292 millions de dollars en 1997).

Risque de crédit

Tableau 8 Répartition géographique de l'actif productif

Au 30 septembre (en milliards de dollars)	1999					
	Solde	% de l'actif productif	1998	1997	1996	1995
Amérique du Nord						
Canada	122,7 \$	59,4 %	119,2 \$	111,9 \$	92,7 \$	82,7 \$
États-Unis	38,9	18,8	38,9	28,2	22,5	23,9
Total partiel	161,6	78,2	158,1	140,1	115,2	106,6
Europe						
Royaume-Uni	8,1	3,9	8,8	6,5	5,4	3,9
France	1,7	0,8	2,4	2,2	2,0	1,6
Allemagne	2,4	1,2	2,3	1,6	2,2	1,3
Autres pays d'Europe	6,4	3,1	7,6	5,5	4,9	4,1
Total partiel	18,6	9,0	21,1	15,8	14,5	10,9
Asie						
Japon	1,3	0,6	2,6	4,6	4,2	4,5
Hong-Kong	1,6	0,8	1,7	1,4	1,1	0,8
Corée du Sud	1,4	0,7	1,2	0,9	0,7	0,5
Autres pays d'Asie	3,5	1,7	3,9	3,8	3,4	2,4
Total partiel	7,8	3,8	9,4	10,7	9,4	8,2
Antilles						
Jamaïque	2,7	1,3	2,4	1,8	1,4	1,1
Porto Rico	2,0	1,0	2,0	1,5	1,5	1,4
Bahamas	1,4	0,7	1,3	0,9	0,8	0,6
Trinité-et-Tobago	1,3	0,6	1,2	0,8	0,7	0,6
Autres pays des Antilles	4,2	2,0	4,0	3,0	2,5	2,2
Total partiel	11,6	5,6	10,9	8,0	6,9	5,9
Amérique latine						
Argentine	3,3	1,6	3,4	0,4	0,2	0,3
Mexique	1,2	0,6	1,4	1,0	1,2	1,1
Autres pays d'Amérique latine	3,2	1,5	3,3	1,6	1,2	1,3
Total partiel	7,7	3,7	8,1	3,0	2,6	2,7
Moyen-Orient et Afrique						
Provision générale	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,3)	(0,3)
Total	206,6 \$	100,0 %	207,6 \$	177,3 \$	148,5 \$	134,4 \$

1) Au 31 octobre 1999.

Tableau 9 Crédances à risque outre-frontière de secteurs géographiques choisis¹⁾

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Prêts	Dépôts inter-bancaires	Opérations	Titres d'État	Participation dans les filiales et sociétés affiliées	Autres	1999 Total	1998 Total
Asie								
Thaïlande	170 \$	– \$	8 \$	– \$	– \$	1 \$	179 \$	300 \$
Indonésie	186	–	–	–	–	–	186	202
Malaisie	618	–	9	–	90	–	717	512
Philippines	176	–	46	111	88	–	421	476
	1 150	–	63	111	178	1	1 503	1 490
Corée du Sud	760	–	718	156	–	–	1 634	1 257
Hong-Kong	269	–	30	–	–	7	306	455
Autres pays d'Asie ²⁾	298	17	92	–	–	26	433	627
Total partiel	2 477	17	903	267	178	34	3 876	3 829
Amérique latine								
Mexique	265	–	171	827	46	7	1 316	1 531
Brésil	174	–	432	546	–	2	1 154	1 366
Argentine	259	–	150	197	288	–	894	1 060
Venezuela	26	–	3	235	130	–	394	476
Chili	257	–	25	–	49	–	331	382
Autres pays d'Amérique latine ³⁾	549	12	102	156	90	13	922	870
Total partiel	1 530	12	883	1 961	603	22	5 011	5 685
Europe centrale et Europe de l'Est	4	–	–	5	–	3	12	22
Total	4 011 \$	29 \$	1 786 \$	2 233 \$	781 \$	59 \$	8 899 \$	9 536 \$

1) Les créances à risque outre-frontière sont les créances sur un prêteur situé dans un pays étranger; elles sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie locale et sont établies en fonction du risque ultime.

2) Incluant la Chine, Singapour, Taiwan et le Viêtnam.

3) Incluant la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Tableau 10 Prêts et acceptations par secteur géographique

À l'exclusion des conventions de revente Au 30 septembre (en milliards de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995	Pourcentage du total	
						1999	1995
Canada							
Provinces de l'Atlantique	9,1 \$	9,0 \$	8,4 \$	8,1 \$	7,6 \$	6,6 %	8,2 %
Québec	7,5	7,6	7,2	6,1	5,7	5,4	6,2
Ontario	48,3	48,1	46,6	33,9	32,7	34,7	35,3
Manitoba et Saskatchewan	4,2	4,1	3,9	3,6	3,4	3,0	3,7
Alberta	10,0	9,9	8,7	6,8	6,5	7,2	7,0
Colombie-Britannique	12,1	12,2	11,2	9,3	8,7	8,7	9,4
Total partiel	91,2	90,9	86,0	67,8	64,6	65,6	69,8
Étranger							
États-Unis	22,0	25,5	18,0	15,2	14,1	15,8	15,2
Europe	7,9	9,1	6,7	5,7	4,8	5,6	5,2
Antilles	8,7	8,4	6,3	5,7	4,8	6,3	5,2
Asie/Pacifique	5,7	5,9	5,3	4,6	3,1	4,1	3,4
Amérique latine	4,4	4,7	0,9	0,8	1,1	3,2	1,2
Moyen-Orient et Afrique	0,4	0,4	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Total partiel	49,1	54,0	37,3	32,2	28,2	35,3	30,5
Provision générale	(1,3) ¹⁾	(0,6)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,9)	(0,3)
Total des prêts et acceptations	139,0 \$	144,3 \$	122,8 \$	99,7 \$	92,5 \$	100,0 %	100,0 %

1) Au 31 octobre 1999.

Tableau 11 Prêts et acceptations par catégorie d'emprunteur

À l'exclusion des conventions de revente Au 30 septembre (en milliards de dollars)	1999		1998	1997	1996
	Solde	% du total			
Prêts aux ménages					
Prêts hypothécaires à l'habitation	47,6 \$	34,3 %	45,2 \$	41,7 \$	30,6 \$
Prêts aux particuliers	16,5	11,8	19,7	19,0	16,7
Total partiel	64,1	46,1	64,9	60,7	47,3
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques					
Ressources et transformation, sauf l'industrie de l'automobile					
Pétrole et gaz	3,3	2,4	3,7	3,4	2,5
Aliments et boissons	2,5	1,8	2,8	2,5	1,7
Produits forestiers	2,2	1,6	2,4	2,2	1,6
Matériel électrique et autre matériel	2,7	1,9	2,5	2,1	1,7
Agriculture	2,0	1,4	1,8	1,6	1,3
Produits chimiques	1,8	1,3	2,0	1,5	1,4
Métaux de première fusion	2,0	1,4	2,0	1,4	1,4
Exploitation minière	1,8	1,3	1,6	0,7	0,8
Divers	4,4	3,2	4,7	3,6	2,9
Distribution en gros et au détail, sauf l'industrie de l'automobile	22,7	16,3	23,5	19,0	15,3
Médias et communications	6,7	4,8	6,7	5,6	5,2
Fabrication et distribution dans le secteur de l'automobile	5,3	3,8	6,3	5,3	4,5
Secteur immobilier	5,8	4,2	6,0	4,4	3,2
Transports	4,1	2,9	4,3	3,7	4,1
Banques et autres services financiers	4,6	3,3	4,7	3,5	3,0
Services publics	4,4	3,2	5,1	3,1	3,0
Hôtels	2,3	1,6	2,7	2,6	1,8
Construction	2,5	1,8	2,3	2,0	1,8
Sociétés de portefeuille	2,8	2,0	2,4	2,0	1,6
Hypothèques commerciales	2,6	1,9	3,7	2,0	1,5
Services de santé	1,6	1,2	1,8	1,9	1,1
Administrations publiques	1,9	1,3	2,3	1,4	1,5
Autres services	0,9	0,7	1,0	0,8	0,7
Total partiel	8,0	5,8	7,2	5,3	4,4
Provision générale	76,2	54,8	80,0	62,6	52,7
Total des prêts et acceptations	(1,3) ¹⁾	(0,9)	(0,6)	(0,5)	(0,3)
	139,0 \$	100,0 %	144,3 \$	122,8 \$	99,7 \$

1) Au 31 octobre 1999.

Tableau 12 Instruments de crédit hors bilan

Au 31 octobre (en milliards de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995
Garanties et lettres de crédit	11,5 \$	11,5 \$	10,1 \$	8,3 \$	8,1 \$
Engagements de crédit	115,0	101,5	88,9	79,7	67,6
Opérations de prêt sur titres	1,0	1,5	1,2	2,5	3,4
Total	127,5 \$	114,5 \$	100,2 \$	90,5 \$	79,1 \$

Tableau 13 Montant pouvant être provisionné des prêts à risque aux pays désignés à marché naissant (PDMN)¹⁾²⁾³⁾

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995
Brésil	561 \$	591 \$	542 \$	577 \$	583 \$
Venezuela	281	300	279	269	333
Argentine	224	240	230	293	309
Autres pays d'Amérique latine	192	217	198	216	252
Philippines	-	-	-	-	146
Pays des Antilles	42	45	42	41	207
Pays d'Europe	32	34	41	123	125
Pays d'Afrique	17	18	23	22	28
Encours brut	1 349	1 445	1 355	1 541	1 983
Provision pour risques-pays	(545)	(571)	(534) ⁵⁾	(1 049)	(1 135)
Encours net	804	874	821	492	848
Excédent de la valeur marchande ⁴⁾ sur la valeur comptable	235 \$ ⁶⁾	180 \$ ⁶⁾	417 \$	799 \$	386 \$

- 1) Le BSIF a approuvé le retrait du Mexique du groupe des PDMN en 1992, du Chili en 1993, de l'Uruguay et de l'Afrique du Sud en 1994, ainsi que de la Jamaïque, du Maroc, des Philippines et de Trinité-et-Tobago en 1996.
- 2) Pour 1999, l'encours des créances à risque sur le Brésil, le Venezuela, l'Argentine, la République dominicaine, l'Équateur, l'Équateur, Panama, le Pérou et la Pologne est présenté après déduction de 187 millions de dollars (127 millions de dollars US) au titre de ses garanties.
- 3) Les montants ci-dessus ne représentent que l'encours des prêts à risque consentis aux PDMN pour lesquels une provision pour risques-pays a été constituée. Conformément aux directives du BSIF, aucun prêt consenti à un PDMN après le 31 octobre 1995 n'est pris en compte dans le montant pouvant être provisionné.
- 4) La valeur marchande est fondée sur les cours acheteurs et vendeurs moyens fournis par d'importantes banques d'investissement américaines.
- 5) En 1997, une tranche de 500 millions de dollars de la provision pour risques-pays a été contrepassée dans les revenus.
- 6) L'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable comprend une tranche de 34 millions de dollars (41 millions de dollars en 1998) au titre des prêts, et de 201 millions de dollars (139 millions de dollars en 1998) au titre des obligations restructurées des PDMN et en règlement d'arriérés d'intérêts.

Tableau 14 Prêts douteux^{1) 4)}

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999					
	Provision pour		Montant brut	1998	1997	1996
	Montant créances irrécouvrables ²⁾	net				
Canada						
Prêts hypothécaires à l'habitation	104 \$	29 \$	133 \$	158 \$	230 \$	177 \$
Prêts aux particuliers	43	156	199	198	206	143
Secteur primaire et secteur de la fabrication	102	72	174	114	114	104
Secteur immobilier	73	8	81	138	221	343
Autres	113	155	268	529	428	440
Total partiel	435	420	855	1 137	1 199	1 207
Étranger						
Secteur immobilier	-	-	-	76	115	421
PDMN	-	25	25	25	56	133
Autres	709	816	1 525	1 078	823	393
Total partiel	709	841	1 550	1 179	994	947
Montant brut des prêts douteux			2 405 \$	2 316	2 193	2 154
Provision pour créances irrécouvrables						
- provisions spécifiques et pour risques-pays				(1 295)	(1 100)	(1 086)
- provision générale	(1 300)	(1 300)		(600)	(500)	(325)
Total partiel	(1 300)	(2 561) \$		(1 895)	(1 600)	(1 411)
Total du montant net des prêts douteux				421 \$	593 \$	743 \$
Total du montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾		(0,1) %			0,3 %	0,5 %
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du montant brut des prêts douteux, à l'exclusion des PDMN			107 %		82 %	72 %
					63 %	58 %

1) Ne sont pas considérés comme douteux les prêts en souffrance entièrement garantis dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en retard de 90 à 180 jours aux termes du contrat. Ces montants s'élevaient à 66 millions de dollars au 31 octobre 1999 (21 millions de dollars en 1998; 2 millions de dollars en 1997; 12 millions de dollars en 1996).

2) Comprend les provisions spécifiques, la provision générale et la provision pour risques-pays correspondante.

3) À l'exclusion des conventions de revente.

4) Les intérêts comptabilisés à titre de revenu sur prêts douteux ont totalisé 28 millions de dollars (29 millions de dollars en 1998; 27 millions de dollars en 1997). Ce montant a trait aux portefeuilles étrangers.

Tableau 15 Provisions pour pertes sur prêts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996	1995
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts					
Provisions spécifiques nettes	623 \$	552 \$	430 \$	418 \$	593 \$
Recouvrements	(138)	(57)	(70)	(38)	(33)
Provisions spécifiques nettes pour pertes sur prêts	485	495	360	380	560
Autres provisions					
Provision générale	150 ¹⁾	100	175	—	—
Provision pour risques-pays	—	—	(500)	—	—
Provisions nettes pour pertes sur prêts	635 \$	595 \$	35 \$	380 \$	560 \$

1) Voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés et l'analyse présentée à la rubrique Provision pour pertes sur prêts à la page 39.

Tableau 16 Provisions spécifiques pour pertes sur prêts par secteur géographique et par catégorie

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996	1995
Canada					
Prêts hypothécaires à l'habitation	(1)\$	(11)\$	20 \$	33 \$	19 \$
Prêts aux particuliers	151	227	152	105	93
Secteur primaire et secteur de la fabrication	31	32	26	11	16
Secteur immobilier	(13)	(7)	(11)	60	110
Autres	(21)	56	23	92	116
Total partiel	147	297	210	301	354
Étranger					
Prêts hypothécaires à l'habitation et prêts aux particuliers	63	30	10	9	5
Secteur immobilier	(22)	(22)	(85)	22	172
Autres	297	190	225	48	29
Total partiel	338	198	150	79	206
Étranger – composition :					
États-Unis	229	42	(12)	37	168
Europe/Moyen-Orient/Afrique	3	(15)	(9)	(9)	16
Antilles	33	29	37	35	14
Asie/Pacifique	—	116	134	16	8
Amérique latine	73	26	—	—	—
Total partiel	338	198	150	79	206
Provisions spécifiques nettes pour pertes sur prêts	485 \$	495 \$	360 \$	380 \$	560 \$

Tableau 17 Provisions pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations¹⁾

<i>Pour les exercices (%)</i>	1999	1998	1997	1996	1995
Canada					
Prêts hypothécaires à l'habitation et prêts aux particuliers	0,25 %	0,37 %	0,35 %	0,32 %	0,28 %
Prêts aux entreprises	(0,01)	0,27	0,14	0,73	1,07
Étranger	0,65	0,43	0,42	0,26	0,72
Total partiel pondéré – provisions spécifiques ²⁾	0,34	0,37	0,32	0,39	0,61
Provision générale	0,10³⁾	0,07	0,16	—	—
Provision pour risques-pays	—	—	s/o	—	—
Total pondéré	0,44 %	0,45 %	0,03 %	0,39 %	0,61 %

1) À l'exclusion des conventions de revente.

2) Ratio des provisions spécifiques pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations de pays autres que les PDMN.

3) Voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés et l'analyse présentée à la rubrique Provision pour pertes sur prêts à la page 39.

Risque de marché

Tableau 18 Écart de taux d'intérêt

Sensibilité aux taux d'intérêt ¹⁾ Au 31 octobre 1999 (en milliards de dollars)	Échéant à moins de 3 mois	Échéant entre 3 et 12 mois	Échéant à plus d'un an	Éléments non sensibles aux taux d'intérêt	Total
Dollars canadiens					
Actif	57,9 \$	14,8 \$	43,0 \$	6,6 \$	122,3 \$
Passif	56,1	21,8	22,4	22,0	122,3
Écart	1,8	(7,0)	20,6	(15,4)	–
Écart cumulatif	1,8	(5,2)	15,4	–	–
Devises					
Actif	70,2	11,2	11,5	7,5	100,4
Passif	81,4	6,6	3,5	8,9	100,4
Écart	(11,2)	4,6	8,0	(1,4)	–
Écart cumulatif	(11,2)	(6,6)	1,4	–	–
Total					
Écart	(9,4) \$	(2,4) \$	28,6 \$	(16,8) \$	– \$
Écart cumulatif	(9,4)	(11,8)	16,8	–	–
Au 31 octobre 1998 :					
Écart	(11,9) \$	2,3 \$	24,0 \$	(14,4) \$	– \$
Écart cumulatif	(11,9)	(9,6)	14,4	–	–

1) Compte tenu de l'inclusion des instruments hors bilan et du montant estimatif des remboursements anticipés de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires. L'écart hors bilan est porté au passif.

Tableau 19 Liquidité

Pour les exercices (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995
Actifs liquides en dollars canadiens					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	642 \$	680 \$	404 \$	826 \$	612 \$
Dépôts à d'autres banques	1 327	1 399	2 769	1 177	1 400
Valeurs mobilières	16 571	15 109	14 417	14 392	12 340
Prêts à vue et à moins d'un an	–	–	25	–	1 400
	18 540	17 188	17 615	16 395	15 752
Actifs liquides en devises					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 302	1 680	654	659	621
Dépôts à d'autres banques	13 844	19 141	14 347	12 075	14 095
Valeurs mobilières	10 229	7 531	7 200	5 994	5 395
Prêts à vue et à moins d'un an	–	86	–	72	–
	25 375	28 438	22 201	18 800	20 111
Total des actifs liquides					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 944	2 360	1 058	1 485	1 233
Dépôts à d'autres banques	15 171	20 540	17 116	13 252	15 495
Valeurs mobilières	26 800	22 640	21 617	20 386	17 735
Prêts à vue et à moins d'un an	–	86	25	72	1 400
	43 915 \$	45 626 \$	39 816 \$	35 195 \$	35 863 \$
Actifs liquides en % de l'actif total	19,7 %	19,5 %	20,4 %	21,3 %	24,4 %

Capital

Tableau 20 Capital réglementaire

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995
Capital de catégorie 1					
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	9 631 \$	9 039 \$	7 930 \$	6 424 \$	5 745 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif (y compris SPHS) ¹⁾	1 775	1 775	1 468	1 325	1 225
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	198	173	137	101	84
Moins : Écart d'acquisition	(138)	(148)	(123)	(11)	(8)
Total partiel	11 466	10 839	9 412	7 839	7 046
Capital de catégorie 2					
Débentures subordonnées (après l'amortissement)	5 114	5 139	4 616	2 851	3 039
Montant admissible de la provision générale ²⁾	1 067	600	500	—	—
Actions privilégiées à dividende cumulatif (y compris les filiales)	—	—	—	—	399
Total partiel	6 181	5 739	5 116	2 851	3 438
Moins : Participations dans des sociétés associées et autres éléments	(742)	(575)	(323)	(318)	(295)
Total du capital	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$	10 372 \$	10 189 \$
Total de l'actif rajusté en fonction du risque (en milliards de dollars)	142,3 \$	150,8 \$	136,4 \$	117,2 \$	105,6 \$
Coefficients du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1	8,1 %	7,2 %	6,9 %	6,7 %	6,7 %
Coefficient du capital total	11,9 %	10,6 %	10,4 %	8,9 %	9,6 %

1) Société de placement hypothécaire Scotia.

2) Selon les directives du BSIF, les provisions générales peuvent être incluses dans le capital de catégorie 2 jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif corrigé en fonction du risque.

Tableau 21 Actif rajusté en fonction du risque

Au 31 octobre (en milliards de dollars)	1999		1998			
	Facteur de conversion	Facteur de pondération	Brut	Rajusté en fonction du risque	Brut	Rajusté en fonction du risque
Au bilan						
—	0 %	Encaisse et créances sur le Canada, sur des provinces canadiennes, sur des administrations publiques des pays membres de l'OCDE et autres ¹⁾	74,1 \$	— \$	73,8 \$	— \$
—	5 %	Prêts hypothécaires à l'habitation assurés par le secteur privé ²⁾	9,1	0,5	10,4	0,5
—	20 %	Créances sur des banques, sur des courtiers en valeurs mobilières et sur des administrations municipales	21,2	4,2	28,0	5,6
—	50 %	Prêts hypothécaires à l'habitation non assurés ²⁾	21,0	10,5	17,0	8,5
—	100 %	Prêts et acceptations	84,9	84,9	92,4	92,4
—	100 %	Autres éléments d'actif	12,4	12,4	12,0	12,0
		Total au bilan	222,7	112,5	233,6	119,0
Hors bilan						
Instruments de crédit indirect :						
0 %	—	Engagements de crédit à un an et moins	71,9	—	53,6	—
20 %	0 – 100 %	Lettres de crédit commercial à court terme	0,7	0,1	1,2	0,2
50 %	0 – 100 %	Engagements de crédit à long terme	43,1	19,5	47,9	19,9
50 %	0 – 100 %	Garanties non financières, lettres de crédit de soutien, facilités d'émission d'effets et facilités renouvelables à prise ferme	4,0	2,0	4,0	2,0
100 %	0 – 100 %	Garanties financières, lettres de crédit de soutien et prêts sur titres	7,8	3,6	7,8	3,4
		Total partiel	127,5	25,2	114,5	25,5
Instruments relatifs aux taux d'intérêt :						
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme normalisés et contrats de garantie de taux d'intérêt	215,6	0,1	252,0	0,1
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Swaps de taux d'intérêt	484,4	1,2	535,5	2,2
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Options sur taux d'intérêt	71,9	0,1	102,3	0,1
		Total partiel	771,9	1,4	889,8	2,4
Instruments relatifs aux devises :						
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme normalisés et contrats sur devises	177,5	1,2	207,5	1,7
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Swaps de devises	40,9	0,5	35,4	0,5
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Options sur devises	10,3	0,1	21,9	0,2
		Total partiel	228,7	1,8	264,8	2,4
6 – 15 %	0 – 50 %	Autres instruments dérivés	17,5	0,6	20,9	0,6
		Total hors bilan	1 145,6	29,0	1 290,0	30,9
		Total de l'actif brut et de l'actif rajusté en fonction du risque	1 368,3	141,5	1 523,6	149,9
		Incidence du positionnement général	—	(1,2)	—	(1,6)
		Risque de marché – équivalent de l'actif à risque ¹⁾	—	2,0	—	2,5
		Total	1 368,3 \$	142,3 \$	1 523,6 \$	150,8 \$

1) Inclut les éléments d'actif sujets au risque de marché. La pondération du risque lié à ces éléments d'actif est comprise dans Risque de marché «équivalent de l'actif à risque».

2) Exclut les prêts hypothécaires garantis aux termes de la LNH, qui font partie des créances sur le Canada.

Tableau 22 Activité de financement des immobilisations

Émissions de débentures subordonnées	Échéances/rachats de débentures subordonnées
12 mai 1999 : 350 millions de dollars de débentures 5,75 %	10 novembre 1998 : 150 millions de francs suisses de débentures 4,875 %
	29 mars 1999 : 10 milliards de yens de débentures 7,40 %
	1 ^{er} octobre 1999 : 22 millions de dollars US de débentures 9,0 %
Rachats de débentures subordonnées	
	9 décembre 1998 : 20 millions de dollars US de débentures à taux variable échéant en 2085

Autres informations

Tableau 23 Composantes du revenu net en pourcentage de l'actif total moyen¹⁾

Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (%)	1999 ²⁾	1998	1997	1996
Revenu d'intérêts net	2,11 %	2,11 %	2,13 %	2,18 %
Provision pour pertes sur prêts	(0,28)	(0,28)	(0,02)	(0,24)
Autres revenus	1,39	1,33	1,50	1,26
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3,22	3,16	3,61	3,20
Frais autres que d'intérêts	(2,06)	(2,08)	(2,11)	(2,03)
Provision pour frais de restructuration et radiation de l'écart d'acquisition	(0,01)	–	(0,15)	0,01
Revenu net avant les éléments ci-dessous :	1,15	1,08	1,35	1,18
Provision pour impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle	(0,47)	(0,43)	(0,50)	(0,51)
Revenu net	0,68 %	0,65 %	0,85 %	0,67 %
Actif total moyen (en milliards de dollars)	229,0 \$	214,0 \$	179,2 \$	158,8 \$

- 1) Le revenu provenant de valeurs mobilières non assujetties à l'impôt est indiqué sur une base de mise en équivalence fiscale, avant impôts. La provision pour impôts sur le revenu a été redressée en conséquence : 163 millions de dollars en 1999; 129 millions de dollars en 1998; 103 millions de dollars en 1997; 105 millions de dollars en 1996.
- 2) Voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés et l'analyse présentée à la rubrique « Provision pour pertes sur prêts » à la page 39.

Tableau 24 Réserves et gains non réalisés (pertes) sur valeurs détenues aux fins de placement

Pour les exercices (en millions de dollars)	1999	1998	1997	1996	1995
	1 300 \$	600 \$	500 \$	325 \$	325 \$
Réserves générales					
Valeurs détenues aux fins de placement					
Actions privilégiées et ordinaires	244 \$	50 \$	225 \$	222 \$	124 \$
Obligations de pays désignés à marché naissant	201	139	372	530	212
Autres titres à revenu fixe	(145)	(108)	220	304	(86)
	300 \$	81 \$	817 \$	1 056 \$	250 \$

Informations par trimestre

Tableau 25 Informations par trimestre

	1999				1998			
	T4 ¹⁾	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Etat des revenus (en millions de dollars)								
Revenu d'intérêts	3 359 \$	3 257 \$	3 319 \$	3 536 \$	3 556 \$	3 359 \$	3 170 \$	3 006 \$
Frais d'intérêts	2 187	2 101	2 157	2 354	2 405	2 240	2 088	1 981
Revenu d'intérêts net	1 172	1 156	1 162	1 182	1 151	1 119	1 082	1 025
Provision pour pertes sur prêts	159	108	109	259	124	123	224	124
Autres revenus	840	786	750	807	690	713	798	657
Revenu d'intérêts net et autres revenus	1 853	1 834	1 803	1 730	1 717	1 709	1 656	1 558
Frais autres que d'intérêts	1 236	1 196	1 188	1 136	1 143	1 133	1 145	1 025
Revenu avant les éléments ci-dessous :								
Provision pour impôts sur le revenu	617	638	615	594	574	576	511	533
Part des actionnaires sans contrôle	206	228	218	215	204	207	158	193
9	13	13	11	11	11	11	7	9
Revenu net	402	397	384	368	359	358	346	331
Dividendes versés sur actions privilégiées	27	27	27	27	27	24	23	23
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	375 \$	370 \$	357 \$	341 \$	332 \$	334 \$	323 \$	308 \$
Dividendes versés sur actions ordinaires	118,5 \$	103,7 \$	103,5 \$	103,4 \$	98,4 \$	98,3 \$	98,1 \$	98,0 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	226,2 \$	223,3 \$	230,5 \$	236,3 \$	228,8 \$	214,7 \$	210,8 \$	201,2 \$
Rendement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires	15,3 %	15,3 %	15,7 %	14,8 %	14,8 %	15,5 %	16,0 %	15,2 %
Bilan (en milliards de dollars)								
Liquidités	17,1 \$	19,6 \$	17,4 \$	20,7 \$	22,9 \$	19,1 \$	18,8 \$	20,7 \$
Valeurs mobilières	34,0	33,4	32,1	30,9	29,5	29,4	29,2	28,8
Conventions de revente	13,9	13,7	12,6	11,1	11,2	12,8	12,3	11,6
Prêts et acceptations :								
Prêts hypothécaires à l'habitation	47,9	46,7	45,0	46,6	45,8	44,4	43,0	42,5
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	16,4	18,3	17,8	18,5	18,6	19,3	19,0	18,4
Prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques	76,8	78,4	77,7	84,3	83,8	78,4	72,6	69,4
Total des prêts et acceptations ²⁾	141,1 \$	143,4 \$	140,5 \$	149,4 \$	148,2 \$	142,1 \$	134,6 \$	130,3 \$
Total de l'actif	222,7 \$	227,4 \$	221,5 \$	232,5 \$	233,6 \$	222,7 \$	211,9 \$	210,7 \$
Dépôts	156,6	156,5	152,6	165,2	166,4	156,3	149,2	150,0
Débentures subordonnées	5,4	5,5	5,0	5,2	5,5	6,2	5,8	5,2
Actions privilégiées	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,5	1,5
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	9,6	9,8	9,4	9,2	9,0	8,8	8,4	8,2
Qualité des éléments d'actif								
Prêts douteux, montant net (en millions de dollars)	(156)\$	342 \$	305 \$	288 \$	421 \$	420 \$	439 \$	589 \$
En pourcentage des prêts et acceptations ²⁾	(0,1)%	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,5 %
Coefficients du capital rajusté en fonction du risque (en %)								
Coefficient du capital de catégorie 1	8,1 %	8,0 %	7,8 %	7,2 %	7,2 %	6,9 %	6,8 %	6,7 %
Coefficient du capital total	11,9	11,5	11,2	10,6	10,6	10,4	10,3	10,0
Capital-actions ordinaire sur l'actif rajusté en fonction du risque	6,9	6,9	6,7	6,1	6,0	5,7	5,8	5,7
Renseignements sur les actions ordinaires								
Revenu net par action	0,76 \$	0,75 \$	0,73 \$	0,69 \$	0,67 \$	0,68 \$	0,66 \$	0,63 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,24	0,21	0,21	0,21	0,20	0,20	0,20	0,20
Ratio des dividendes au bénéfice	31,6 %	28,0 %	29,0 %	30,3 %	29,7 %	29,4 %	30,4 %	31,8 %
Taux de rendement des actions (en %)	3,1	2,6	2,5	2,5	2,8	2,2	2,1	2,5
Actions en circulation (en millions)								
Fin de la période	494,3	493,8	493,3	492,8	492,1	491,8	491,0	490,3
Moyenne	493,9	493,4	492,9	492,3	491,8	491,3	490,6	489,9
Valeur comptable par action	19,49 \$	19,78 \$	19,01 \$	18,71 \$	18,37 \$	17,81 \$	17,06 \$	16,69 \$
Cours de l'action (en dollars)								
- Haut	34,25	35,10	36,90	36,30	34,00	40,75	44,70	35,25
- Bas	28,60	30,00	30,10	29,75	22,80	33,45	32,33	27,88
- Clôture	33,60	31,35	34,65	32,50	32,20	33,95	39,25	31,93
Valeur boursière (en milliards de dollars)	16,6	15,5	17,1	16,0	15,8	16,7	19,3	15,7

1) Les informations par trimestre sont établies selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR), sauf en ce qui concerne la comptabilisation de l'augmentation non récurrente de la provision générale pour pertes sur prêts, constatée comme une charge directe sur les bénéfices non répartis au quatrième trimestre de 1999, conformément aux exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la Loi sur les banques, tel qu'il est décrit à la note 20 afférente aux états financiers et à la page 39 de l'analyse de la direction. Si cette augmentation non récurrente avait été imputée sur les résultats, la provision pour pertes sur prêts se serait élevée à 709 millions de dollars au quatrième trimestre de 1999, la provision pour impôts sur le revenu, à (30) millions de dollars, le bénéfice net, à 88 millions de dollars, le rendement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, à 2,5 %, le bénéfice net par action ordinaire, à 0,12 \$ et le ratio des dividendes au bénéfice, à 195,7 %.

2) *À l'exclusion des conventions de revente.*

1999 États financiers consolidés

Table des matières

- 56 Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
- 56 Rapport des vérificateurs
- 57 Bilan consolidé
- 58 État consolidé des revenus
- 59 État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
- 60 État consolidé des flux de trésorerie
- 61 Table des matières des notes afférentes aux états financiers consolidés
- 86 Filiales
- 88 Statistiques des onze derniers exercices

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction de La Banque de Nouvelle-Écosse répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information financière figurant dans le présent rapport annuel. Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, sauf en ce qui concerne la comptabilisation de la provision générale pour pertes sur prêts, dans le cas de laquelle l'augmentation est imputée directement aux bénéfices non répartis, conformément aux exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la *Loi sur les banques*, ainsi qu'il en est fait mention à la note 20.

Les états financiers consolidés présentent des montants qui sont, par nécessité, établis selon les meilleures estimations et au meilleur jugement de la direction en tenant dûment compte de leur importance relative. L'information financière présentée ailleurs dans le présent document est conforme à celle des états financiers consolidés.

La direction reconnaît depuis toujours qu'il est important que la Banque maintienne et renforce les normes de conduite les plus élevées dans toutes ses activités, y compris la préparation et la diffusion d'états qui présentent fidèlement la situation financière de la Banque. À cet égard, la direction a mis au point et maintient un système de comptabilité et de présentation de l'information qui prévoit les contrôles internes nécessaires, de sorte que les opérations sont correctement autorisées et comptabilisées, les biens protégés contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisés et les passifs dûment comptabilisés. Le système comporte aussi des politiques et des procédés écrits, le choix judicieux et la formation approisée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise et appropriée des responsabilités ainsi que la communication de politiques et de directives sur les opérations à l'échelle de la Banque.

Peter C. Godsoe
Président du conseil
et chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

Sarabjit S. Marwah
Vice-président à la direction et
chef des affaires financières

Toronto, le 30 novembre 1999

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de La Banque de Nouvelle-Écosse

Nous avons vérifié les bilans consolidés de La Banque de Nouvelle-Écosse aux 31 octobre 1999 et 1998 ainsi que les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 1999. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans

Le système de contrôle interne est renforcé par une équipe professionnelle de vérificateurs internes qui examine périodiquement tous les aspects des activités de la Banque. De plus, l'inspecteur général de la Banque a pleinement et librement accès au comité de vérification du conseil d'administration et le rencontre périodiquement.

Le surintendant des institutions financières du Canada effectue l'examen des affaires de la Banque ainsi que toute enquête à leur sujet qu'il peut juger nécessaire, pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des intérêts des déposants, des créanciers et des actionnaires de la Banque sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Le comité de vérification, entièrement composé d'administrateurs externes, examine les états financiers consolidés, de concert avec la direction et les vérificateurs indépendants, avant qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration et soumis aux actionnaires de la Banque.

Le comité de révision du conseil d'administration, entièrement composé d'administrateurs externes, examine toutes les opérations entre apparentés ayant une incidence importante sur la Banque et fait état de ses conclusions au conseil d'administration.

KPMG s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., les vérificateurs indépendants nommés par les actionnaires de la Banque, ont vérifié les états financiers consolidés de la Banque conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada et ont exprimé leur opinion dans le rapport ci-après adressé aux actionnaires. Les vérificateurs communiquent librement avec le comité de vérification, qu'ils rencontrent périodiquement afin de discuter de leur vérification et de leurs conclusions en ce qui a trait à l'intégrité de l'information financière et comptable de la Banque et à l'adéquation des contrôles internes.

les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 1999 et 1998 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 1999 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, sauf en ce qui concerne la comptabilisation de la provision générale pour pertes sur prêts, dans le cas de laquelle l'augmentation est imputée directement aux bénéfices non répartis, conformément aux exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la *Loi sur les banques*, ainsi qu'il en est fait mention à la note 20.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 30 novembre 1999

Bilan consolidé

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 944 \$	2 360 \$
Dépôts à d'autres banques	15 171	20 540
	17 115	22 900
Valeurs mobilières (note 3)		
Placement	20 030	17 392
Négociation	13 939	12 108
	33 969	29 500
	13 921	11 189
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente		
Prêts (note 4)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 861	45 818
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	16 396	18 574
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	67 681	74 901
	131 938	139 293
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 163	8 888
Terrains, bâtiments et matériel (note 6)	1 681	1 759
Autres éléments d'actif (note 7)	14 904	20 059
	25 748	30 706
	222 691 \$	233 588 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 8)		
Particuliers	65 715 \$	62 656 \$
Entreprises et administrations publiques	64 070	70 779
Banques	26 833	32 925
	156 618	166 360
Autres		
Chèques et autres effets en circulation, montant net	60	304
Acceptations	9 163	8 888
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	16 781	14 603
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	2 833	3 121
Autres engagements (note 9)	20 258	23 843
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	198	173
	49 293	50 932
Débentures subordonnées (note 10)		
	5 374	5 482
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 11)		
Actions privilégiées	1 775	1 775
Actions ordinaires	2 678	2 625
Bénéfices non répartis	6 953	6 414
	11 406	10 814
	222 691 \$	233 588 \$

Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

État consolidé des revenus

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>	1999	1998	1997
Revenu d'intérêts			
Prêts	10 654 \$	10 269 \$	8 082 \$
Valeurs mobilières	1 874	1 815	1 636
Dépôts à d'autres banques	943	1 007	770
	13 471	13 091	10 488
Frais d'intérêts			
Dépôts	7 284	7 303	5 714
Débentures subordonnées	314	354	260
Autres	1 201	1 057	797
	8 799	8 714	6 771
Revenu d'intérêts net	4 672	4 377	3 717
Provision pour pertes sur prêts (note 5) ¹⁾	635	595	35
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts ¹⁾	4 037	3 782	3 682
Autres revenus			
Services de dépôt et de paiement	602	619	531
Gestion de placements et fonds de placement	331	310	250
Commissions de crédit	543	472	395
Services de banque d'investissement	979	798	847
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	343	322	403
Revenus de titrisation	155	38	–
Autres	230	299	257
	3 183	2 858	2 683
Revenu d'intérêts net et autres revenus ¹⁾	7 220	6 640	6 365
Frais autres que d'intérêts			
Salaires	2 297	2 193	1 973
Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel	330	308	229
Frais de locaux et matériel, amortissement compris	1 007	958	778
Autres frais	1 142	987	829
Provisions pour frais de restructuration de Trustco National inc. (note 19)	(20)	–	250
	4 756	4 446	4 059
Revenu avant les éléments ci-dessous ¹⁾ :	2 464	2 194	2 306
Provision pour impôts sur le revenu (note 12) ¹⁾	867	762	758
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	46	38	34
Revenu net¹⁾	1 551 \$	1 394 \$	1 514 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	108 \$	97 \$	99 \$
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires ¹⁾	1 443 \$	1 297 \$	1 415 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) ²⁾	493 136	490 914	478 972
Revenu net par action ordinaire ¹⁾⁽²⁾	2,93 \$	2,64 \$	2,95 \$
Dividendes par action ordinaire ²⁾	0,87 \$	0,80 \$	0,74 \$

- 1) Se reporter à la note 20 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, qui a été imputée directement aux bénéfices non répartis.
- 2) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions, à raison de deux pour une, en date du 12 février 1998.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997
Actions privilégiées (note 11)			
Banque :			
Solde au début de l'exercice	1 525 \$	1 218 \$	1 325 \$
Émission d'actions	–	311	143
Rachat d'actions	–	(4)	(250)
Solde à la fin de l'exercice	1 525	1 525	1 218
Société de placement hypothécaire Scotia :			
Solde au début de l'exercice	250	250	–
Émission d'actions	–	–	250
Solde à la fin de l'exercice	250	250	250
Total des actions privilégiées	1 775 \$	1 775 \$	1 468 \$
Actions ordinaires (note 11)			
Solde au début de l'exercice	2 625 \$	2 567 \$	2 161 \$
Actions émises à l'acquisition de Trustco National inc. (note 19)	–	–	335
Actions émises aux termes du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires, du Régime d'options d'achat d'actions et autres	53	58	71
Solde à la fin de l'exercice	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	6 414 \$	5 363 \$	4 263 \$
Revenu net (note 20)	1 551	1 394	1 514
Dividendes : Actions privilégiées	(108)	(97)	(99)
Actions ordinaires	(429)	(393)	(355)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net	(160)	152	43
Frais nets d'émission et de rachat d'actions et autres frais	(1)	(5)	(3)
Augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, déduction faite des impôts sur le revenu (note 20)	(314)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)

	1999	1998	1997
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net (note 20)	1 551 \$	1 394 \$	1 514 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Amortissement	277	248	217
Provision pour pertes sur prêts	635	595	35
Impôts sur le revenu reportés	(26)	(87)	41
Provisions pour frais de restructuration de Trustco National inc. (note 19)	(20)	–	250
(Augmentation) diminution nette des intérêts courus à recevoir	149	(307)	(850)
Augmentation (diminution) nette des intérêts courus à payer	710	(64)	502
(Augmentation) nette des valeurs détenues aux fins de négociation	(1 908)	(1 064)	(760)
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	(343)	(322)	(403)
Autres, montant net	1 174	(244)	265
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 199	149	811
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation (diminution) nette des :			
Dépôts	(5 201)	19 837	6 355
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	2 642	2 552	3 470
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	(260)	(646)	(2 853)
Débentures subordonnées :			
Produit tiré des émissions	350	1 025	1 835
Rachats	(360)	(132)	–
Capital-actions :			
Produit tiré de l'émission d'actions privilégiées	–	307	393
Actions privilégiées rachetées	–	–	(250)
Produit tiré des actions ordinaires émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires, du Régime d'options d'achat d'actions et autres	22	24	34
Dividendes versés en espèces	(507)	(456)	(417)
Autres, montant net	(228)	(242)	424
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 542)	22 269	8 991
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des :			
Dépôts à d'autres banques hors du compte d'exploitation	4 306	(1 377)	(2 416)
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	(3 095)	(2 326)	858
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(6 632)	(19 194)	(9 494)
Achat de valeurs détenues aux fins de placement	(22 713)	(15 811)	(17 599)
Échéances des valeurs détenues aux fins de placement	11 442	7 834	9 469
Vente de valeurs détenues aux fins de placement	9 159	8 807	9 162
Produit tiré de prêts titrisés	9 144	1 000	1 470
Variation des terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(216)	(259)	(285)
Acquisition de Trustco National inc. (note 19) ¹⁾	–	–	(800)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 395	(21 326)	(9 635)
Incidence des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(176)	151	(69)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	(124)	1 243	98
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	2 950	1 707	1 609
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	2 826 \$	2 950 \$	1 707 \$
Représentées par :			
Liquidités selon le bilan consolidé, redressées pour tenir compte de :			
Dépôts à d'autres banques hors du compte d'exploitation	17 115 \$	22 900 \$	18 174 \$
Stock de métaux précieux	(13 127)	(18 165)	(15 604)
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(1 102)	(1 481)	(523)
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	(60)	(304)	(340)
	2 826 \$	2 950 \$	1 707 \$
1) Déduction faite des espèces et quasi-espèces de 70 \$ à la date d'acquisition.			
Décaissements effectués pour :			
Intérêts	8 089 \$	8 778 \$	6 269 \$
Impôts sur le revenu	779	743	747

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Table des matières

Note	Description	Page
1.	Principales conventions comptables	62
2.	Futurs changements en matière de comptabilisation	64
3.	Valeurs mobilières	65
4.	Prêts	66
5.	Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables	66
6.	Terrains, bâtiments et matériel	67
7.	Autres éléments d'actif	67
8.	Dépôts	68
9.	Autres engagements	68
10.	Débentures subordonnées	69
11.	Capital-actions et régime d'options d'achat d'actions	70
12.	Impôts sur le revenu	72
13.	Régimes de retraite	73
14.	Opérations entre apparentés	73
15.	Résultats d'exploitation sectoriels	73
16.	Engagements et passif éventuel	75
17.	Instruments financiers	77
18.	Instruments dérivés	80
19.	Acquisition de Trustco National Inc.	84
20.	Provision générale	84

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de La Banque de Nouvelle-Écosse ont été préparés conformément à la *Loi sur les banques*, qui dispose que, à moins d'avis contraire du surintendant des institutions financières du Canada (le surintendant), les états financiers doivent être préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers consolidés, y compris les exigences comptables du surintendant, sont résumées dans les pages qui suivent. Le surintendant a prescrit que l'accroissement extraordinaire de la provision pour pertes sur prêts doit être traitée comme une charge directe imputée aux bénéfices non répartis, ce qui n'est pas conforme aux PCGR comme il est indiqué à la note 20. Les conventions comptables s'appliquant à l'ensemble des autres postes des états financiers sont conformes, à tous égards importants, aux PCGR. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date des états financiers et sur les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été reclasés pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice écoulé.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés reflètent l'actif, le passif et les résultats d'exploitation de la Banque et de toutes ses filiales et sociétés associées sous contrôle effectif après l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont définies comme des sociétés contrôlées par la Banque, qui sont normalement des sociétés dont la Banque détient plus de 50 % des actions comportant droit de vote. Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple.

L'excédent du coût des placements dans des filiales sur la juste valeur des éléments identifiables de l'actif net acquis est amorti sur les périodes estimatives au cours desquelles il procure un avantage, sans toutefois dépasser 20 ans. Le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif comme écart d'acquisition. La valeur de l'écart d'acquisition fait l'objet d'une évaluation régulière qui consiste à examiner les rendements des activités touchées, compte tenu du risque lié au placement. Toute réduction permanente de la valeur de l'écart d'acquisition est radiée et imputée au revenu. Les éléments identifiables de l'actif incorporel sont amortis sur les périodes estimatives au cours desquelles ils devraient procurer un avantage et le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif. Les éléments identifiables de l'actif incorporel font régulièrement l'objet d'une évaluation consistant en un examen des flux monétaires nets futurs estimatifs en vue de déterminer s'il y a eu baisse de valeur.

Les placements dans les sociétés associées, c'est-à-dire les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable, représentée par une participation directe ou indirecte de 20 % à 50 % dans les actions comportant droit de vote, sont comptabilisés à la valeur de consolidation et sont portés dans les Valeurs détenues aux fins de placement au bilan consolidé. La quote-part du revenu de ces sociétés revenant à la Banque est portée dans le revenu d'intérêts tiré de valeurs mobilières à l'état consolidé des revenus.

Conversion des monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la fin de l'exercice, à l'exception des éléments ci-après, qui sont comptabilisés au coût d'origine en dollars canadiens : terrains, bâtiments, matériel et titres de participation en monnaies étrangères financés dans une devise autre que celle du placement. Tous les revenus et les frais libellés en devises sont convertis aux cours du change moyens, à l'exception de la dotation aux amortissements, qui est fondée sur le coût d'origine en dollars canadiens des éléments d'actif en cause.

Les gains et les pertes de change non réalisés qui résultent de la consolidation des positions nettes des placements en de-

vises dans les succursales, les filiales et les sociétés associées, déduction faite des impôts sur le revenu y afférents, sont imputés au débit ou au crédit des bénéfices non répartis; il en va de même pour les gains ou les pertes découlant de la couverture de ces positions nettes des placements, à l'exception de ce qui suit. À la vente ou à la liquidation d'une partie importante d'une position d'un placement, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés précédemment à cet égard sont virés des bénéfices non répartis à l'état consolidé des revenus.

Le cas échéant, les gains et les pertes de change découlant des filiales et succursales autonomes oeuvrant dans un contexte hautement inflationniste sont constatés dans les Autres revenus, au poste Services de banque d'investissement.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont détenues dans le portefeuille de négociation ou dans le portefeuille de placement.

Les valeurs du portefeuille de négociation, acquises en vue de la revente à court terme, sont constatées à la valeur marchande. Les gains et les pertes sur cession de ces valeurs ainsi que les redressements de la valeur marchande sont inscrits dans les Autres revenus, au poste Services de banque d'investissement.

Les valeurs détenues aux fins de placement comprennent les titres de créance et les actions détenus aux fins de liquidités et de placement à long terme. Lorsque la Banque détient moins de 20 % des actions comportant droit de vote d'une entité, elle comptabilise ces actions au coût, sauf s'il est établi qu'elle exerce une influence notable sur l'entité. Les titres de créance détenus dans le compte de placement sont comptabilisés au coût non amorti, les primes et les escomptes étant amortis sur la durée à courir jusqu'à l'échéance. Lorsqu'il y a moins-value permanente, la valeur comptable de ces titres de créance et actions est réduite en conséquence. Le cas échéant, ces moins-values, ainsi que les gains et pertes sur cession, sont constatés dans les Autres revenus, au poste Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement.

Le portefeuille de placement comprend des obligations découlant de la conversion de prêts à des pays désignés à marché naissant; ces obligations sont constatées à la valeur nominale, déduction faite de la provision pour risques-pays s'y rattachant. Les titres substituts de prêts sont des instruments de financement de clients qui ont été restructurés comme des placements après impôts, plutôt que comme des prêts conventionnels, pour permettre à la Banque de consentir un taux d'emprunt plus bas aux émetteurs. Le traitement comptable de ces titres correspond à celui des prêts.

Actifs acquis/vendus en vertu d'ententes de revente/rachat

L'achat et la vente de valeurs mobilières en vertu d'ententes de revente et de rachat sont traités comme des opérations de prêt et d'emprunt assorties de garanties. Les intérêts créditeurs et débiteurs connexes sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de tout revenu non gagné et d'une provision pour créances irrécouvrables. Le revenu d'intérêt provenant des prêts autres que les prêts douze mois est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les intérêts courus sont portés aux Autres éléments d'actif au bilan consolidé.

Un prêt est classé comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. S'il ne l'est pas déjà, le prêt sera classé comme douteux si un paiement exigible en vertu du contrat de prêt est en retard de 90 jours, à moins que le prêt ne soit entièrement garanti, que la créance ne soit en voie de recouvrement et que les efforts en vue de recouvrer les sommes dues ne permettent, selon toute probabilité,

d'obtenir le remboursement de la créance ou de rétablir la qualité du titre dans les 180 jours suivant le premier jour de retard du paiement, selon les dispositions du contrat. Finalement, un prêt est classé comme douteux dans toutes les circonstances si un paiement exigible en vertu du contrat est en retard de 180 jours, à moins que le prêt ne soit garanti ou assuré par un gouvernement du Canada (provincial ou fédéral) ou un organisme du gouvernement du Canada, auquel cas il est classé comme douteux après un retard de 365 jours, selon les dispositions du contrat. Un prêt sur carte de crédit est radié lorsqu'un paiement y afférent est en retard de 180 jours selon les dispositions du contrat.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la constatation des intérêts créditeurs conformément aux dispositions du contrat de prêt original cesse. Les intérêts sont toujours comptabilisés dans les revenus en ce qui concerne les prêts à risque souverain pour lesquels une provision pour risques-pays a été établie, sauf si les prêts sont classés comme prêts douteux. Les intérêts reçus sur des prêts douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt.

Les prêts sont généralement ramenés à leur valeur comptable lorsque le recouvrement du capital et des intérêts est raisonnablement assuré et que tous les paiements de capital et d'intérêt en retard ont été effectués.

Les commissions sur prêts sont portées dans le revenu de la période correspondant à la durée du prêt ou de l'engagement.

Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables constituée par la Banque est suffisante, de l'avis de la direction, pour couvrir toutes les créances irrécouvrables touchant à la fois les postes du bilan et les postes hors bilan, y compris les dépôts à d'autres banques, les titres substituts de prêts, les actifs acquis en vertu d'ententes de revente, les prêts, les acceptations, les instruments dérivés et autres engagements de crédit indirects, comme les lettres de crédit et les garanties. La provision pour créances irrécouvrables comprend des provisions spécifiques, une provision générale et une provision pour risques-pays, chaque type de provision faisant l'objet d'un examen régulier. Les provisions touchant des postes du bilan sont portées en déduction de l'élément d'actif correspondant et les provisions touchant des postes hors bilan sont imputées aux Autres engagements.

Les provisions spécifiques, à l'exception des provisions touchant les prêts sur cartes de crédit et certains prêts à des particuliers, sont établies à partir d'un examen des prêts individuels, compte tenu de la créance irrécouvrable estimative connexe. Dans le cas des prêts, la provision spécifique correspond au montant requis pour ramener la valeur comptable d'un prêt douteux à sa valeur de réalisation estimative. Généralement, la valeur de réalisation estimative est obtenue par l'actualisation des flux monétaires futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt, à la date où celui-ci devient douteux. Lorsque les montants et le calendrier des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative est réputée être la juste valeur de tout bien donné en garantie du prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tous les montants légalement dus à l'emprunteur, ou encore, le prix du marché observable pour ce prêt. Les variations qui surviennent dans la valeur de réalisation estimative attribuables au passage du temps sont reflétées dans l'état consolidé des revenus en déduction de la provision pour pertes sur prêts. Les provisions spécifiques constituées pour les prêts sur cartes de crédit et certains prêts aux particuliers sont calculées selon une formule fondée sur l'historique des pertes.

La Banque constitue une provision générale à l'égard du portefeuille de prêts de ses principaux secteurs d'activité lorsqu'elle juge, à la suite d'un examen prudent fondé sur l'expérience, la conjoncture économique actuelle et l'état du portefeuille, que des pertes sont survenues mais que celles-ci ne peuvent être reliées à un prêt en particulier. La provision générale est établie en tenant compte des tendances passées au chapitre des pertes, après une certaine pondération pour accorder davantage d'intérêt aux pertes des dernières périodes, à l'état actuel du portefeuille de prêts ainsi qu'à l'évaluation de la direction quant

aux autres conditions qui prévalent à la date du bilan mais dont les tendances passées ne tiennent pas compte. Conformément à une exigence du surintendant, la Banque a imputé une tranche de l'augmentation de la provision générale de 1999, déduction faite des impôts sur le revenu, aux bénéfices non répartis, comme il est indiqué à la note 20.

La Banque maintient également une provision pour risques-pays conformément aux lignes directrices du surintendant, en tenant compte du risque global outre-frontières lié aux créances sur un groupe désigné de pays. Conformément à ces lignes directrices, les nouveaux risques que présentent ces pays désignés à marché naissant après le 31 octobre 1995 sont assujettis aux mêmes procédés que ceux qui sont appliqués aux fins de l'établissement des provisions spécifiques dont il est question ci-dessus.

Titrisation de prêts

Lorsque la Banque conclut une opération dans le but de céder des prêts à un tiers non apparenté, elle traite la cession comme une vente, dans la mesure où il y a transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété et où la mesure de la contrepartie de la cession est raisonnablement certaine. Si les critères ci-dessus ne sont pas remplis, la cession sera traitée comme une opération de financement. Si toutefois l'opération est traitée comme une vente, les prêts sont retirés du bilan. Pour déterminer le gain ou la perte résultant de la vente, les frais d'émission sont déduits du produit de la vente. La perte résultant de la vente est constatée immédiatement. Dans la mesure où la garantie de la Banque aux termes de l'opération est supérieure aux pertes prévues en vertu des clauses de garantie, aucun gain n'est constaté sur la vente tant qu'il n'a pas été encaissé et tant qu'il n'y a pas de recours sur la somme touchée. Tant que la Banque continue de gérer les prêts cédés, les frais de gestion normaux sont constatés à mesure que les services de gestion sont rendus. Les gains nets et les pertes découlant des titrisations et des honoraires d'agents sont portés dans les Autres Revenus, ou dans le poste Revenu de titrisation.

Acceptations

Les engagements éventuels de la Banque en vertu des acceptations figurent à titre d'engagements dans le bilan consolidé. La Banque a une créance égale de compensation contre son client dans le cas d'un appel de fonds relatif à ces engagements, laquelle est comptabilisée comme un élément d'actif. Les commissions qui lui sont versées figurent dans les Autres revenus, au poste Commissions de crédit.

Terrains, bâtiments et matériel

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les bâtiments, le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation des éléments d'actif correspondants comme suit : bâtiments – 40 ans; matériel – de 3 à 10 ans; améliorations locatives – durée du bail plus une période de renouvellement.

Les gains nets et les pertes découlant de la cession d'immobilisations sont comptabilisés dans les Autres revenus sous le poste Autres de l'exercice au cours duquel les immobilisations sont vendues.

Impôts sur le revenu

La Banque comptabilise les impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôt, suivant laquelle les provisions pour impôts ou les recouvrements d'impôts sur le revenu sont comptabilisés au cours de l'exercice où les revenus et les frais sont constatés à des fins comptables, sans égard au moment du paiement ou du recouvrement effectif de ces impôts.

Ces provisions ou recouvrements comprennent les impôts applicables au revenu figurant à l'état consolidé des revenus et les montants imputés directement au débit ou au crédit des bénéfices non répartis. Les impôts sur le revenu reportés, accumulés en raison des écarts temporaires, sont portés dans les Autres éléments d'actif ou les Autres engagements, selon le cas.

Métaux précieux

Les stocks de métaux précieux sont comptabilisés à la valeur du marché et portés dans le compte «Encaisse et dépôts à la Banque du Canada». L'obligation découlant de certificats en cours est également constatée à la valeur du marché et inscrite dans les Autres engagements.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des taux d'intérêt, des taux de change ou d'autres indices financiers ou de marchandises. La plupart des instruments dérivés peuvent être regroupés sous les appellations suivantes : contrats de taux d'intérêt, contrats de change, contrats de marchandises et contrats sur actions. Les instruments dérivés sont soit des contrats négociés en bourse, soit des contrats négociés hors bourse. Les instruments dérivés négociés en bourse comprennent les contrats à terme et les contrats d'options. Les instruments dérivés négociés hors bourse incluent les swaps, les contrats à terme de gré à gré et les options.

La Banque contracte ces instruments dérivés aux fins de la gestion du risque de ses clients, de ses propres besoins en matière de négociation de capitaux propres et de sa gestion de l'actif et du passif.

Les instruments dérivés désignés aux fins de négociation comprennent les instruments dérivés conclus avec des clients pour leurs besoins de gestion du risque de même que les contrats contractés pour générer un profit à partir des positions de négociation de capitaux propres de la Banque. Les instruments dérivés de négociation sont inscrits à leur juste valeur. Les gains ou pertes découlant de la variation des justes valeurs sont inclus dans le poste Autres revenus - Services de banque d'investissement. Les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés de négociation sont portés au poste Autres éléments d'actif et Autres engagements, respectivement. Un élément de revenu qu'on estime suffisant pour compenser les risques éventuels et les frais d'administration associés aux swaps et aux options de taux d'intérêt est reporté et amorti dans le poste Autres revenus - Services de banque d'investissement sur la durée des contrats.

Les instruments dérivés désignés aux fins de gestion de l'actif et du passif sont utilisés pour gérer la vulnérabilité de la Banque face aux risques de taux d'intérêt et de change et comprennent des instruments désignés aux fins de couverture.

Lorsque les instruments dérivés sont désignés aux fins de couverture et servent effectivement à cette fin, les revenus et les frais ayant trait à ces instruments dérivés sont constatés sur la durée de la position connexe à titre de redressement du revenu d'intérêt net. Les gains et pertes réalisés sur les contrats résiliés sont reportés et amortis sur la durée restante de la position. Les revenus à recevoir et les charges à payer de même que les gains et les pertes reportés sont constatés dans le poste Autres éléments d'actif ou Autres engagements, selon le cas.

Régimes de retraite et autres charges complémentaires de retraite

La Banque offre des régimes de retraite à ses employés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays étrangers où elle exerce ses activités. L'actif de la caisse de retraite est évalué selon une méthode qui répartit la totalité des gains et des pertes en capital réalisés et non réalisés sur une période de cinq ans. Une évaluation actuarielle annuelle est effectuée dans le but de déterminer la valeur actualisée des obligations de retraite constituées, d'après les meilleures estimations de la direction quant à diverses hypothèses, telles que les niveaux de rémunération prévus des employés et les taux de rendement prévus des placements.

L'écart cumulatif entre la charge de retraite et les cotisations destinées à la capitalisation des régimes figure au poste Autres éléments d'actif ou Autres engagements, selon le cas.

La charge de retraite est constituée de ce qui suit : a) les prestations de retraite pour les services rendus pendant l'année en cours, calculées selon la méthode actuarielle; b) les intérêts théoriques sur le montant net de l'excédent ou du déficit actuariel du régime; c) l'amortissement de certains éléments sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés. Les éléments amortis sont les suivants : gains et pertes actuariels; montants résultant de modifications apportées aux hypothèses et au régime; excédent actuariel net du régime existant à la date de mise en application de la convention comptable actuelle.

La Banque assure également aux retraités des avantages complémentaires de retraite qui comprennent des avantages au titre des soins de santé, des soins dentaires et de l'assurance-vie, dont le coût, lorsqu'il est engagé, est porté aux Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel.

2. Futurs changements en matière de comptabilisation

a) Impôts sur les sociétés

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable en matière d'impôts sur le revenu qui doit s'appliquer aux exercices ouverts à compter de 2001. Cette norme vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes ayant trait à la comptabilisation des impôts sur les sociétés avec les normes correspondantes en vigueur aux États-Unis.

Elle exigera l'adoption de la méthode du report d'impôts variable, selon laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition devant s'appliquer au moment où l'actif sera réalisé ou le passif sera acquitté.

L'adoption de la nouvelle norme ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque.

b) Avantages sociaux futurs

En matière d'avantages sociaux futurs, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, qui doit s'appliquer aux exercices ouverts à compter de 2001. Cette norme vise essentiellement à harmoniser les normes comptables canadiennes relatives aux avantages sociaux futurs avec les normes correspondantes en vigueur aux États-Unis.

Pour le calcul des avantages de retraite, la nouvelle norme exige que l'on recoure aux taux courants du marché pour évaluer la valeur actuarielle du passif au titre des prestations constituées. De même, tout engagement effectif à fournir des avantages futurs doit être comptabilisé à titre de charge à payer. Pour ce qui est des avantages sociaux futurs autres que des prestations de retraite, la nouvelle norme exige que l'employeur constate les coûts et obligations prévus devant découler des avantages postérieurs à la retraite, soit essentiellement les coûts des soins de santé et d'assurance-vie, à mesure que les employés acquièrent le droit à ces avantages. Le calcul de l'obligation est le même que dans le cas des régimes de retraite, en ce sens qu'il se fonde sur des données actuarielles.

L'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés de la Banque ainsi que la méthode d'adoption font actuellement l'objet d'une évaluation.

3. Valeurs mobilières

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Période à courir jusqu'à l'échéance					1999	1998
	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Valeur comptable	Valeur comptable
Valeurs détenues aux fins de placement							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	343 \$	1 933 \$	1 852 \$	540 \$	– \$	4 668 \$	3 764 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	15	118	1 122	353	–	1 608	714
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	688	590	2 073	2 206	–	5 557	4 966
Obligations de pays désignés à marché naissant ¹⁾	–	–	–	1 257	–	1 257	1 317
Autres titres d'emprunt	1 040	185	1 017	716	–	2 958	2 314
Actions privilégiées	32	–	5	107	1 271 ²⁾	1 415	1 232
Actions ordinaires	–	–	–	–	1 889	1 889	2 081
Sociétés associées	–	–	213	–	337 ³⁾	550	674
Titres substituts de prêts	–	68	60	–	–	128	330
Total	2 118	2 894	6 342	5 179	3 497	20 030	17 392
Valeurs détenues aux fins de négociation ⁴⁾							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	238	732	1 179	1 206	–	3 355	3 886
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	75	104	338	809	–	1 326	1 359
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	109	283	108	180	–	680	484
Actions ordinaires	–	–	–	–	5 965	5 965	3 207
Autres	1 291	283	396	543	100	2 613	3 172
Total	1 713	1 402	2 021	2 738	6 065	13 939	12 108
Total des valeurs mobilières	3 831 \$	4 296 \$	8 363 \$	7 917 \$	9 562 \$	33 969 \$	29 500 \$
Total par devise (en monnaie canadienne)							
Dollar canadien	1 872 \$	3 044 \$	4 088 \$	2 907 \$	7 140 \$	19 051 \$	17 688 \$
Dollar US	1 432	573	3 179	4 404	1 958	11 546	8 924
Autres devises	527	679	1 096	606	464	3 372	2 888
Total des valeurs mobilières	3 831 \$	4 296 \$	8 363 \$	7 917 \$	9 562 \$	33 969 \$	29 500 \$

- 1) Représentent des obligations restructurées de pays désignés à marché naissant, déduction faite d'une provision pour risques-pays de 482 \$ (507 \$ en 1998). Voir la note 5.
- 2) Bien que ces titres n'aient pas d'échéance déterminée, la Banque dispose, pour la plupart d'entre eux, de diverses modalités d'encaissement ou de cession par anticipation.
- 3) Les actions de sociétés associées, qui ne comportent pas d'échéance déterminée, ont été classées sous la colonne Aucune échéance précise»
- 4) Les valeurs détenues aux fins de négociation sont comptabilisées à la valeur marchande.

Voici la composition des gains et pertes non réalisés sur les valeurs détenues aux fins de placement :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999				1998			
	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
Valeurs détenues aux fins de placement								
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	4 668 \$	4 \$	24 \$	4 648 \$	3 764 \$	38 \$	5 \$	3 797 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	1 608	19	47	1 580	714	35	1	748
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	5 557	105	48	5 614	4 966	108	66	5 008
Obligations de pays désignés à marché naissant	1 257	308	–	1 565	1 317	225	–	1 542
Autres titres d'emprunt	2 958	10	25	2 943	2 314	60	1	2 373
Actions privilégiées	1 415	19	20	1 414	1 232	55	33	1 254
Actions ordinaires	1 889	388	113	2 164	2 081	215	143	2 153
Sociétés associées	550	–	–	550	674	–	–	674
Titres substituts de prêts	128	–	–	128	330	–	–	330
Total des valeurs détenues aux fins de placement	20 030 \$	853 \$	277 \$	20 606 \$	17 392 \$	736 \$	249 \$	17 879 \$

Les gains nets non réalisés sur les valeurs détenues aux fins de placement totalisant 576 millions de dollars (487 millions de dollars en 1998) passent à 300 millions de dollars (81 millions de dollars en 1998) lorsqu'on tient compte de la juste valeur nette des instruments dérivés et des autres montants visés par des opérations de couverture qui sont associés à ces valeurs.

4. Prêts

a) Prêts en cours

Les prêts de la Banque, déduction faite des revenus non gagnés et de la provision pour créances irrécouvrables à l'égard des prêts, s'établissent comme suit :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998
Canada		
Prêts hypothécaires à l'habitation	46 161 \$	44 556 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	13 298	15 394
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	24 923	24 399
	84 382	84 349
États-Unis		
À l'étranger	21 654	27 512
	28 501	29 366
	134 537	141 227
Moins : provision pour créances irrécouvrables	2 599	1 934
Total ¹⁾	131 938 \$	139 293 \$

1) Les prêts libellés en dollars US totalisent 39 550 \$ (46 003 \$ en 1998) et les prêts libellés en d'autres devises s'élèvent à 13 211 \$ (13 772 \$ en 1998). La ventilation par secteurs des actifs se fonde sur le lieu d'origine du risque ultime des actifs sous-jacents.

b) Titrisation des prêts

L'encours des prêts titrisés est le suivant :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 900 \$	1 240 \$
Prêts aux particuliers	2 172	722
Prêts sur cartes de crédit	1 990	1 000
Prêts aux entreprises ¹⁾	3 986	-
Total	11 048 \$	2 962 \$

1) Ces prêts ne tiennent pas compte d'une somme de 673 \$ représentant la participation que la Banque a retenue sur le montant original de la titrisation des prêts aux entreprises. La participation retenue est déclarée dans les Valeurs détenues aux fins de placement.

5. Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables

a) Prêts douteux

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998
	Prêts douteux, montant brut ^{1) 2)}	Prêts douteux, montant net
	Provisions spécifiques ¹⁾	Prêts douteux, montant net
Par type de prêt :		
Prêts hypothécaires à l'habitation	181 \$	145 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	329	127
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques :		
Secteur immobilier	81	73
Autres secteurs	1 789	799
Pays désignés à marché naissant	25	-
Provision générale (note 20)	-	(1 300)
Total	2 405 \$	(1 300) \$
Par pays :		
Canada		435 \$
États-Unis		399
À l'étranger		310
Prêts douteux, montant net, avant provision générale		1 144
Provision générale (note 20)		(1 300)
Montant net		(156)\$
		421 \$

1) Le montant brut des prêts douteux et les provisions spécifiques comprennent des biens saisis destinés à la vente totalisant 4 5 \$ (97 \$ en 1998) et 23 \$ (63 \$ en 1998), respectivement.

2) Le montant brut des prêts douteux libellés en dollars US totalise 1 315 \$ (1 067 \$ en 1998) et le montant brut des prêts douteux libellés en d'autres devises s'élève à 258 \$ (189 \$ en 1998).

b) Provision pour créances irrécouvrables

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Provisions spécifiques	Provision pour risques-pays ¹⁾	Provision générale	1999	1998	1997
Solde au début de l'exercice	1 270 \$	571 \$	600 \$	2 441 \$	2 078 \$	2 327 \$
Filiales nouvellement acquises – solde à la date d'acquisition ²⁾	–	–	–	–	160	138
Radiations ³⁾	(658)	–	–	(658)	(565)	(587)
Recouvrements	138	–	–	138	57	70
Provision pour pertes sur prêts imputée au revenu	485	–	150	635	595	35 ⁴⁾
Provision pour pertes sur prêts imputée aux bénéfices non répartis (note 20)	–	–	550	550	–	–
Autres, y compris le redressement de change ⁵⁾	1	(26)	–	(25)	116	95
Solde à la fin de l'exercice	1 236 \$	545 \$	1 300 \$	3 081 \$	2 441 \$	2 078 \$

1) Comprend une somme de 482 \$ (507 \$ en 1998; 453 \$ en 1997) qui a été déduite des valeurs mobilières.

2) Le solde pour l'exercice 1998 a trait à l'acquisition de Banco Quilmes, alors que celui pour l'exercice 1997 a trait à l'acquisition de Trustco National inc.

3) Il n'y a eu aucune radiation de prêts restructurés au cours de l'exercice (11 \$ en 1998; 16 \$ en 1997).

4) Compte tenu de la reprise de la provision pour risques-pays désormais inutile de 500 \$ pour 1997.

5) Ce redressement tient compte de l'effet de la couverture de la provision pour pertes sur prêts à l'égard des prêts libellés en monnaies étrangères.

6. Terrains, bâtiments et matériel

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
			1999	1998
Terrains	228 \$	– \$	228 \$	231 \$
Bâtiments	937	299	638	708
Matériel	2 075	1 474	601	598
Améliorations locatives	533	319	214	222
Total	3 773 \$	2 092 \$	1 681 \$	1 759 \$

L'amortissement à l'égard des bâtiments, du matériel et des améliorations locatives ci-dessus s'élève à 254 millions de dollars pour l'exercice (225 millions de dollars en 1998; 185 millions de dollars en 1997).

7. Autres éléments d'actif

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998
Gains non réalisés sur instruments dérivés de négociation	8 039 \$	13 675 \$
Intérêts courus	2 288	2 550
Débiteurs	794	439
Impôts sur le revenu reportés	946	697
Éléments identifiables de l'actif incorporel	224	239
Écart d'acquisition	138	148
Autres	2 475	2 311
Total	14 904 \$	20 059 \$

8. Dépôts

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe	1999	1998
Canada					
Particuliers	1 667 \$	13 842 \$	41 127 \$	56 636 \$	54 019 \$
Entreprises et administrations publiques	6 268	5 687	16 848	28 803	28 624
Banques	50	–	480	530	630
	7 985	19 529	58 455	85 969	83 273
États-Unis					
Particuliers	5	115	815	935	709
Entreprises et administrations publiques	168	109	16 966	17 243	23 342
Banques	30	80	4 090	4 200	6 869
	203	304	21 871	22 378	30 920
À l'étranger					
Particuliers	225	3 386	4 533	8 144	7 928
Entreprises et administrations publiques	1 637	1 058	15 329	18 024	18 813
Banques	317	782	21 004	22 103	25 426
	2 179	5 226	40 866	48 271	52 167
Total¹⁾	10 367 \$	25 059 \$	121 192 \$	156 618 \$	166 360 \$

1) Les dépôts libellés en dollars US totalisent 57 519 \$ (64 307 \$ en 1998) et les dépôts libellés en d'autres monnaies étrangères s'élèvent à 22 161 \$ (25 286 \$ en 1998). La ventilation par secteurs des dépôts se fonde sur le lieu de résidence du déposant.

9. Autres engagements

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999	1998
Pertes non réalisées sur instruments dérivés de négociation	8 651 \$	14 360 \$
Intérêts courus	3 223	2 575
Créditeurs et frais à payer	1 376	1 321
Revenus reportés	323	292
Engagements de filiales autres que des dépôts	656	730
Certificats-or et certificats-argent	2 956	3 311
Autres	3 073	1 254
Total	20 258 \$	23 843 \$

10. Débentures subordonnées

(en millions de dollars)

Ces débentures, représentant des obligations directes non garanties de la Banque, sont subordonnées aux créances des déposants et autres créanciers de la Banque. La Banque conclut, au besoin, des swaps de taux d'intérêt et de devises pour se protéger contre les risques afférents à ces débentures.

Les débentures en cours s'établissent comme suit au 31 octobre :

Date d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Modalités ¹⁾ (devises en millions)	1999	1998
Novembre 1998	4,875	150 FS	-\$	171 \$
Octobre 1999	9,0	22 \$ US	-	34 ²⁾
Mars 2001	11,4		4	4 ²⁾
Mars 2001	10,75		35	35 ²⁾
Juillet 2001	10,35	Rachetables en tout temps	43	43 ²⁾
Mars 2003	8,1		116	116 ²⁾
Mai 2003	6,875	250 \$ US	368	386
Mars 2004	7,4	10 000 ¥l'intérêt étant payable en dollars australiens; rachetées le 29 mars 1999	-	132
Décembre 2006	6,0	Rachetables en tout temps. Après le 4 décembre 2001, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	350	350
Juin 2007	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 12 juin 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2007	6,5	500 \$ US. Rachetables à toute date de paiement d'intérêt à compter du 15 juillet 2002. Après le 15 juillet 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au TIOL de trois mois en dollars US majoré de 1 %	736	771
Avril 2008	5,4	Rachetables en tout temps. Après le 1 ^{er} avril 2003, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	600	600
Septembre 2008	6,25	250 \$ US	368	386
Février 2011	7,4	Rachetables à compter du 8 février 2001. Après le 8 février 2006, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2012	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 16 juillet 2007, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	500	500
Juillet 2013	5,65	Rachetables en tout temps. Après le 22 juillet 2008, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	425	425
Septembre 2013	8,3	Rachetables à compter du 27 septembre 1998	250	250
Mai 2014	5,75	Rachetables en tout temps. Après le 12 mai 2009, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	350	-
Juin 2025	8,9	Rachetables à compter du 20 juin 2000	250	250
Août 2085	Variable	258 \$ US (278 \$ US en 1998) portant intérêt à un taux variable égal au taux offert sur les dépôts de six mois en eurodollars, majoré de 0,125 %; rachetables à toute date de paiement d'intérêt	379	429
Total			5 374 \$	5 482 \$

Les échéances globales des débentures sont les suivantes :

Moins de 1 an	-\$
Entre 1 an et 2 ans	82
Entre 2 et 5 ans	484
Entre 5 et 10 ans	2 354
Plus de 10 ans	2 454
	5 374 \$

- 1) Conformément aux dispositions de la ligne directrice du surintendant sur la suffisance des capitaux propres, tous les rachats sont assujettis à l'approbation des autorités de réglementation.
- 2) En 1998, la Banque a offert aux porteurs de ces débentures subordonnées une option unique leur permettant de convertir leurs titres en instruments de dépôt de la Banque assortis de conditions similaires. Les soldes impayés représentent les options de conversion non levées.

11. Capital-actions et régime d'options d'achat d'actions

a) Capital-actions

Autorisé :

Actions privilégiées : Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale, dont la contrepartie globale ne doit pas dépasser 4 milliards de dollars.

Actions ordinaires : Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale, dont la contrepartie globale ne doit pas dépasser 5 milliards de dollars.

<i>Émis et entièrement libéré au 31 octobre (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	1999		1998	
	Nombre d'actions en circulation	Montant	Nombre d'actions en circulation	Montant
Actions privilégiées, série 6 ¹⁾	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Actions privilégiées, série 7 ²⁾	8 000 000	200	8 000 000	200
Actions privilégiées, série 8 ³⁾	9 000 000	225	9 000 000	225
Actions privilégiées, série 9 ⁴⁾	10 000 000	250	10 000 000	250
Actions privilégiées, série 10 ⁵⁾	7 100	-	7 100	-
Actions privilégiées, série 11 ⁶⁾	9 992 900	250	9 992 900	250
Actions privilégiées, série 12 ⁷⁾	12 000 000	300	12 000 000	300
Actions privilégiées émises par la Banque	61 000 000	1 525 \$	61 000 000	1 525 \$
Actions privilégiées émises par la Société de placement hypothécaire Scotia ⁸⁾	250 000	250	250 000	250
Total des actions privilégiées	61 250 000	1 775 \$	61 250 000	1 775 \$
Actions ordinaires ⁹⁾ :				
En circulation au début de l'exercice	492 088 772	2 625 \$	489 812 304	2 567 \$
Émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires et autres ¹⁰⁾	1 034 923	35	1 229 071	41
Émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 11b)	1 128 270	18	1 047 397	17
En circulation à la fin de l'exercice ¹⁰⁾ (note 11b)	494 251 965	2 678 \$	492 088 772	2 625 \$
Total du capital-actions		4 453 \$		4 400 \$

- 1) Les actions privilégiées de série 6 à dividende non cumulatif comportent un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,446875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque en totalité ou en partie à compter du 29 octobre 2002, moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 28 avril 2003, chaque action privilégiée de série 6 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 2) Les actions privilégiées de série 7 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,44375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 juillet 2002, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 janvier 2005, chaque action privilégiée de série 7 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 3) Les actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,4375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 janvier 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 juillet 2005, chaque action privilégiée de série 8 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la

Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.

- 4) Les actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,421875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 28 avril 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 octobre 2005, chaque action privilégiée de série 9 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 5) Les actions privilégiées de série 10 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,02 \$. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Banque peut racheter les actions en totalité ou en partie, à leur valeur nominale, à compter du 26 avril 2001, moyennant un paiement en espèces de 10,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et impayés à la date de rachat.
- 6) Les actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende privilégié trimestriel en espèces non cumulatif de 0,375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Banque pourra racheter les actions en totalité ou en partie à compter du 28 janvier 2004 moyennant un paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 janvier 2006, chaque action privilégiée de série 11 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.

- 7) Les actions privilégiées de série 12 à dividende non cumulatif, émises le 14 juillet 1998, donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action. Le premier dividende, payé le 28 octobre 1998, était de 0,381164 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 octobre 2013 à leur valeur nominale moyennant un paiement en espèces de 25,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date du rachat.
- 8) Les actions privilégiées de catégorie A donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 32,85 \$ par action, payable semestriellement, s'il est déclaré et au moment où il le sera. Le premier dividende a été versé le 30 avril 1998. La Société de placement hypothécaire Scotia est une société de placement hypothécaire au sens de la *Loi de l'impôt* sur le revenu fédéral et, à ce titre, les dividendes reçus par un porteur d'actions privilégiées de catégorie A qui réside au Canada seront traités comme des intérêts aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral canadien. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions privilégiées de catégorie A pourront, à compter du 31 octobre 2007, être rachetées en totalité moyennant un paiement en espèces par la Société de placement hypothécaire Scotia ou, au gré de la Banque, être échangées contre des actions ordinaires de la Banque. À compter du 31 octobre 2007, les actions privilégiées de catégorie A seront échangeables au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque, avant la date de l'échange, de racheter au comptant ces actions ou de trouver d'autres acheteurs pour celles-ci. Dans certaines circonstances, les actions privilégiées de catégorie A de la Société de placement hypothécaire Scotia seront échangées d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série Z à dividende non cumulatif de la Banque, lesquelles seront assorties du même taux de dividende et de modalités de rachat similaires.
- 9) À l'assemblée générale annuelle du 27 janvier 1998, les actionnaires ont approuvé la proposition de diviser les actions ordinaires de la Banque à raison de deux pour une. La division d'actions est entrée en vigueur, à la fermeture des bureaux, le 12 février 1998, date de clôture des registres pour la division d'actions. Le nombre d'actions et les montants par action ont été redressés avec effet rétroactif comme il se doit dans les présents états financiers.
- 10) Au 31 octobre 1999, un total de 13 676 506 actions ordinaires ont été réservées pour émission future aux termes du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires.

b) Régime d'options d'achat d'actions

Aux termes du Régime d'options d'achat d'actions, des options visant l'achat d'actions ordinaires peuvent être octroyées à certains employés. Le prix de levée ne doit pas être inférieur au cours de clôture des actions ordinaires à la Bourse de Toronto le dernier jour de bourse précédant la date de l'octroi. Les droits à ces options s'acquièrent sur une période de quatre ans et celles-ci peuvent être levées au plus tard 10 ans après la date d'octroi. Les options d'achat d'actions non levées ont des prix de levées variant de 13,25 \$ à 35,10 \$ et la moyenne pondérée de leur durée de vie contractuelle restante est de 7,6 ans. Ces options expirent entre le 3 juin 2004 et le 3 septembre 2009.

Voici un sommaire des activités intervenues dans les options d'achat d'actions de la Banque :

	1999		1998 ¹⁾		1997 ¹⁾	
	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
<i>Au 31 octobre</i>						
Non levées au début de l'exercice	17 895	23,81 \$	13 915	18,91 \$	11 354	14,90 \$
Octroyées	5 904	31,64	5 259	35,10	4 880	26,05
Levées	(1 128)	15,85	(1 047)	16,26	(1 981)	14,06
Confisquées	(222)	21,87	(232)	20,20	(338)	15,65
Non levées à la fin de l'exercice	22 449	26,29 \$	17 895	23,81 \$	13 915	18,91 \$
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	9 260	20,35 \$	6 363	16,83 \$	3 507	14,68 \$
Réservées pour octroi	22 205		2 887		7 915	

12. Impôts sur le revenu

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997
Les impôts sur le revenu présentés dans les états financiers s'établissent comme suit :			
État consolidé des revenus	867 \$	762 \$	758 \$
Bénéfices non répartis :			
Impôts sur le revenu résultant :			
des gains et pertes de change non réalisés	13	(63)	(32)
des frais d'émission et de rachat d'actions	-	(3)	(3)
de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts (note 20)	(236)	-	-
Total des impôts sur le revenu	644 \$	696 \$	723 \$
Les impôts sur le revenu exigibles et reportés s'établissent comme suit :			
Impôts sur le revenu exigibles :			
Canada			
Fédéral	300 \$	315 \$	323 \$
Provincial	232	183	135
Étranger	361	353	259
	893	851	717
Impôts sur le revenu reportés :			
Canada			
Fédéral	(171)	(134)	12
Provincial	(86)	(16)	(3)
Étranger	8	(5)	(3)
	(249)	(155)	6
Total des impôts sur le revenu	644 \$	696 \$	723 \$

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999		1998		1997
L'impôt sur le revenu figurant dans l'état consolidé des revenus ne correspond pas au montant que l'on aurait obtenu en appliquant le taux combiné d'impôt sur le revenu fédéral et provincial réglementaire pour les raisons suivantes :					
Impôts sur le revenu au taux réglementaire	1 055 \$	42,8 %	939 \$	42,8 %	989 \$
Augmentation (diminution) des impôts sur le revenu imputable aux éléments suivants :					
Revenu des filiales, sociétés associées et succursales étrangères assujetti à un taux d'imposition moyen inférieur	(164)	(6,6)	(173)	(7,8)	(128)
Revenu non imposable provenant de valeurs mobilières	(74)	(3,0)	(66)	(3,0)	(59)
Autres, montant net	50	2,0	62	2,8	(44)
Total des impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	867 \$¹⁾	35,2 %¹⁾	762 \$	34,8 %	758 \$
					32,9 %

1) Si l'augmentation de la provision générale dont il est question à la note 20 avait été imputée aux résultats, le total des impôts sur le revenu aurait été de 631 \$ et le taux d'imposition effectif aurait été de 33,0 %.

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998
L'incidence fiscale des écarts temporaires donnant lieu à l'actif net d'impôts sur le revenu reportés figurant dans les Autres éléments d'actif s'établit comme suit :		
Actif d'impôts reportés :		
Provision pour créances irrécouvrables	647 \$	520 \$
Revenu reporté	105	93
Valeurs mobilières	128	25
Autre	382	390
	1 262	1 028
Passif d'impôts reportés :		
Locaux et matériel	69	77
Caisse de retraite	165	176
Autre	82	78
	316	331
Actif net d'impôts reportés	946 \$	697 \$

La Banque est pratiquement certaine de voir se matérialiser l'actif net d'impôts reportés par le truchement du renversement futur du sens des écarts temporaires.

13. Régimes de retraite

La Banque administre plusieurs régimes de retraite au nom de ses employés. La dernière évaluation actuarielle a été préparée en date du 1^{er} novembre 1998. L'actif total de la caisse de retraite au 31 octobre 1999 s'élevait à 2 724 millions de dollars (2 544 mil-

lions de dollars en 1998). La valeur actuarielle des prestations de retraite constituées au titre des services rendus jusqu'au 31 octobre 1999 était d'environ 2 156 millions de dollars (2 041 millions de dollars en 1998).

14. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Banque offre à des sociétés associées les services bancaires habituels à des

conditions analogues à celles qui s'appliquent à des tiers.

15. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en cinq unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales, Clientèle grandes entreprises, Marchés des capitaux Scotia et Trésorerie de groupe.

La division Opérations canadiennes fournit un vaste étalage de services bancaires du type Clientèles privée et commerciale par l'intermédiaire de ses succursales et de ses circuits de distribution électronique tant aux particuliers qu'aux petites et moyennes entreprises canadiennes. Les services de détail se composent de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires, de services de cartes de débit et de crédit, d'opérations sur comptes de dépôt dans des comptes d'épargne, de chèque et de retraite, de services de fiducie personnelle, d'opérations dans des sociétés de placement à capital variable et de services d'opérations. Outre les services de crédit, les clients de la division commerciale bénéficient de services de dépôt et de gestion de trésorerie.

La division Opérations internationales fournit des services bancaires de détail et des services commerciaux dans plus de 50 pays par l'intermédiaire de ses succursales, filiales et sociétés étrangères affiliées. Les produits et services offerts sont généralement les mêmes que ceux de la division Opérations canadiennes.

La division Clientèle Grandes entreprises assure la gestion des relations que la Banque entretient dans le monde entier avec des sociétés et des institutions d'envergure ainsi qu'avec des administrations publiques de pays importants. Par l'entremise de cette division, une vaste gamme de services de crédit et de services connexes est mise à la disposition de notre clientèle dans le monde entier.

La division Marchés des capitaux Scotia est en somme une banque d'investissement intégrée qui veille à combler les besoins de sa clientèle en matière de services sur les marchés financiers et en matière de gestion des risques. On retrouve parmi les services offerts le placement de titres (obligations et actions), change de devises, produits dérivés, services de courtage au détail et services consultatifs financiers. De même, elle opère des

activités de négociation pour son propre compte et gère le financement à court terme de la Banque.

Au cours du prochain exercice, la Banque intégrera les activités de Clientèle grandes entreprises et de Marchés des capitaux Scotia de façon à n'en faire qu'une seule unité d'exploitation fonctionnant sous la raison sociale de Scotia Capitaux.

La division Trésorerie de groupe gère les besoins en liquidités ainsi que le financement à moyen et à long terme de la Banque, de même que son portefeuille de placement en valeurs mobilières.

Les résultats de ces divisions se fondent sur les systèmes de rapports financiers internes de la Banque. Les conventions comptables qu'appliquent ces divisions sont généralement les mêmes que celles qui sont suivies dans la préparation des états financiers consolidés, ainsi qu'il en est fait mention à la note 1. La seule différence significative en matière de mesure comptable revient à la majoration du revenu net d'intérêts exempt d'impôts pour le porter à une valeur analogue à celle qu'il aurait avant impôts dans le cas des divisions en cause.

Les Redressements du siège social comprennent l'élimination du revenu exempt d'impôts compris dans le revenu net d'intérêts de la division ainsi que les charges au titre de la provision pour impôts sur le revenu et de la provision générale inscrites dans le compte Provision pour pertes sur prêts, et certains frais de restructuration imputés au compte Autres frais autres que d'intérêts. Il y a en outre d'autres postes se rapportant au siège social qui ne sont pas ventilés à une division.

A cause de la complexité de la Banque, il a fallu recourir à diverses estimations et à diverses méthodes de ventilation dans la préparation des renseignements financiers afférents aux divisions. Les éléments d'actif et de passif sont établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros, et les charges du siège social sont réparties entre chacune des divisions en fonction de l'utilisation. De même le capital est réparti entre les divisions selon une méthode établie en fonction du risque. Les opérations conclues entre les divisions sont inscrites dans les résultats de chacune d'elles comme si elles avaient été conclues avec un tiers et, de ce fait, sont éliminées de la consolidation.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999

A) Revenu sectoriel <i>(en millions de dollars)</i> <i>Selon la matière imposable</i>	Opérations canadiennes	Opérations internationales	Clientèle grandes entreprises	Marchés des capitaux Scotia	Trésorerie de groupe	Redressements du siège social¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 608 \$	1 095 \$	944 \$	292 \$	57 \$	(324) \$	4 672 \$
Provision pour pertes sur prêts	(233)	(115)	(136)	(1)	-	(150) ²⁾	(635) ²⁾
Autres revenus	1 176	422	453	837	341	(46)	3 183
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 551	1 402	1 261	1 128	398	(520)	7 220
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(161)	(47)	(6)	(25)	(2)	(36)	(277)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 371)	(844)	(261)	(830)	(52)	(121)	(4 479)
Revenu avant ce qui suit :	1 019	511	994	273	344	(677)	2 464
Provision pour impôts sur le revenu	(409)	(160)	(390)	(117)	(132)	341	(867)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	-	(46)	-	-	-	-	(46)
Revenu net	610 \$	305 \$	604 \$	156 \$	212 \$	(336) \$²⁾	1 551 \$²⁾
B) Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>							
Total de l'actif moyen	80 \$	27 \$	44 \$	54 \$	15 \$	9 \$	229 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998

A) Revenu sectoriel

(en millions de dollars) Selon la matière imposable	Opérations canadiennes	Opérations internationales	Clientèle grandes entreprises	Marchés des capitaux Scotia	Trésorerie de groupe	Redressements du siège social ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 739 \$	1 012 \$	687 \$	207 \$	27 \$	(295) \$	4 377 \$
Provision pour pertes sur prêts	(296)	(155)	(42)	(2)	—	(100)	(595)
Autres revenus	963	352	389	796	252	106	2 858
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 406	1 209	1 034	1 001	279	(289)	6 640
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(136)	(39)	(9)	(23)	(1)	(40)	(248)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 249)	(693)	(323)	(844)	(54)	(35)	(4 198)
Revenu avant ce qui suit :	1 021	477	702	134	224	(364)	2 194
Provision pour impôts sur le revenu	(416)	(184)	(271)	(60)	(80)	249	(762)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	(38)	—	—	—	—	(38)
Revenu net	605 \$	255 \$	431 \$	74 \$	144 \$	(115) \$	1 394 \$
B) Actif moyen (en milliards de dollars)							
Total de l'actif moyen	78 \$	24 \$	39 \$	50 \$	14 \$	9 \$	214 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1997

A) Revenu sectoriel

(en millions de dollars) Selon la matière imposable	Opérations canadiennes	Opérations internationales	Clientèle grandes entreprises	Marchés des capitaux Scotia	Trésorerie de groupe	Redressements du siège social ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 277 \$	763 \$	502 \$	207 \$	102 \$	(134) \$	3 717 \$
Provision pour pertes sur prêts	(227)	326	46	—	—	(180)	(35)
Autres revenus	787	201	355	757	415	168	2 683
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 837	1 290	903	964	517	(146)	6 365
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(108)	(24)	(11)	(23)	(1)	(50)	(217)
Autres frais autres que d'intérêts	(1 826)	(495)	(297)	(736)	(34)	(454)	(3 842)
Revenu avant ce qui suit :	903	771	595	205	482	(650)	2 306
Provision pour impôts sur le revenu	(383)	(303)	(238)	(91)	(195)	452	(758)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	(34)	—	—	—	—	(34)
Revenu net	520 \$	434 \$	357 \$	114 \$	287 \$	(198) \$	1 514 \$
B) Actif moyen (en milliards de dollars)							
Total de l'actif moyen	62 \$	18 \$	33 \$	44 \$	12 \$	10 \$	179 \$

- 1) Les montants importants inscrits sous la rubrique Redressements du siège social se composent de ce qui suit :
 - a) Élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu net d'intérêts et la provision pour impôts sur le revenu de 163 \$ en 1999, 129 \$ en 1998 et 103 \$ en 1997.
 - b) Augmentation de la provision générale déclarée dans la provision pour pertes sur prêts de 150 \$ en 1999 (note 20), de 100 \$ en 1998 et de 175 \$ en 1997.
 - c) Provision pour frais de restructuration de Trustco National inc. déclarée dans Autres frais autres que d'intérêts de 250 \$ en 1997.
- 2) Se reporter à la note 20 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis.

Le tableau suivant présente un résumé des résultats financiers de la Banque par secteur géographique. Les revenus et frais qui n'ont pas été réaffectés à des secteurs d'activité d'exploitation bien précis sont pris en compte dans le compte Redressements du siège social.

Secteur géographique¹⁾

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 (en millions de dollars)</i>	Canada	États-Unis	Autres pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	2 919 \$	582 \$	1 345 \$	4 846 \$
Provision pour pertes sur prêts	(147)	(229)	(109)	(485)
Autres revenus	2 209	456	564	3 229
Frais autres que d'intérêts	(3 307)	(236)	(1 056)	(4 599)
Provision pour impôts sur le revenu	(593)	(230)	(235)	(1 058)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(46)	(46)
Revenu	1 081 \$	343 \$	463 \$	1 887 \$
Redressements du siège social				(336) ²⁾
Revenu net				1 551 \$²⁾
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	129 \$	37 \$	54 \$	220 \$
Redressements du siège social				9
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				229 \$
<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998 (en millions de dollars)</i>	Canada	États-Unis	Autres pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	2 962 \$	403 \$	1 149 \$	4 514 \$
Provision pour pertes sur prêts	(297)	(55)	(143)	(495)
Autres revenus	1 840	412	500	2 752
Frais autres que d'intérêts	(3 213)	(238)	(920)	(4 371)
Provision pour impôts sur le revenu	(454)	(211)	(188)	(853)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(38)	(38)
Revenu	838 \$	311 \$	360 \$	1 509 \$
Redressements du siège social				(115)
Revenu net				1 394 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	127 \$	30 \$	48 \$	205 \$
Redressements du siège social				9
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				214 \$
<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1997 (en millions de dollars)</i>	Canada	États-Unis	Autres pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	2 561 \$	287 \$	877 \$	3 725 \$
Provision pour pertes sur prêts	(204)	12	337	145
Autres revenus	1 756	485	274	2 515
Frais autres que d'intérêts	(2 689)	(204)	(662)	(3 555)
Provision pour impôts sur le revenu	(548)	(244)	(292)	(1 084)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(34)	(34)
Revenu	876 \$	336 \$	500 \$	1 712 \$
Redressements du siège social				(198)
Revenu net				1 514 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	106 \$	24 \$	39 \$	169 \$
Redressements du siège social				10
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				179 \$

- 1) Les revenus sont attribués aux pays en fonction de l'endroit où les services sont rendus ou que les éléments d'actif sont inscrits.
 2) Se reporter à la note 20 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis.

16. Engagements et passif éventuel

a) Engagements de crédit indirects

Dans le cours normal des activités, divers engagements de crédit indirects sont en cours et ne sont pas reflétés dans les états financiers consolidés. Ces engagements peuvent prendre diverses formes, notamment :

- des garanties et lettres de crédit de soutien, qui représentent un engagement irrévocable d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait respecter ses obligations financières ou ses engagements contractuels;
- des lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales, en vertu desquelles la Banque s'engage à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités;

- des engagements de crédit, qui représentent une promesse de la Banque de rendre disponible, à certaines conditions, un crédit, soit sous forme de prêt ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés;
- le prêt de valeurs mobilières lorsque la Banque, à titre de mandataire, consent à prêter à un tiers des valeurs mobilières appartenant à un client. L'emprunteur doit garantir le prêt en tout temps, par l'affectation de biens suffisants. La Banque dégage le client de toute responsabilité quant au risque de crédit en cas de défaut de l'emprunteur de remettre les valeurs mobilières prêtées.

Ces instruments financiers sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque.

Le tableau ci-dessous donne une répartition détaillée des engagements de crédit indirects hors bilan de la Banque, représentés par les montants contractuels des engagements ou contrats s'y rattachant. On ne s'attend pas à ce que les pertes susceptibles de découler de ces opérations, le cas échéant, soient importantes.

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998
Garanties et lettres de crédit de soutien	10 803 \$	10 285 \$
Lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales	736	1 181
Engagements de crédit :		
Échéance initiale de un an ou moins	71 902	53 587
Échéance initiale de plus de un an	43 060	47 946
Prêts de valeurs mobilières	955	1 451
Total des engagements de crédit indirects hors bilan	127 456 \$	114 450 \$

b) Engagements en vertu de contrats de location

Les engagements futurs minimums au 31 octobre 1999 au titre de la location de bâtiments et de matériel en vertu de contrats à long terme non résiliables sont les suivants :

Pour l'exercice (en millions de dollars)

2000	158 \$
2001	133
2002	111
2003	94
2004	78
2005 et ultérieurement	680
Total	1 254 \$

Les frais de location de bâtiments, déduction faite des revenus de sous-location, qui sont portés dans l'état consolidé des revenus s'élèvent à 187 millions de dollars (172 millions de dollars en 1998; 157 millions de dollars en 1997).

c) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal des activités, des valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif sont transportés en nantissement d'éléments de passif. Le détail des éléments d'actif transportés en nantissement est fourni ci-dessous :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998
Éléments d'actif transportés en nantissement à		
la Banque du Canada ¹⁾	73 \$	65 \$
des administrations publiques et des banques centrales étrangères ¹⁾	1 439	1 070
des systèmes de compensation et de paiement et des dépositaires ¹⁾	290	704
Éléments d'actif transportés en nantissement au titre d'opérations sur instruments dérivés cotés en bourse	89	29
Éléments d'actif donnés en gage à titre de garantie au titre :		
de valeurs mobilières empruntées	4 900	5 275
d'obligations relatives à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	16 781	14 603
de prêts à vue	93	57
d'opérations hors cote sur produits dérivés	70	-
Total	23 735 \$	21 803 \$

1) Comprend les éléments d'actif transportés en nantissement aux fins d'une participation dans des systèmes de compensation et de paiement et des dépositaires ou en vue d'un accès aux installations de banques centrales dans des territoires étrangers.

d) Litiges

La Banque et ses filiales font l'objet d'un certain nombre de poursuites et de procédures judiciaires qui découlent de leurs activités normales. La direction de la Banque croit que le règlement

de ces poursuites et procédures n'aura pas, dans l'ensemble, une incidence importante sur la situation financière de la Banque ni sur les résultats de son exploitation.

e) An 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques existants utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Ces systèmes, s'ils ne sont pas modifiés ou remplacés, risquent d'interpréter une date utilisant « 00 » comme étant l'année 1900 ou une autre date au lieu de l'an 2000. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourraient se faire sentir le 1^{er} janvier 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de la Banque d'exercer normalement ses activités.

En raison de l'incertitude découlant du problème du passage à l'an 2000, il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus et qu'ils n'aurent aucune incidence négative sur la Banque. Par ailleurs, l'incapacité de la part des emprunteurs de la Banque de résoudre entièrement ce problème risque d'entraîner une augmentation des prêts douteux et des provisions pour pertes sur prêts au cours des exercices à venir.

17. Instruments financiers

a) Juste valeur

La juste valeur correspond au montant estimatif de la contrepartie dont conviendraient deux parties informées et consentantes agissant en toute liberté; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché, le cas échéant. Nombre des instruments financiers de la Banque n'ont pas de débouché sur le marché. En conséquence, ces instruments ont été évalués à l'aide d'une technique d'actualisation ou d'une autre méthode d'évaluation et la valeur obtenue n'est pas nécessairement indicatrice du montant réalisable sur règlement immédiat des instruments. En outre, le calcul de la juste valeur estimative se fonde sur la situation du marché à un moment précis et peut ne pas refléter la juste valeur future.

La fluctuation des taux d'intérêt constitue la principale cause de la variation de la juste valeur des instruments financiers de la Banque. La plupart des instruments financiers de la Banque sont comptabilisés au coût historique, qui n'est pas rajusté pour tenir compte des augmentations ou des diminutions de la juste valeur découlant des fluctuations du marché, y compris des fluctuations des taux d'intérêt. La valeur comptable des instruments financiers détenus aux fins de négociation est continuellement rajustée en fonction de la juste valeur.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments financiers et des instruments dérivés figurant au bilan de la Banque, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous. La juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, comme les terrains, les bâtiments et le matériel, n'est pas présentée.

Au 31 octobre (en millions de dollars)				1999			1998		
	Juste valeur		Total	Valeur comptable totale	Favorable/(défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable/(défavorable)	
	Négociation	À d'autres fins							
Actif									
Liquidités	– \$	17 115 \$	17 115 \$	17 115 \$	– \$	22 900 \$	22 900 \$	– \$	
Valeurs mobilières (note 3)	13 939	20 606	34 545	33 969	576 ¹⁾	29 987	29 500	487 ¹⁾	
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	13 921	–	13 921	13 921	–	11 189	11 189	–	
Prêts	–	131 396	131 396	131 938	(542)	140 161	139 293	868	
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	9 163	9 163	9 163	–	8 888	8 888	–	
Autres	–	3 832	3 832	3 832	–	3 273	3 273	–	
Passif									
Dépôts	–	157 015	157 015	156 618	(397)	167 509	166 360	(1 149)	
Acceptations	–	9 163	9 163	9 163	–	8 888	8 888	–	
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	16 781	–	16 781	16 781	–	14 603	14 603	–	
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	2 833	–	2 833	2 833	–	3 121	3 121	–	
Autres	–	10 614	10 614	10 614	–	8 935	8 935	–	
Débentures subordonnées	–	5 261	5 261	5 374	113	5 617	5 482	(135)	
Instruments dérivés (note 18)	(612)	603	(9)	(179) ²⁾	170	296	93 ²⁾	203	

1) Ne comprend pas des pertes réalisées sur valeurs mobilières et reportées de 237 \$ (329 \$ en 1998).

2) Ce montant représente un élément de passif net en 1999 et un élément d'actif net en 1998.

La valeur comptable des actifs et des passifs financiers détenus à des fins autres que la négociation peut excéder leur juste valeur, principalement en raison de la fluctuation des taux d'intérêt. Dans ces cas, la Banque ne ramène pas la valeur comptable des actifs et passifs financiers à leur juste valeur, étant donné qu'elle entend conserver ces éléments jusqu'à leur échéance.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan a été estimée d'après les méthodes et les hypothèses suivantes :

On présume que la juste valeur estimative des liquidités, des actifs acquis en vertu d'ententes de revente, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, des autres éléments d'actif, des obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat, des obligations relatives aux valeurs vendues à découvert, des acceptations et des autres engagements est proche de leur valeur comptable puisqu'il s'agit d'éléments à court terme.

On présume que la juste valeur des valeurs mobilières est égale à leur valeur marchande estimative, comme il est décrit à la note 3. La valeur marchande est établie par référence aux cours du marché lorsqu'ils sont disponibles. S'il n'est pas facile d'obtenir le cours d'une valeur mobilière, on utilise comme référence la cote d'un titre similaire ou d'autres méthodes d'estimation.

La juste valeur estimative des prêts tient compte des variations du niveau général des taux d'intérêt depuis l'établissement des prêts. Les méthodes d'évaluation particulières qui ont été utilisées sont les suivantes :

- pour les prêts aux pays désignés à marché naissant, la juste valeur est établie d'après les cours du marché;
- pour les prêts à taux variable, on présume que la juste valeur est égale à la valeur comptable, car le taux d'intérêt sur ces prêts se rajuste automatiquement en fonction du marché;
- pour tous les autres prêts, la juste valeur est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des prêts comportant des conditions et des risques similaires.

La juste valeur des dépôts payables à vue ou à préavis ou des dépôts à taux variable payables à une date déterminée est présumée être égale à leur valeur comptable. La juste valeur estimative des dépôts à taux fixe payables à une date déterminée est obtenue en actualisant les flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des dépôts comportant des conditions et des risques similaires.

La juste valeur des débentures subordonnées et des engagements de filiales, autres que des dépôts (inclus dans les autres engagements), est déterminée d'après les cours du marché pour des titres de créance comportant des conditions et des risques similaires.

b) Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-après présente un sommaire de la valeur comptable des instruments financiers figurant à l'actif, au passif et aux capitaux propres du bilan et des instruments financiers hors bilan afin d'établir le montant sensible aux variations de taux d'intérêt de la Banque à la date contractuelle d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, selon celle qui est la plus rapprochée. À cette fin, des ajustements sont apportés pour tenir compte des remboursements de prêts hypothécaires et d'autres prêts d'après les tendances historiques et pour reclasser les instruments de négociation de la Banque dans la catégorie des instruments affichant une sensibilité immédiate aux variations de taux d'intérêt.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999						Total
	Sensibilité ¹⁾ immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Insensibilité aux variations de taux d'intérêt	
Liquidités	1 463 \$	10 445 \$	2 970 \$	5 \$	-\$	2 232 \$	17 115 \$
Valeurs détenues aux fins de placement	504	2 427	3 340	5 445	4 817	3 497 ²⁾	20 030
Valeurs détenues aux fins de négociation	648	1 750	946	1 915	2 615	6 065	13 939
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	-	12 720	1 024	177	-	-	13 921
Prêts	23 297	44 168	17 633	44 578	2 409	(147) ³⁾	131 938
Autres éléments d'actif	-	-	-	-	-	25 748 ⁴⁾	25 748
Total de l'actif	25 912	71 510	25 913	52 120	9 841	37 395	222 691
Dépôts	11 364	79 330	36 670	17 501	281	11 472	156 618
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	-	15 763	1 018	-	-	-	16 781
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	-	169	240	516	1 576	332	2 833
Débentures subordonnées	-	-	380	2 551	2 443	-	5 374
Autres engagements	-	-	-	-	-	29 679 ⁴⁾	29 679
Avoir des actionnaires	-	-	-	-	-	11 406 ⁴⁾	11 406
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	11 364	95 262	38 308	20 568	4 300	52 889	222 691
Montant au bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	14 548	(23 752)	(12 395)	31 552	5 541	(15 494)	-
Montant hors bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	-	(6 918)	10 449	(4 974)	1 443	-	-
Montant sensible aux variations de taux d'intérêt, en raison des révisions prévues	14 548	(30 670)	(1 946)	26 578	6 984	(15 494)	-
Redressement en fonction des révisions prévues	1 808	4 908	(418)	(2 936)	(2 065)	(1 297)	-
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	16 356 \$	(25 762) \$	(2 364)\$	23 642 \$	4 919 \$	(16 791)\$	-\$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	16 356	(9 406)	(11 770)	11 872	16 791	-	-
<i>Au 31 octobre 1998</i>							
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	14 536 \$	(26 422)\$	2 285 \$	20 490 \$	3 547 \$	(14 436)\$	-\$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	14 536	(11 886)	(9 601)	10 889	14 436	-	-

- 1) Correspond aux instruments financiers dont le taux d'intérêt varie en même temps que le taux sous-jacent, par exemple les prêts portant intérêt au taux préférentiel.
- 2) Comprend les instruments financiers comme les actions ordinaires, les actions privilégiées sans échéance déterminée et les actions de sociétés associées.
- 3) Comprend les prêts douteux.
- 4) Comprend les instruments non financiers.

Le tableau ci-après donne un aperçu des taux moyens effectifs des instruments financiers sensibles aux variations des taux d'intérêt figurant au bilan selon les dates contractuelles d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, en prenant la date la plus proche. (Ces taux sont présentés avant et après le redressement au titre de l'incidence des instruments dérivés utilisés par la Banque aux fins de la gestion de l'actif et du passif.)

Taux moyens effectifs à la date contractuelle d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, selon la date la plus proche :

Au 31 octobre (%)	1999						Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Liquidités	4,9 %	5,0 %	5,3 %	5,0 %	- %	5,1 %	5,1 %
Valeurs détenues aux fins de placement ²⁾	4,6	9,1	8,0	6,3	5,9	6,9	6,8
Valeurs détenues aux fins de négociation	5,0	4,3	5,2	6,1	6,5	5,6	5,6
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente ³⁾	-	4,9	5,0	5,4	-	4,9	4,9
Prêts ⁴⁾	8,1	7,0	7,4	7,0	7,1	7,2	7,2
Dépôts ³⁾	4,0	4,8	5,3	5,5	5,5	4,9	5,2
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ³⁾	-	4,8	4,9	-	-	4,8	4,8
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	-	4,7	5,1	6,1	6,4	6,1	6,1
Débentures subordonnées ³⁾	-	-	5,8	6,5	6,7	6,5	6,0
1998							
Au 31 octobre (%)	Non redressé						Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Liquidités	5,0 %	5,1 %	5,5 %	5,6 %	- %	5,3 %	5,3 %
Valeurs détenues aux fins de placement ²⁾	6,4	8,0	8,8	7,4	7,1	7,6	7,4
Valeurs détenues aux fins de négociation	5,1	5,0	4,7	4,9	5,5	5,1	5,1
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente ³⁾	-	5,6	8,8	-	-	5,7	5,7
Prêts ⁴⁾	8,0	7,0	7,4	7,3	7,1	7,3	7,3
Dépôts ³⁾	4,1	5,0	5,3	6,0	5,9	5,2	5,3
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ³⁾	-	5,6	6,3	-	-	5,6	5,6
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	-	5,2	4,8	4,7	5,5	5,2	5,2
Débentures subordonnées ³⁾	-	4,3	5,8	6,3	6,7	6,3	6,0

1) Redressé pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés connexes.

2) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision à l'égard des risques-pays, et des taux d'intérêts contractuels ou de dividende déclaré, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Le taux de rendement des valeurs exonérées d'impôt n'a pas été rajusté en fonction du montant imposable équivalent.

3) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable et des taux d'intérêts contractuels.

4) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables, et des taux d'intérêts contractuels, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des revenus reportés.

c) Risque de crédit

Le tableau ci-après présente un sommaire de la répartition sectorielle du risque de crédit entre les entreprises et les administrations publiques avec lesquelles la Banque fait affaire :

Au 30 septembre (en millions de dollars)	1999				1998
	Prêts et acceptations ¹⁾	Garanties et lettres de crédit	Instruments dérivés ²⁾	Total	
Secteur primaire et secteur de la transformation	26 043 \$	3 091 \$	651 \$	29 785 \$	31 438 \$
Secteurs commercial et du marchandisage	27 496	2 851	84	30 431	30 380
Secteur immobilier	4 082	638	27	4 747	4 911
Transports et communications	10 613	1 675	194	12 482	13 899
Banques et autres sociétés de services financiers	7 041	1 502	7 256	15 799	23 067
Administrations publiques et banques centrales à l'étranger	577	282	36	895	1 251
Administrations publiques canadiennes	341	24	1 139	1 504	1 853
Total	76 193 \$	10 063 \$	9 387 \$	95 643 \$	106 799 \$
Provision générale ²⁾				1 131	582
				94 512 \$	106 217 \$

1) Compte non tenu des actifs acquis en vertu d'ententes de revente.

2) Montant du risque de crédit et de la provision générale au 31 octobre.

3) La tranche restante de 169 \$ (18 \$ en 1998) de la provision générale de 1 300 \$ (600 \$ en 1998) s'applique aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

d) Couvertures d'anticipation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque peut décider de couvrir des opérations anticipées comme des revenus et des frais futurs libellés en devises et des campagnes de dépôt

prévues. Aux 31 octobre 1999 et 1998, aucune couverture d'anticipation importante n'était en cours.

18. Instruments dérivés

a) Montants nominaux de référence

Le tableau suivant indique les montants nominaux de référence globaux des instruments dérivés hors bilan non réglés par type et ventilés selon que la Banque les utilise comme instruments de négociation ou de gestion de l'actif et du passif (GAP). Les montants nominaux de référence de ces contrats représentent le volume d'instruments dérivés non réglés et non pas le gain ou la perte éventuel(le) afférent(e) au risque de marché ou au risque de crédit de ces instruments. Le montant nominal de référence représente le montant auquel un taux ou un prix est appliqué dans le but de déterminer les mouvements de fonds à échanger.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999			1998		
	Négociation	GAP	Total	Négociation	GAP	Total
Contrats de taux d'intérêt						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	61 699 \$	18 901 \$	80 600 \$	63 129 \$	14 632 \$	77 761 \$
Options achetées	9 061	–	9 061	8 058	–	8 058
Options vendues	1 883	–	1 883	47	–	47
	72 643	18 901	91 544	71 234	14 632	85 866
Hors bourse :						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	71 348	63 619	134 967	126 571	47 660	174 231
Swaps	414 957	69 470	484 427	462 213	73 332	535 545
Options achetées	21 722	5 904	27 626	40 587	139	40 726
Options vendues	32 899	388	33 287	53 125	304	53 429
	540 926	139 381	680 307	682 496	121 435	803 931
Total	613 569 \$	158 282 \$	771 851 \$	753 730 \$	136 067 \$	889 797 \$
Contrats de change¹⁾						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	2 216 \$	– \$	2 216 \$	1 911 \$	– \$	1 911 \$
Options achetées	278	–	278	108	–	108
Options vendues	11	–	11	56	–	56
	2 505	–	2 505	2 075	–	2 075
Hors bourse :						
Au comptant et à terme	167 624	7 637	175 261	195 321	10 225	205 546
Swaps	33 591	7 328	40 919	28 134	7 295	35 429
Options achetées	6 640	110	6 750	12 200	–	12 200
Options vendues	3 215	110	3 325	9 497	–	9 497
	211 070	15 185	226 255	245 152	17 520	262 672
Total	213 575 \$	15 185 \$	228 760 \$	247 227 \$	17 520 \$	264 747 \$
Autres marchés dérivés²⁾						
Cotés en bourse	6 366 \$	– \$	6 366 \$	5 946 \$	– \$	5 946 \$
Hors bourse	8 185	2 960	11 145	5 931	9 043	14 974
Total	14 551 \$	2 960 \$	17 511 \$	11 877 \$	9 043 \$	20 920 \$
Total des montants nominaux de référence non réglés	841 695 \$	176 427 \$	1 018 122 \$	1 012 834 \$	162 630 \$	1 175 464 \$

1) Comportent les produits dérivés liés à l'or.

2) Composés d'instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

b) Durée à courir d'ici l'échéance

Le tableau suivant présente un résumé de la durée à courir d'ici l'échéance du montant nominal de référence des instruments dérivés de la Banque par type.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	52 390 \$	28 210 \$	– \$	80 600 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	130 105	4 862	–	134 967
Swaps	235 764	202 150	46 513	484 427
Options achetées	20 821	12 578	3 288	36 687
Options vendues	10 553	24 608	9	35 170
	449 633	272 408	49 810	771 851
Contrats de change				
Contrats à terme	2 216	–	–	2 216
Au comptant et à terme	162 023	12 138	1 100	175 261
Swaps	8 008	25 999	6 912	40 919
Options achetées	5 455	1 561	12	7 028
Options vendues	2 162	1 174	–	3 336
	179 864	40 872	8 024	228 760
Autres marchés dérivés				
Total	13 641	3 672	198	17 511
	643 138 \$	316 952 \$	58,032 \$	1 018 122 \$

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1998			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	51 212 \$	26 549 \$	– \$	77 761 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	170 098	4 133	–	174 231
Swaps	254 151	234 943	46 451	535 545
Options achetées	28 788	15 936	4 060	48 784
Options vendues	16 045	37 418	13	53 476
	520 294	318 979	50 524	889 797
Contrats de change				
Contrats à terme	1 911	–	–	1 911
Au comptant et à terme	191 882	12 824	840	205 546
Swaps	7 571	20 823	7 035	35 429
Options achetées	10 238	2 070	–	12 308
Options vendues	7 916	1 637	–	9 553
	219 518	37 354	7 875	264 747
Autres marchés dérivés				
Total	17 908	2 977	35	20 920
	757 720 \$	359 310 \$	58 434 \$	1 175 464 \$

c) Risque de crédit

Tout comme les éléments d'actif du bilan, les instruments dérivés sont exposés au risque de crédit, qui découle de la possibilité que les contreparties manquent à leurs obligations envers la Banque. Toutefois, bien que le risque de crédit relatif aux éléments d'actif du bilan corresponde au montant du capital, déduction faite de toute provision pour créances irrécouvrables applicable, le risque de crédit associé aux instruments dérivés ne correspond normalement qu'à une faible fraction du montant nominal de référence de l'instrument dérivé. Les marchés dérivés n'exposent la Banque au risque de pertes sur prêts que si les variations des taux du marché influent négativement sur la position d'une contrepartie et que celle-ci manque à ses paiements. En conséquence, le risque de crédit associé aux instruments dérivés correspond à la juste valeur positive de l'instrument.

Les instruments dérivés négociés hors bourse présentent souvent un risque de crédit plus élevé que les instruments négociés en bourse. La variation nette de la valeur des contrats négo-

ciés en bourse est normalement réglée chaque jour en espèces. Les parties à ces contrats consultent la bourse pour connaître le rendement du contrat.

La Banque s'efforce de limiter le risque de crédit en négociant avec des contreparties qu'elle considère solvables et elle gère le risque de crédit relatif aux instruments dérivés en appliquant le même processus d'évaluation et de gestion du risque de crédit que pour les éléments d'actif du bilan.

La Banque recherche activement des moyens de réduire le risque de pertes sur prêts lié aux opérations sur les instruments dérivés. À cette fin, elle conclut notamment des accords généraux de compensation avec les contreparties. Le risque de crédit associé aux contrats favorables faisant l'objet d'un accord général de compensation n'est éliminé que dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie seront réglés après la réalisation des contrats favorables.

Le tableau suivant indique l'exposition de la Banque au risque de crédit associé aux instruments dérivés. Le montant exposé au risque de crédit (MERC) représente le coût de remplacement estimatif ou la juste valeur positive pour tous les contrats, compte non tenu de l'incidence de tout accord général de compensation ou de garantie conclu. Le MERC ne reflète pas les pertes réelles ou prévues.

Le risque de crédit équivalent (RCÉ) est le MERC auquel on ajoute un montant au titre du risque de crédit éventuel. Ce montant est obtenu à partir d'une formule prescrite par le surintendant dans sa ligne directrice sur la suffisance des capitaux propres. Le solde pondéré en fonction du risque correspond au RCÉ multiplié par les facteurs de risque de contrepartie énoncés dans cette ligne directrice.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Montant nominal de référence	Montant exposé au risque de crédit (MERC)a)	Risque de crédit éventuel b)	Risque de crédit équivalent (RCÉ) a) + b)	Solde pondéré en fonction du risque	1999	1998
						Montant exposé au risque de crédit (MERC)	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt							
Contrats à terme	80 600 \$	– \$	– \$	– \$	–\$	– \$	– \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	134 967	81	24	105	21	195	42
Swaps	484 427	4 945	1 706	6 651	1 277	8 752	2 202
Options achetées	36 687	228	112	340	75	380	133
Options vendues	35 170	–	–	–	–	–	–
	771 851	5 254	1 842	7 096	1 373	9 327	2 377
Contrats de change							
Contrats à terme	2 216	–	–	–	–	–	–
Contrats de garantie de taux d'intérêt	175 261	2 189	2 086	4 275	1 201	3 803	1 700
Swaps	40 919	1 033	1 898	2 931	528	1 410	497
Options achetées	7 028	223	133	356	77	471	222
Options vendues	3 336	–	–	–	–	–	–
	228 760	3 445	4 117	7 562	1 806	5 684	2 419
Autres marchés dérivés							
Total des instruments dérivés	17 511	688	1 301	1 989	586	653	567
	<u>1 018 122 \$</u>	<u>9 387 \$</u>	<u>7 260 \$</u>	<u>16 647 \$</u>	<u>3 765 \$</u>	<u>15 664 \$</u>	<u>5 363 \$</u>
Moins : incidence des accords généraux de compensation		<u>3 668</u>			<u>1 215</u>	<u>5 357</u>	<u>1 573</u>
Total		<u>5 719 \$</u>			<u>2 550 \$</u>	<u>10 307 \$</u>	<u>3 790 \$</u>

d) Juste valeur

La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse se fonde sur les cours du marché, tandis que la juste valeur des instruments dérivés hors bourse est obtenue à partir de techniques de modélisation qui tiennent compte des prix actuelle-

ment pratiqués sur le marché, des prix contractuels des instruments sous-jacents, ainsi que de la valeur-temps et de la courbe de rendement ou de la volatilité de la position sous-jacente.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments dérivés par type, ventilés selon que la Banque les utilise aux fins de négociation ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif (GAP).

Au 31 octobre (en millions de dollars)	1999		1998	
	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable
Négociation				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux d'intérêt	47 \$	54 \$	165 \$	149 \$
Swaps	4 246	3 908	7 465	6 913
Options	227	283	378	432
	4 520	4 245	8 008	7 494
Contrats de change				
Contrats à terme	2 109	1 887	3 680	3 085
Swaps	835	1 767	1 059	2 979
Options	223	226	471	258
	3 167	3 880	5 210	6 322
Autres marchés dérivés				
Juste valeur totale – négociation	352	526	457	544
	8 039 \$	8 651 \$	13 675 \$	14 360 \$
GAP¹⁾				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux d'intérêt	34 \$	18 \$	30 \$	48 \$
Swaps	699	469	1 287	531
Options	1	8	2	12
	734	495	1 319	591
Contrats de change				
Contrats à terme	80	103	123	283
Swaps	198	132	351	131
Options	–	2	–	–
	278	237	474	414
Autres marchés dérivés				
Juste valeur totale – GAP	336	13	196	3
	1 348 \$	745 \$	1 989 \$	1 008 \$
Juste valeur totale avant l'incidence des accords généraux de compensation, montant brut				
	9 387 \$	9 396 \$	15 664 \$	15 368 \$
Moins : incidence des accords généraux de compensation	3 668	3 668	5 357	5 357
Total	5 719 \$	5 728 \$	10 307 \$	10 011 \$

1) La juste valeur de ces instruments dérivés neutralise en partie les variations de la juste valeur des instruments financiers connexes figurant au bilan.

19. Acquisition de Trustco National inc.

Le 14 août 1997, la Banque a acquis 95 % des actions ordinaires de Trustco National inc. Une part supplémentaire de 1 % a été acquise en septembre 1997. La contrepartie versée pour ces acquisitions a totalisé 1 205 millions de dollars, financée comme suit : un paiement en espèces de 870 millions de dollars et l'émission de 11 364 334 actions ordinaires de la Banque dont la valeur attribuée s'établit à 335 millions de dollars. Avant le 14 août 1997, la Banque détenait 4 % des actions ordinaires de Trustco National inc. dont la valeur comptable s'établissait à 31 millions de dollars.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Un écart d'acquisition de 124 millions de dollars a été constaté et il est amorti selon la méthode linéaire sur une période de 20 ans.

Par suite de l'acquisition de Trustco National inc., la Banque a établi qu'il était nécessaire de restructurer les activités regroupées. Par conséquent, des plans de restructuration ont été dressés et ils comportent une description détaillée des mesures à prendre et des frais estimatifs à engager. Ces frais, estimés à 250 millions de dollars, comprennent les coûts liés aux fermetures et fusions de succursales et de bureaux, les indemnités de départ du personnel et d'autres éléments connexes. Au cours de 1999, la Banque ayant terminé son examen des coûts nécessaires au parachèvement de l'intégration de Trustco National inc. a effectué une écriture de contrepassation de 20 millions de dollars. Au 31 octobre 1999, une tranche de 104 millions de dollars de ces frais de restructuration n'avait pas encore été engagée.

20. Provision générale

a) Modification des estimations

La Banque constitue une provision générale pour tenir compte des pertes qui se sont produites à la date du bilan, mais qui n'ont pas encore été reliées à un élément particulier. L'expérience montre qu'il y a un décalage entre le moment où se produit une perte, c'est-à-dire celui où il se produit un événement qui compromet la capacité d'un emprunteur à rembourser l'intérêt ou le capital d'un emprunt, et le moment où la Banque est en mesure de découvrir cet événement.

Au cours du quatrième trimestre, la Banque a revisé sa méthode d'établissement de la provision générale. Selon l'ancienne méthode, il était présumé que les pertes subies sur un crédit donné deviendraient normalement apparentes dans un délai d'un an, et que, par conséquent, des provisions spécifiques pour pertes sur prêts seraient comptabilisées à l'intérieur de ce délai. La nouvelle méthode, élaborée d'après l'expérience de la Banque, tient compte du fait que les pertes subies par celle-ci ne deviennent apparentes qu'après une plus longue période et que la période à courir jusqu'à l'échéance donne une meilleure idée de cette plus

longue période. Le changement de méthodologie a entraîné un accroissement extraordinaire de 550 millions de dollars de la provision générale, qui a atteint 1 300 millions de dollars. Le surintendant a prescrit que ce redressement extraordinaire de la provision pour pertes sur prêts, déduction faite des impôts sur le revenu s'y rapportant, soit traité comme une charge aux bénéfices non répartis, sans redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

En 1999, la Banque a augmenté la provision générale de 700 millions de dollars (100 millions de dollars en 1998; 175 millions de dollars en 1997), dont une tranche de 150 millions de dollars (100 millions de dollars en 1998; 175 millions de dollars en 1997) a été imputée à la provision pour perte sur prêts à l'état consolidé des revenus du premier trimestre. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné ci-haut, la tranche restante de 550 millions de dollars a été imputée directement aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts sur le revenu s'y rapportant de 236 millions de dollars. Ce traitement n'est pas conforme aux PCGR.

b) Incidence sur les états financiers consolidés dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada

Comme il est indiqué à la note 20 a), le surintendant a prescrit que l'augmentation de 550 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur prêts découlant de la modification des estimations indiquée ci-dessus soit inscrite comme une charge directement aux bénéfices non répartis, déduction faite des

impôts sur le revenu s'y rapportant de 236 millions de dollars. Si l'augmentation avait été inscrite conformément aux PCGR, elle aurait été imputée à la Provision pour pertes sur prêts à l'état consolidé des revenus et ses effets sur les états financiers consolidés auraient été les suivants :

État consolidé des revenus

Le tableau qui suit présente un sommaire de ce qui se serait produit dans le cas de certains éléments de l'état des revenus, si l'augmentation de la provision générale avait été déclarée selon les PCGR :

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	<i>Tel que déclaré</i>	<i>Selon les PCGR</i>
Provision pour pertes sur prêts	635 \$	1 185 \$
Revenu d'intérêts net après la provision pour pertes sur prêts	4 037	3 487
Revenu d'intérêts et autres revenus	7 220	6 670
Revenu avant les impôts sur le revenu et la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 464	1 914
Provision pour impôts sur le revenu	867	631
Revenu net	1 551	1 237
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	1 443	1 129
Revenu net par action ordinaire	2,93 \$	2,29 \$

Filiales¹⁾

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Valeur comptable des actions détenues par la Banque et ses filiales ²⁾ (en millions de dollars)
Ahorromet Scotiabank, S.A. (53 %) Ahorromet Valores, S.A.	San Salvador, El Salvador	31 \$
BNS International (Hong Kong) Limited	Hong-Kong, Chine	6 \$
BNS Investments Inc. Les Immeubles Banque de Nouvelle-Écosse Inc. Kings Place II Limited Immeubles Scotia Québec Société de gestion immobilière Scotia Limitée Compagnie Montréal Trust Compagnie Montréal Trust du Canada MTCC Security Agent Corporation Corporation MontroServices e-Scotia.com Inc. Scotia Holdings (US) Inc. The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York American Securities Transfer & Trust, Inc. Scotiabanc Inc. Scotia Merchant Capital (US) Inc. Scotia Merchant Capital Corporation	Toronto (Ontario) Montréal (Québec) Toronto (Ontario) Montréal (Québec) Toronto (Ontario) Atlanta (Géorgie) New York (New York) Denver, Colorado Atlanta (Géorgie) Atlanta (Géorgie) Toronto (Ontario)	2 351 \$
The Bank of Nova Scotia Berhad	Kuala Lumpur, Malaisie	90 \$
The Bank of Nova Scotia International Limited BNS International (Barbados) Limited BNS Pacific Limited Scotia Finance Private Limited The Bank of Nova Scotia Asia Limited The Bank of Nova Scotia Channel Islands Limited The Bank of Nova Scotia Trust Company Channel Islands Limited The Bank of Nova Scotia Trust Company (Bahamas) Limited The Bank of Nova Scotia Trust Company (Cayman) Limited Scotiabank (Asia) Limited Scotiabank (Ireland) Limited Scotia Insurance (Barbados) Limited Scotia Realty Bahamas Limited Scotia Realty Cayman Limited Scotia Subsidiaries Limited Scotiabank (Bahamas) Ltd. Scotiabank (British Virgin Islands) Limited Scotiabank (Cayman Islands) Limited	Nassau, Bahamas Warrens, Barbade Port Louis, Maurice New Delhi, Inde Singapour Jersey, Îles Anglo-Normandes Nassau, Bahamas Grande Caïman, Îles Caïmanes Hong-Kong, Chine Dublin, Irlande Warrens, Barbade Nassau, Bahamas Grande Caïman, Îles Caïmanes Nassau, Bahamas Road Town, Tortola, Îles Vierges Grande Caïman, Îles Caïmanes	4 736 \$
The Bank of Nova Scotia Jamaica Limited (70 %) Scotiabank Jamaica Trust & Merchant Bank Limited Scotia Jamaica Building Society Scotia Jamaica Insurance Agency Limited Scotia Jamaica Life Insurance Company	Kingston, Jamaïque	183 \$
The Bank of Nova Scotia Trust Company (Caribbean) Limited	Bridgetown, Barbade	3 \$

- 1) *Sauf indication contraire, la Banque détient 100 % des actions comportant droit de vote en circulation de chaque filiale. La liste exclut les filiales inactives.*
- 2) *Les participations détenues en monnaies étrangères ont été converties en dollars canadiens d'après les cours de clôture des dévises au 31 octobre 1999.*
- 3) *La valeur comptable des actions détenues par la Banque et ses filiales est inférieure à un million de dollars.*
- 4) *Société associée sous contrôle effectif de la Banque.*
- 5) *Anciennement ScotiaMcLeod Inc.*
- 6) *Anciennement Scotia Capital Markets (USA) Inc.*

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Valeur comptable des actions détenues par la Banque et ses filiales ²⁾ (en millions de dollars)
Boracay Limited	Hong-Kong, Chine	1 \$
KBI Investment Fund Inc.	Toronto (Ontario)	– \$ ³⁾
Kings Place Operations Ltd. (53 %)	Fredericton (Nouveau-Brunswick)	– \$ ³⁾
Market Square Leaseholds Ltd.	Saint John (Nouveau-Brunswick)	– \$ ³⁾
La compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada	Toronto (Ontario)	322 \$
Trustco National inc. La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse Compagnie Trust National Société d'hypothèques Victoria et Grey National Trust and Banking Corporation (Caribbean) Limited	Toronto (Ontario) Grande Caïman, Îles Caïmanes	1 150 \$
Nova Scotia Inversiones Limitada	Santiago, Chili	49 \$
RoyNat Inc. RoyNat Capital Inc. Roydolco Inc. RoyNat Management Inc.	Toronto (Ontario)	18 \$
Gestion de placements Scotia Cassels Limitée	Toronto (Ontario)	35 \$
Scotia Générale, Compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	173 \$
Scotia International Limited Corporacion Mercabanc de Costa Rica, S.A. Grupo BNS de Costa Rica, S.A. Scotiabank de Costa Rica, S.A. ScotiaValores Puesto de Bolsa, S.A.	Nassau, Bahamas San Jose, Costa Rica	614 \$
Scotiabank Anguilla Limited Scotiabank Quilmes, S.A. Scotia Mercantile Bank	The Valley, Anguilla Buenos Aires, Argentine Grande Caïman, Îles Caïmanes	
ScotiaVie, Compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	28 \$
Société hypothécaire Scotia	Toronto (Ontario)	250 \$
Société de placement hypothécaire Scotia	St. John's (Terre-Neuve)	61 \$
Scotia Realty Antilles N.V.	Saint-Martin, Antilles néerlandaises	3 \$
Placements Scotia Inc. Scotia Financial Planning Inc. Courtage Réduit Scotia Inc.. SSI Funding Company SSIF, L.L.C.	Toronto (Ontario) Wilmington, Delaware	351 \$
Scotiabank de Puerto Rico	Hato Rey, Puerto Rico	205 \$
Scotiabank Europe plc	Londres, Angleterre	946 \$
Scotiabank Trinidad and Tobago Limited ⁴⁾ (47 %) Scotiatriust and Merchant Bank Trinidad and Tobago Limited	Port of Spain, Trinité-et-Tobago	58 \$
ScotiaMcLeod Corporation ScotiaMcLeod Holdings Inc. Scotia Capital Inc. ⁵⁾ Scotia Capital (USA) Inc. ⁶⁾ ScotiaMcLeod Financial Services Inc.	Toronto (Ontario) New York (New York) Toronto (Ontario) Sydney, Australie	335 \$
ScotiaMocatta (Australia) Pty Ltd.	Sydney, Australie	
ScotiaMocatta Depository Corporation	New York (New York)	3 \$
ScotiaMocatta Limited	Londres, Angleterre	15 \$
Scotia Participações e Serviços Ltda.	Sao Paulo, Brésil	1 \$
Tour Scotia Ltée (50 %)	Montréal (Québec)	– \$ ³⁾

Statistiques des onze derniers exercices

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 944 \$	2 360 \$	1 058 \$	1 485 \$
Dépôts à d'autres banques	15 171	20 540	17 116	13 252
Chèques et autres effets en circulation, montant net	-	-	-	-
	17 115	22 900	18 174	14 737
Valeurs mobilières				
Placement	20 030	17 392	17 091	15 835
Négociation	13 939	12 108	10 908	10 070
	33 969	29 500	27 999	25 905
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente				
	13 921	11 189	8 520	9 112
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 861	45 818	41 647	30 653
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	16 396	18 574	17 668	16 718
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	67 681	74 901	57 904	48 953
	131 938	139 293	117 219	96 324
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 163	8 888	7 575	5 945
Terrains, bâtiments et matériel	1 681	1 759	1 716	1 523
Autres éléments d'actif	14 904	20 059	13 950	11 755
	25 748	30 706	23 241	19 223
	222 691 \$	233 588 \$	195 153 \$	165 301 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	65 715 \$	62 656 \$	59 239 \$	47 768
Entreprises et administrations publiques	64 070	70 779	56 928	44 981
Banques	26 833	32 925	22 808	25 145
	156 618	166 360	138 975	117 894
Autres				
Chèques et autres effets en circulation, montant net	60	304	340	459
Acceptations	9 163	8 888	7 575	5 945
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	16 781	14 603	11 559	7 894
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	2 833	3 121	3 739	6 509
Autres engagements	20 258	23 843	18 263	15 499
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	198	173	137	101
	49 293	50 932	41 613	36 407
Débentures subordonnées				
Avoir des actionnaires				
Capital-actions	5 374	5 482	5 167	3 251
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 468	1 325
Actions ordinaires	2 678	2 625	2 567	2 161
Bénéfices non répartis	6 953	6 414	5 363	4 263
	11 406	10 814	9 398	7 749
	222 691 \$	233 588 \$	195 153 \$	165 301 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés selon la présentation de l'exercice écoulé.

2) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation sur la base du solde brut des gains et pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés aux fins de négociation dans les Autres éléments d'actif et les Autres engagements, respectivement, puisqu'il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.

Bilan consolidé¹⁾

1995 ²⁾	1994	1993	1992	1991	1990	1989
1 233 \$	1 220 \$	1 119 \$	1 078 \$	1 008 \$	1 033 \$	1 117 \$
15 495	10 168	7 515	6 692	5 766	6 759	7 054
-	-	-	567	248	52	579
16 728	11 388	8 634	8 337	7 022	7 844	8 750
13 820	17 093	10 894	9 417	6 429	4 985	5 171
8 154	8 473	6 944	4 811	4 112	3 200	2 268
21 974	25 566	17 838	14 228	10 541	8 185	7 439
8 378	4 304	4 606	1 706	1 306	1 329	606
28 581	26 767	18 600	16 703	14 596	12 787	10 808
15 274	13 372	11 599	11 113	11 601	11 864	11 102
45 554	42 336	37 399	38 530	34 628	33 842	31 474
89 409	82 475	67 598	66 346	60 825	58 493	53 384
5 563	4 796	3 921	3 726	5 380	7 695	7 831
1 485	1 200	1 099	1 110	1 043	999	853
3 652	3 199	2 814	1 924	2 038	2 263	1 971
10 700	9 195	7 834	6 760	8 461	10 957	10 655
147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$	86 808 \$	80 834 \$
45 538 \$	42 431 \$	31 288 \$	29 058 \$	27 539 \$	25 530 \$	23 097 \$
41 747	35 660	30 009	30 902	25 000	25 501	26 117
24 060	21 664	16 451	16 667	15 294	14 248	12 180
111 345	99 755	77 748	76 627	67 833	65 279	61 394
277	365	450	-	-	-	-
5 563	4 796	3 921	3 726	5 380	7 695	7 831
7 354	5 798	4 926	2 574	1 986	1 802	1 377
5 416	5 989	4 191	2 779	1 953	1 871	1 550
6 532	6 793	6 158	4 413	4 471	4 435	3 561
133	175	56	51	17	19	17
25 275	23 916	19 702	13 543	13 807	15 822	14 336
3 249	3 016	3 156	2 128	1 979	1 832	1 758
1 575	1 100	1 300	1 000	1 000	750	550
1 994	1 839	1 429	1 308	1 201	1 106	1 016
3 751	3 302	3 175	2 771	2 335	2 019	1 780
7 320	6 241	5 904	5 079	4 536	3 875	3 346
147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$	86 808 \$	80 834 \$

Statistiques des onze derniers exercices

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>	1999	1998	1997	1996
Revenu d'intérêts				
Prêts	10 654 \$	10 269 \$	8 082 \$	7 881 \$
Valeurs mobilières	1 874	1 815	1 636	1 757
Dépôts à d'autres banques	943	1 007	770	740
	13 471	13 091	10 488	10 378
Frais d'intérêts				
Dépôts	7 284	7 303	5 714	5 969
Débentures subordonnées	314	354	260	214
Autres	1 201	1 057	797	841
	8 799	8 714	6 771	7 024
Revenu d'intérêts net	4 672	4 377	3 717	3 354
Provision pour pertes sur prêts ³⁾	635	595	35	380
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts ³⁾	4 037	3 782	3 682	2 974
Autres revenus	3 183	2 858	2 683	2 008
Revenu d'intérêts net et autres revenus ³⁾	7 220	6 640	6 365	4 982
Frais autres que d'intérêts				
Salaires	2 297	2 193	1 973	1 702
Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel	330	308	229	208
Frais de locaux et matériel, amortissement compris	1 007	958	778	664
Autres frais	1 142	987	803	663
Provisions pour frais de restructuration à la suite des acquisitions	(20)	–	250	(20)
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	26	–
	4 756	4 446	4 059	3 217
Revenu avant éléments ci-dessous ³⁾ :	2 464	2 194	2 306	1 765
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	867	762	758	665
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	46	38	34	31
Revenu net³⁾	1 551 \$	1 394 \$	1 514 \$	1 069 \$
Dividendes versés sur actions privilégiées	108 \$	97 \$	99 \$	113 \$
Revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires ³⁾	1 443 \$	1 297 \$	1 415 \$	956 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) ⁴⁾	493 136	490 914	478 972	468 716
Revenu net par action ordinaire ^{3) 4) 5)}	2,93 \$	2,64 \$	2,95 \$	2,04 \$
Dividendes par action ordinaire ⁴⁾	0,87 \$	0,80 \$	0,74 \$	0,65 \$

1) Certains chiffres correspondants ont été reclassés selon la présentation de l'exercice écoulé.

2) Les chiffres correspondants antérieurs à 1992 n'ont pas été retraités pour refléter le fait que les gains et pertes sur valeurs mobilières classés antérieurement dans le Revenu d'intérêts ont été reclassés dans les Autres revenus, puisqu'il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.

3) Se reporter à la note 20 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis.

4) Les montants ont été redressés rétroactivement pour tenir compte de la division d'actions, à raison de deux pour une, en date du 12 février 1998.

5) Le revenu net par action ordinaire a été calculé d'après la moyenne quotidienne du nombre équivalent d'actions ordinaires entièrement libérées en circulation.

État consolidé des revenus¹⁾

1995	1994	1993	1992	1991 ²⁾	1990	1989
8 007 \$	6 090 \$	5 382 \$	5 729 \$	6 650 \$	6 836 \$	6 253 \$
1 991	1 287	1 243	1 201	1 299	1 072	959
597	391	313	357	484	616	638
10 595	7 768	6 938	7 287	8 433	8 524	7 850
6 166	4 149	3 706	4 191	5 287	5 936	5 335
209	172	133	134	166	180	156
1 046	487	434	374	462	436	287
7 421	4 808	4 273	4 699	5 915	6 552	5 778
3 174	2 960	2 665	2 588	2 518	1 972	2 072
560	567	465	449	374	238	895
2 614	2 393	2 200	2 139	2 144	1 734	1 177
1 498	1 606	1 380	1 197	883	831	850
4 112	3 999	3 580	3 336	3 027	2 565	2 027
1 438	1 401	1 255	1 153	1 075	966	916
214	182	144	117	101	76	63
588	533	481	461	421	364	323
604	578	483	443	399	369	360
—	175	—	—	—	—	—
—	162	—	—	—	—	—
2 844	3 031	2 363	2 174	1 996	1 775	1 662
1 268	968	1 217	1 162	1 031	790	365
371	455	490	475	391	271	135
21	31	13	11	7	7	8
876 \$	482 \$	714 \$	676 \$	633 \$	512 \$	222 \$
104 \$	97 \$	92 \$	79 \$	79 \$	69 \$	34 \$
772 \$	385 \$	622 \$	597 \$	554 \$	443 \$	188 \$
457 197	437 427	416 563	406 166	394 899	380 396	370 299
1,69 \$	0,88 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,40 \$	1,16 \$	0,50 \$
0,62 \$	0,58 \$	0,56 \$	0,52 \$	0,50 \$	0,50 \$	0,44 \$

Statistiques des onze derniers exercices

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	1999	1998	1997	1996
Actions privilégiées				
Banque :				
Solde au début de l'exercice	1 525 \$	1 218 \$	1 325 \$	1 575 \$
Émission d'actions	-	311	143	100
Rachat d'actions	-	(4)	(250)	(350)
Solde à la fin de l'exercice	1 525	1 525	1 218	1 325
Société de placement hypothécaire Scotia :				
Solde au début de l'exercice	250	250	-	-
Émission d'actions	-	-	250	-
Solde à la fin de l'exercice	250	250	250	-
Total des actions privilégiées	1 775 \$	1 775 \$	1 468 \$	1 325 \$
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	2 625 \$	2 567 \$	2 161 \$	1 994 \$
Actions émises à l'acquisition de Trustco National inc. (note 19)	-	-	335	-
Actions émises pour l'acquisition de Montréal Trustco Inc.	-	-	-	-
Actions émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires, du Régime d'options d'achat d'actions et autres	53	58	71	167
Solde à la fin de l'exercice	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$	2 161 \$
Bénéfices non répartis				
Solde au début de l'exercice	6 414 \$	5 363 \$	4 263 \$	3 751 \$
Adoption de la nouvelle convention comptable relative aux prêts douteux ¹⁾	-	-	-	(116)
Revenu net	1 551	1 394	1 514	1 069
Dividendes : Actions privilégiées	(108)	(97)	(99)	(113)
Actions ordinaires	(429)	(393)	(355)	(305)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net	(160)	152	43	(19)
Frais d'émission et de rachat d'actions, montant net et autres	(1)	(5)	(3)	(4)
Augmentation nette de la provision générale pour pertes sur prêts (note 20)	(314)	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$	4 263 \$

Statistiques des onze derniers exercices

Données sur les actions ordinaires

Rendement des capitaux propres (%) ⁴⁾	15,3	15,3	20,2	15,8
Bénéfice par action (\$) ^{4) 5) 6)}	2,93	2,64	2,95	2,04
Dividendes par action (\$) ⁶⁾	0,87	0,80	0,74	0,65
Ratio de distribution (%) ^{4) 7)}	29,7	30,3	25,1	31,9
Rendement des actions (%) ⁸⁾	2,7	2,4	2,7	3,7
Coefficient de capitalisation des bénéfices ^{4) 8)}	11,2	12,8	9,2	8,7
Nombre d'actions en circulation (en milliers) ⁶⁾	494 252	492 089	489 812	474 893
Valeur comptable par action ordinaire (\$) ⁶⁾	19,49	18,37	16,19	13,53
Cours de l'action (\$):				
Haut	36,90	44,70	34,10	21,20
Bas	28,60	22,80	20,55	14,19
Clôture – au 31 octobre	33,60	32,20	31,08	21,13

Coefficients du capital

Capital rajusté en fonction du risque (%):				
Catégorie 1	8,1	7,2	6,9	6,7
Total	11,9	10,6	10,4	8,9
Rapport actif/capital ⁹⁾	13,5	14,9	14,2	16,4
Coefficient de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires par rapport à l'actif total (%)	4,4	3,9	4,1	3,9

Autres données

Actif total moyen (en millions de dollars)	229 037	213 973	179 176	158 803
Rendement de l'actif (%) ⁴⁾	0,68	0,65	0,85	0,67
Succursales et bureaux	1 654	1 741	1 658	1 464
Effectif ¹⁰⁾	40 894	42 046	38 648	34 592
Guichets automatiques bancaires	2 322	2 244	2 030	1 526

- 1) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières, la Banque a adopté en 1996 les nouveaux principes comparables publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des prêts douteux. L'adoption de ces principes par la Banque a entraîné une augmentation unique de 202 \$ de la Provision pour créances irrécouvrables inscrite au bilan consolidé et une charge cumulée correspondante de 116 \$ (réduction faite des impôts sur le revenu reportés de 86 \$) au solde d'ouverture du compte Bénéfices non répartis au cours de l'exercice 1996.
- 2) Certains chiffres correspondants ont été reclassés selon la présentation de l'exercice écoulé.
- 3) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation des gains et pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés aux fins de négociation comme élément distinct dans les Autres éléments d'actif et les Autres engagements, respectivement, puisqu'il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.
- 4) Si l'augmentation de la provision générale avait été imputée aux revenus (note 20), alors les ratios financiers de 1999 auraient été les suivants : 12,0 % pour le rendement des capitaux propres, 2,29 \$ pour le bénéfice par action, 38,0 % pour le ratio de distribution, 14,3 pour le coefficient de capitalisation des bénéfices et 0,54 % pour le rendement de l'actif.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
1 100 \$	1 300 \$	1 000 \$	1 000 \$	750 \$	550 \$	350 \$
675	—	300	—	250	200	200
(200)	(200)	—	—	—	—	—
1 575	1 100	1 300	1 000	1 000	750	550
—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—
1 575 \$	1 100 \$	1 300 \$	1 000 \$	1 000 \$	750 \$	550 \$
1 839 \$	1 429 \$	1 308 \$	1 201 \$	1 106 \$	1 016 \$	954 \$
—	—	—	—	—	—	—
—	280	—	—	—	—	—
155	130	121	107	95	90	62
1 994 \$	1 839 \$	1 429 \$	1 308 \$	1 201 \$	1 016 \$	1 016 \$
3 302 \$	3 175 \$	2 771 \$	2 335 \$	2 019 \$	1 780 \$	1 773 \$
—	—	—	—	—	—	—
876	482	714	676	633	512	222
(104)	(97)	(92)	(79)	(79)	(69)	(34)
(283)	(253)	(233)	(211)	(197)	(190)	(163)
(15)	9	20	50	(37)	(11)	(15)
(25)	(14)	(5)	—	(4)	(3)	(3)
—	—	—	—	—	—	—
3 751 \$	3 302 \$	3 175 \$	2 771 \$	2 335 \$	2 019 \$	1 780 \$

Autres statistiques^{2) 3)}

14,2	7,9	14,4	15,7	16,7	14,9	6,5
1,69	0,88	1,49	1,47	1,40	1,16	0,50
0,62	0,58	0,56	0,52	0,50	0,50	0,44
36,7	65,8	37,5	35,3	35,6	42,9	87,0
4,6	4,1	4,4	4,8	6,6	6,9	5,4
8,1	16,0	8,6	7,4	5,4	6,3	16,3
464 513	452 518	422 544	412 374	402 123	389 567	375 388
12,37	11,36	10,90	9,89	8,79	8,02	7,45
15,13	16,63	14,75	12,38	10,00	9,07	9,63
12,13	11,57	10,94	9,50	5,25	5,50	6,82
14,44	13,75	14,50	12,00	9,88	5,50	8,63
6,7	6,2	6,5	5,7	5,5	4,6	4,1
9,6	9,6	10,4	8,6	8,5	7,3	6,8
15,2	15,2	12,9	14,8	14,9	16,5	17,1
3,9	3,9	4,3	4,2	4,0	3,6	3,5
137 988	120 619	100 836	93 807	88 073	83 697	77 974
0,64	0,40	0,71	0,72	0,72	0,61	0,28
1 460	1 454	1 376	1 361	1 329	1 311	1 284
33 717	33 272	30 375	30 675	29 616	30 114	29 618
1 429	1 381	1 280	1 190	1 070	873	422

- 5) Le revenu net par action ordinaire a été calculé d'après la moyenne quotidienne du nombre équivalent d'actions ordinaires en circulation.
- 6) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions, à raison de deux pour une, en date du 12 février 1998.
- 7) Dividendes versés en pourcentage du revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires.
- 8) D'après la moyenne des cours les plus élevés et les moins élevés de l'action ordinaire et le revenu par action.
- 9) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières du Canada, la Banque détermine le rapport de l'actif au capital en divisant l'actif rajusté total par le capital réglementaire.
- 10) Comprend le personnel de la Banque et de toutes ses filiales (les données relatives au personnel à temps partiel étant exprimées selon l'équivalent de travail à temps plein).

Déclaration touchant les règles en matière de régie interne

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES DIRIGEANTS DE LA BANQUE estimant qu'une bonne régie interne est un facteur essentiel à la conduite avisée, efficace et prudente des affaires de la Banque, ils ont mis en place des mesures de contrôle efficaces qui sont sous-tendues par des structures et des procédures de régie interne rigoureuses. Ces structures et procédures sont conformes aux lignes directrices en matière de régie interne adoptées par la Bourse de Toronto et la Bourse de Montréal en 1995 (les «Lignes directrices des Bourses»).

La Banque Scotia a établi les bases de son système de régie interne sur un maillage ample et cohérent qui regroupe les activités du conseil et les principes directeurs de la Banque. Il est étayé par une surveillance étroite de la direction, par des vérifications internes, par une vérification externe effectuée par deux cabinets de comptables agréés, ainsi que par l'examen annuel effectué par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Le conseil donne une fois l'an confirmation que la Banque adhère aux normes et aux règles de saine gestion administrative et financière édictées par la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC). Par ailleurs, les administrateurs, dirigeants et employés de la Banque sont tenus de se conformer aux règles de conduite énoncées dans le Code d'éthique de la Banque Scotia.

Conformité

Les responsabilités principales du service Conformité du Groupe Banque Scotia consistent notamment à maintenir à jour le Code d'éthique de la Banque Scotia, le Programme de conformité du Groupe Banque Scotia et son infrastructure (y compris le réseau d'observation de la réglementation du Groupe Banque Scotia), le système de gestion de conformité à la Loi sur les banques et les autres programmes spécialisés de conformité, en tenant compte des meilleures pratiques du secteur bancaire, de l'évolution du marché et des nouvelles initiatives d'affaires. Le service Conformité agit également à titre de conseiller interne à propos de questions précises portant sur l'éthique commerciale ou la protection des clients ou des investisseurs. Au service du réseau d'observation de la réglementation, des responsables de la conformité (dont le chef, Conformité de Scotia Capitaux) ont pour fonction de veiller à la conformité en ce qui a trait aux filiales, aux services et aux opérations commerciales. Les responsables de la conformité relèvent directement du chef de leur division respective et accessoirement du vice-président principal, Conformité.

Communication avec les partenaires

Pour maintenir une bonne communication avec différentes entités, la Banque dispose de mécanismes qui permettent aux investisseurs, aux clients et au grand public d'obtenir des informations et de présenter des demandes de renseignements.

Les actionnaires et les investisseurs institutionnels peuvent adresser leurs demandes de renseignements au secrétaire ou au service Relations avec les investisseurs, Affaires financières de la

Banque. Le public peut obtenir de l'information et communiquer avec la Banque par l'entremise du site Web de la Banque.

De plus, tous les trimestres, des dirigeants de la Banque rencontrent des membres de la communauté financière. Le public peut assister à ces rencontres par le biais d'Internet. De même, au cours de l'année, des dirigeants rencontrent des actionnaires et des investisseurs motivés afin de commenter les résultats d'exploitation et les perspectives dans le secteur.

Les demandes de renseignements provenant des médias et du grand public sont traitées par le Service des relations publiques de la Banque.

La Banque a des procédures permettant d'informer les clients sur les coûts d'emprunt et les commissions sur opérations, et de donner suite à leurs demandes de renseignements et à leurs plaintes. Généralement, les commentaires ou les plaintes sont portés directement à l'attention des succursales ou des bureaux des vice-présidents.

Ombudsman de la Banque Scotia

Les plaintes non résolues des clients sont entendues et traitées avec impartialité par l'ombudsman de la Banque qui relève directement du chef de la direction. L'ombudsman de la Banque Scotia est habilité à revoir toutes les décisions prises au sein de la Banque touchant le service à la clientèle offert aux particuliers et aux PME, et à faire des recommandations à leur sujet. En ce qui a trait aux différends avec les PME, les clients peuvent également recourir au Programme de médiation de la Banque Scotia en matière de crédit commercial.

En dernier ressort, pour un examen impartial de la situation, les clients peuvent s'adresser directement à l'Ombudsman bancaire canadien, dont le mandat a été étendu pour inclure les plaintes touchant les services aux particuliers.

Le conseil d'administration

Le conseil a tenu dix réunions au cours de l'exercice 1999.

À la fin de l'exercice, le conseil d'administration de la Banque comptait 27 membres, notamment des dirigeants d'entreprises et autres personnalités actifs aux échelles régionale, nationale et internationale – qui apportent à la Banque une somme considérable de connaissances et d'expérience. Dans l'ensemble, la taille et la composition du conseil de la Banque Scotia reflètent la vaste étendue géographique de sa base clientèle, les collectivités au sein desquelles elle mène des activités et ses opérations internationales. Le nombre des administrateurs

autorisé par règlement varie entre un minimum de sept, prescrit par la Loi sur les banques, et un maximum de 35.

L'efficacité du conseil dépend essentiellement de la haute compétence et de l'expérience diversifiée des membres qui le composent. Le comité de régie interne du conseil, dont les membres sont tous choisis à l'extérieur de la Banque, sélectionne, évalue et recommande des candidats au poste d'administrateur. Le comité évalue les candidatures en se fondant sur les qualifications personnelles de chacun et en tenant compte de la taille du conseil et de la diversité de composition recherchée.

Les Lignes directrices des Bourses recommandent que la majorité du conseil et de chaque comité du conseil se compose d'administrateurs non apparentés. Un administrateur non apparenté est un administrateur qui est indépendant de la direction et libre de tous intérêts, de toutes affaires et de tous rapports qui pourraient entraver ou pourraient raisonnablement être perçus comme entravant la capacité de l'administrateur à agir dans le meilleur intérêt de la Banque, autres que des intérêts et des rapports découlant de la possession d'actions. Les administrateurs provenant des rangs de la direction sont des administrateurs apparentés.

La Loi sur les banques retient le concept des administrateurs «appartenant au groupe» qui ne peuvent compter que pour les deux tiers de l'effectif global du conseil. Actuellement, des 27 membres du conseil d'administration de la Banque, quatre appartiennent au groupe, selon la définition de la Loi, notamment deux administrateurs qui sont membres de la direction. Après prise en compte des définitions pertinentes des Lignes directrices des Bourses et les administrateurs ayant considéré individuellement leurs intérêts et leurs rapports respectifs, il a été déterminé que la Banque compte cinq administrateurs «apparentés», ce qui inclut tous les administrateurs appartenant au groupe.

La Banque a un régime d'achat d'actions à l'intention des administrateurs pour encourager les administrateurs à affecter une partie ou la totalité de leurs jetons de présence à l'achat d'actions de la Banque.

La surveillance des performances du conseil est assurée par le comité de régie interne et par le président du conseil. Le conseil d'administration et le comité de régie interne s'emploient de façon continue à s'acquitter diligemment et de manière prévisionnelle de leur mission, soit l'établissement et la révision des structures et procédures de régie interne de la Banque.

Le mandat du conseil d'administration

Le conseil d'administration a pour mandat d'exercer un contrôle suivi sur la gestion des activités et des affaires de la Banque afin de préserver la stabilité et l'intégrité de celle-ci. À ce propos, il surveille l'orientation stratégique et la structure organisationnelle de la Banque, de même que la planification de la relève au niveau de la haute direction pour que la Banque soit en mesure de servir au mieux ses intérêts et ceux de ses clients, de son personnel et des investisseurs.

Tous les ans, le conseil évalue la stratégie de la Banque sur le marché des institutions financières. Il passe en revue et approuve les politiques et les procédures liées aux domaines exigeant une

gestion du risque, notamment le crédit, le capital, le change, les métaux précieux et communs, les taux d'intérêt, les liquidités, le portefeuille de valeurs, les évaluations immobilières, les produits dérivés, le risque environnemental et le risque-pays. Le comité de vérification approuve les politiques de contrôle interne de la Banque et le conseil a la responsabilité de la surveillance de l'intégrité du système de contrôle interne. La Banque procède à une auto-évaluation annuelle globale, établissant la mesure dans laquelle elle se conforme à certaines politiques et procédures de base, et elle communique les résultats de l'auto-évaluation au conseil et aux organismes de réglementation. Le conseil est régulièrement informé de l'état d'avancement du projet An 2000.

Le conseil revoit aussi périodiquement les états financiers consolidés de la Banque, ainsi que les performances des divisions et des principales filiales. Il compare et mesure les résultats aux plans de bénéfices déjà établis et approuvés, aux résultats des exercices passés et à la performance de nos pairs du secteur bancaire.

Le conseil nomme le chef de la direction et les autres membres de la haute direction et fixe leur rémunération.

Les décisions qui nécessitent l'approbation du conseil sont énumérées dans la Loi sur les banques, tout comme le sont les attributions du conseil et celles des comités de vérification et de révision. Afin d'aider le conseil dans son travail, d'autres comités ont été formés pour examiner plus à fond certaines questions qui relèvent du conseil.

Évaluation de la performance des gestionnaires

Le comité des ressources humaines assiste le conseil dans l'évaluation de la performance des gestionnaires. L'évaluation s'appuie sur des informations à la fois qualitatives et quantitatives, tenant compte de facteurs tels que l'expérience, la performance individuelle soutenue, le leadership dont les gestionnaires font preuve et la réalisation des objectifs stratégiques de la Banque.

Au nombre des critères spécifiques figurent les suivants :

- la réalisation des objectifs clés du plan de bénéfices, y compris les objectifs concernant le RCP, le rendement et la qualité des prêts;
- la réalisation des objectifs clés en matière de service à la clientèle;
- le maintien d'un haut niveau de sécurité et de protection à l'égard des dépôts des clients, tous faits constatés par les divers examens des vérificateurs et des organismes de réglementation;
- comme employeur, une feuille de route impeccable; et
- le maintien d'exigences élevées en matière d'éthique commerciale.

Information sur la régie interne pour les administrateurs

Au moment d'être admis au conseil, les administrateurs sont informés des charges et des responsabilités qui leur incombent en vertu de la Loi sur les banques et d'autres lois applicables. Tous les administrateurs reçoivent un exemplaire de la brochure d'information sur la régie interne. Cette brochure est

mise à jour annuellement et renseigne les administrateurs sur les politiques du conseil et sur le profil et l'organisation de la Banque. Elle décrit également les principaux secteurs d'activité de la Banque, de même que les politiques et les pratiques de la Banque en matière de régie interne.

Lignes directrices afférentes aux conflits d'intérêts

La Banque a adopté des mesures visant à préserver l'indépendance du conseil, et depuis plusieurs années, des lignes directrices et des procédures à observer en cas de conflits d'intérêts sont en place concernant les administrateurs salariés et les dirigeants. La présidence des comités du conseil est confiée à des administrateurs non salariés et, à l'occasion, les administrateurs salariés et les dirigeants de la Banque peuvent être invités à se retirer pour un moment du lieu d'une réunion du conseil ou d'un comité, afin de permettre une discussion libre et impartiale de certains points à l'ordre du jour. De plus, la Loi sur les banques contient des dispositions concernant les opérations d'initiés, les administrateurs «appartenant au groupe», ainsi que les règles régissant la composition du conseil et de certains de ses comités.

Le conseil a adopté une procédure destinée à permettre à un administrateur de retenir, aux frais de la Banque, les services d'un conseiller externe, avec l'autorisation du président du comité de régie interne. Le comité de régie interne est chargé d'analyser les rapports entre la direction et le conseil.

Comités du conseil d'administration

Les comités permanents du conseil sont au nombre de six et on compte également trois comités consultatifs régionaux. Tous les administrateurs font partie d'au moins un comité permanent et à l'intérieur des comités, il y a renouvellement par roulement des membres. Les membres des comités permanents sont en majorité des résidents canadiens et des administrateurs non apparentés, au sens des Lignes directrices des Bourses. La majorité des membres du comité de vérification et du comité de révision sont des personnes sans appartenance au Groupe de la Banque et les membres de ces deux comités sont tous des administrateurs non salariés.

Comité de vérification

Président : David Morton

Membres : Lloyd I. Barber, E. Kendall Cork, N. Ashleigh Everett, John C. Kerr, l'Honorable Barbara J. McDougall, Ian McDougall, Elizabeth Parr-Johnston, Arthur R. A. Scace, Paul D. Sobey.

Le comité de vérification a pour mandat de veiller à l'application des dispositions de la Loi sur les banques, de la Loi sur les valeurs mobilières, ainsi que des règlements du BSIF et de la SADC. Il est chargé notamment :

- i) de revoir le rapport annuel de la Banque et autres documents stipulés par le surintendant des institutions financières;
- ii) de s'assurer que des mécanismes de contrôle interne appropriés sont en place et de passer en revue les investissements et les opérations susceptibles d'influer défavorablement sur la situation financière de la Banque; et

- iii) de tenir des réunions avec les vérificateurs externes, ainsi qu'avec les membres du service de vérification interne de la Banque, afin de discuter du rapport annuel, des déclarations et opérations connexes et de l'efficacité des mesures de contrôle interne.

Au cours de l'exercice écoulé, le comité a tenu quatre réunions, et les vérificateurs externes et les membres du service de vérification interne de la Banque ont été invités à assister à toutes les réunions. Les membres du comité s'entretiennent avec des représentants du BSIF qui rendent compte de leur examen annuel des affaires de la Banque.

Comité de révision

Président : David H. Race

Membres : Lloyd I. Barber, Malcolm R. Baxter, C. J. Chen, Sir Denis Mountain, Helen A. Parker.

Les responsabilités du comité sont celles explicitées dans la Loi sur les banques. Il est chargé notamment :

- i) de revoir les procédures de la Banque assurant que les opérations avec des apparentés de la Banque respectent les dispositions de la Loi sur les banques, de revoir les pratiques de la Banque pour identifier toutes opérations avec des apparentés susceptibles d'avoir une incidence importante sur la stabilité et la solvabilité de la Banque et d'établir des critères pour déterminer si les opérations avec des apparentés de la Banque représentent une valeur nominale ou négligeable pour la Banque; et
- ii) de surveiller les procédures établies par le conseil pour l'identification et le règlement des conflits d'intérêts, l'utilisation d'informations confidentielles, le règlement de certaines plaintes de clients, et la communication à la clientèle d'informations conformément aux exigences de la Loi sur les banques.

Une fois l'an, le conseil rend compte au BSIF des délibérations du comité.

Au cours de l'exercice, ce comité a tenu deux réunions, auxquelles réunions les vérificateurs externes et les membres du service de vérification interne de la Banque ont été invités.

Comité de régie interne

Président : John T. Mayberry

Membres : Sir Graham Day, M. Keith Goodrich, l'Honorable Henry N. R. Jackman, Robert L. Pierce, Arthur R. A. Scace.

Ce comité a pour mission de veiller, au moyen d'évaluations périodiques et d'ajustements, à la stricte observation des règles de régie interne de la Banque. Il est également chargé de sélectionner les candidats aptes à occuper un poste d'administrateur, de revoir périodiquement le mandat du conseil et des comités du conseil, de proposer des questions à porter à l'ordre du jour, ainsi que des sujets qui feront l'objet des délibérations du conseil, et d'analyser les rapports entre les membres de la direction et les membres du conseil.

Au cours de l'exercice écoulé, ce comité s'est réuni trois fois.

Comité de direction

Président : Robert L. Pierce

Membres : E. Kendall Cork, Sir Graham Day, Peter C. Godsoe, l'Honorable Henry N. R. Jackman, Pierre J. Jeanniot, John T. Mayberry, David Morton, David H. Race, Arthur R. A. Scace, Allan C. Shaw.

Ce comité agit, de façon générale, comme conseiller auprès de la direction. Le mandat de ce comité est le suivant :

- i) conseiller la haute direction sur des questions prioritaires ou ayant une importance stratégique, ainsi que sur les dossiers à haut risque; et
- ii) étudier les questions d'intérêt public concernant la Banque et proposer, s'il y a lieu, les mesures jugées opportunes.

Lorsque le conseil d'administration ne siège pas, le comité peut exercer tous les pouvoirs conférés à celui-ci, sous réserve des restrictions imposées par la Loi sur les banques, ou selon les délimitations du conseil.

Au cours de l'exercice, le comité a tenu dix réunions.

Comité des ressources humaines

Président : Sir Graham Day

Membres : Pierre J. Jeanniot, Laurent Lemaire, John T. Mayberry, David Morton, Robert L. Pierce, Gerald W. Schwartz, Isadore Sharp, Allan C. Shaw.

Le comité des ressources humaines est chargé de déterminer la rémunération des dirigeants et des cadres supérieurs, d'établir le mode de fonctionnement du Programme d'intéressement et du Programme d'options d'achat d'actions, et le mode de distribution des primes d'incitation au titre de ces programmes, ainsi que de définir la structure organisationnelle, le processus de dotation au niveau de la haute direction et la planification de la relève. Le comité évalue aussi les performances du chef de la direction et revoit les évaluations concernant d'autres membres de la direction.

Au cours de l'exercice, le comité a tenu cinq réunions.

Comité du régime de retraite

Président : David H. Race

Membres : Lloyd I. Barber, Malcolm R. Baxter, Bruce R. Birmingham, C. J. Chen, Sir Denis Mountain, Helen A. Parker.

Ce comité surveille et supervise la gestion du régime de retraite de la Banque Scotia, ainsi que l'administration et le placement des fonds en dépôt dans ce régime. Plus particulièrement, le comité prend connaissance des modifications à apporter au régime et approuve l'état de la politique, des procédures et des lignes directrices relatives au placement des fonds, qui doit faire l'objet d'une révision annuelle. Le comité est aussi chargé de soumettre au conseil des recommandations concernant la nomination ou la révocation du dépositaire des fonds. Il retient les services d'actuaires et de vérificateurs professionnels et examine les rapports produits par ces spécialistes.

Au cours de l'exercice, le comité s'est réuni deux fois.

Comités consultatifs régionaux

Constitués au Québec, dans la région des Prairies, en Colombie-Britannique et au Yukon, les comités consultatifs régionaux ont une voix consultative plutôt qu'un pouvoir décisionnel.

Ils ont été créés afin de permettre à des administrateurs de participer plus activement aux affaires de la Banque dans des régions où ils ont leur domicile. Sur le plan local, les membres de ces comités donnent des avis et des conseils aux membres de la direction, en ce qui concerne notamment le développement des affaires de la Banque et les tendances de l'activité commerciale régionale. Les membres de ces comités étudient également les prévisions, les résultats et les stratégies propres à leur région, ainsi que les occasions d'affaires.

Conseil d'administration de la Banque Scotia

La contribution des membres du conseil d'administration est essentielle à la réussite des activités entreprises par la Banque et mérite toute notre reconnaissance. Au cours de l'exercice écoulé, les membres du conseil ont servi la Banque et ses actionnaires avec la compétence, la sagesse et le dévouement qu'on leur connaît.

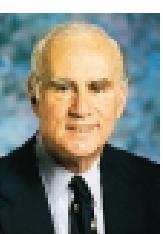
En raison de la limite d'âge fixée par les règlements de la Banque, MM. David Morton, Robert L. Pierce, David H. Race et Sir Denis Mountain ne solliciteront pas un nouveau mandat d'administrateur. Toutes ces personnes ont servi la Banque avec dévouement et compétence, et leur départ sera vivement regretté.

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Les administrateurs honoraires n'assistent pas aux réunions du conseil d'administration et ne reçoivent pas de rémunération.

David W. Barr Toronto (Ontario)	H. Harrison McCain, C.C., LL.D. Florenceville (Nouveau- Brunswick)
Kenneth V. Cox, D.Sc., LL.D. Saint John (Nouveau- Brunswick)	William S. McGregor Edmonton (Alberta)
John J. Jodrey, D.C.L., D.Eng. Hantsport (Nouvelle-Écosse)	David E. Mitchell Calgary (Alberta)
Le Très Honorable Lord Keith of Castleacre Londres, Angleterre	Paul J. Phoenix Burlington (Ontario)
Gordon F. MacFarlane Surrey (Colombie- Britannique)	Cedric E. Ritchie, O.C. Toronto (Ontario)
Donald Maclarens Ottawa (Ontario)	Thomas G. Rust, C.M., LL.D. Vancouver (Colombie- Britannique)
Gerald J. Maier Calgary (Alberta)	Judson W. Sinclair Toronto (Ontario)
Malcolm H. D. McAlpine Herts, Angleterre	Marie Wilson, C.R. Toronto (Ontario)

Conseil d'administration

	PETER C. GODSOE M. Godsoe est président du conseil et chef de la direction de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 1 ^{er} février 1982 et siège actuellement au comité de direction. Il vit à Toronto (Ont.).		LLOYD I. BARBER, C.C., S.O.M., LL. D., PH. D. M. Barber est président honoraire de l'Université de Regina. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 septembre 1976, il siège actuellement aux comités du régime de retraite, de révision et de vérification. Il vit à Regina Beach (Sask.).		MALCOLM R. BAXTER M. Baxter est président du conseil, président et chef de la direction de Coast Tire and Auto Service Ltd. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1992 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Il vit à Saint John (N.-B.).
	BRUCE R. BIRMINGHAM M. Birmingham est président de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 septembre 1992 et siège actuellement au comité de régime de retraite. Il vit à Oakville (Ont.).		C. J. CHEN M. Chen est associé principal de Rajah & Tann. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 octobre 1990 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Il vit à Singapour.		E. KENDALL CORK M. Cork est administrateur délégué de Sentinel Associates Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 4 décembre 1973 et siège actuellement aux comités de direction et de vérification. Il vit à Hillsburg (Ont.).
	SIR GRAHAM DAY Sir Graham est administrateur d'entreprise, président du conseil de la Ontario Hydro Services Company Inc. et conseiller juridique de Stewart McKelvey Stirling Scales. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 octobre 1989, il siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines. Il vit à Hantsport (N.-É.).		N. ASHLEIGH EVERETT Mme Everett est présidente de Royal Canadian Securities Limited. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 28 octobre 1997 et siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Winnipeg (Man.).		M. KEITH GOODRICH M. Goodrich, maintenant à la retraite, était président du conseil de Moore Corporation Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 août 1990 et siège actuellement au comité de régie interne. Il vit à Lake Forest, Ill., É.-U.
	L'HONORABLE HENRY N. JACKMAN M. Jackman est président du conseil et président de E-L Financial Corporation Limited. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 septembre 1997, il siège actuellement aux comités de direction et de régie interne. Il vit à Toronto (Ont.).		PIERRE J. JEANNIOT, O.C. M. Jeanniot est directeur général et chef de la direction de l'Association du Transport aérien international. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 juin 1990 et siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines. Il vit dans le Canton de Vaud, en Suisse.		JOHN C. KERR, O.B.C. M. Kerr est président du conseil et chef de la direction de Lignum Ltd. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Vancouver (C.-B.).
	LAURENT LEMAIRE M. Lemaire est président et chef de la direction de Cascades Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1987 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Warwick (Qc.).		JOHN T. MAYBERRY M. Mayberry est président et chef de la direction de Dofasco Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 mars 1994 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines. Il vit à Burlington (Ont.).		L'HONORABLE BARBARA J. MCDougall Mme McDougall est présidente et chef de la direction de l'Institut canadien des affaires internationales. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999, elle siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Toronto (Ont.).

	<p>IAN McDougall</p> <p>M. McDougall est l'ancien vice-président du conseil et directeur, Finances de Inco Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 24 février 1981 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Lynbrook, N.Y., É.-U.</p>		<p>DAVID MORTON</p> <p>M. Morton est administrateur d'entreprise et ancien président du conseil et chef de la direction d'Alcan Aluminium Limitée. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1987, il siège actuellement aux comités de direction, des ressources humaines et de vérification. Il vit à Westmount (Qc).</p>		<p>SIR DENIS MOUNTAIN, Bt.</p> <p>Sir Denis est administrateur d'entreprise. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 14 mars 1978 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Il vit à Londres, en Angleterre.</p>
	<p>HELEN A. PARKER</p> <p>Mme Parker est administratrice d'entreprise. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 novembre 1976 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Elle vit à Sidney (C.-B.).</p>		<p>ELIZABETH PARR-JOHNSTON, PH.D.</p> <p>Mme Parr-Johnston est présidente et rectrice de l'Université du Nouveau-Brunswick. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 octobre 1993, elle siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Fredericton (N.-B.).</p>		<p>ROBERT L. PIERCE, C.R.</p> <p>M. Pierce est président du conseil et chef de la direction de Foothills Pipe Lines Ltd. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 16 février 1971, il siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines. Il vit à Calgary (Alb.).</p>
	<p>DAVID H. RACE</p> <p>M. Race est l'ancien président du conseil et l'ancien président du comité de direction de CAE Inc. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 27 novembre 1992, il siège actuellement aux comités de direction, du régime de retraite et de révision. Il vit à Toronto (Ont.).</p>		<p>ARTHUR R. A. SCACE, C.R.</p> <p>M. Scace est un associé de McCarthy Tétrault. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 25 mars 1997 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et de vérification. Il vit à Toronto (Ont.).</p>		<p>GERALD W. SCHWARTZ</p> <p>M. Schwartz est président du conseil, chef de la direction et président de Onex Corporation. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 mai 1999 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Toronto (Ont.).</p>
	<p>ISADORE SHARP, O.C.</p> <p>M. Sharp est président du conseil et chef de la direction de Four Seasons Hotels Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 27 mars 1990 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Toronto (Ont.).</p>		<p>ALLAN C. SHAW</p> <p>M. Shaw est président du conseil et chef de la direction de The Shaw Group Limited. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 septembre 1986, il siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines. Il vit à Halifax (N.-É.).</p>		<p>PAUL D. SOBEY</p> <p>M. Sobey est président et chef de la direction de Empire Company Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 août 1999 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Kings Head, dans le comté de Pictou (N.-É.).</p>

Haute direction et réseau

Au 1^{er} novembre 1999

Haute direction



À partir de la gauche :

PETER C. GODSOE

Président du conseil et chef de la direction

BRUCE R. BIRMINGHAM

Président

ROBERT W. CHISHOLM

Vice-président du conseil, Réseau canadien

RICHARD E. WAUGH

Vice-président du conseil, Gestion de patrimoine et Opérations internationales

BARRY R. F. LUTER

Coprésident du conseil et co-chef de la direction, Scotia Capitaux

W. DAVID WILSON

Coprésident du conseil et co-chef de la direction, Scotia Capitaux

JOHN F. M. CREAN

Vice-président principal à la direction, Gestion du risque à l'échelle internationale

S. DENNIS N. BELCHER

Vice-président à la direction, Services de banque d'investissement, Crédit et politique de crédit et Gestion des crédits spéciaux

Réseau canadien et Directions régionales

RÉGION DE L'ATLANTIQUE

Vice-président principal
John G. Keith

RÉGION DU QUÉBEC

Vice-président principal
J. Guy Bisson

RÉGION DE TORONTO

Vice-président principal
Dieter W. Jentsch

RÉGION DE L'ONTARIO

Vice-président principal
David J. Chapman

RÉGION DES PRAIRIES

Vice-président principal
George E. Marlatt

RÉGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU YUKON

Vice-présidente principale
Bev Voice

CLIENTÈLE COMMERCIALE

FINANCEMENT DE PROJETS IMMOBILIERS – CLIENTÈLE COMMERCIALE

Vice-président principal
Malcolm Seddon

MARCHÉ INTERMÉDIAIRE

Vice-président principal
R. Alex Connolly

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Vice-président principal
Ron E. Laursen

PRODUITS ET MARKETING – CLIENTÈLE PRIVÉE

MARKETING
Vice-présidente principale
Barbara F. Mason

DÉPÔTS ET SERVICES – CLIENTÈLE PRIVÉE

Vice-présidente principale
Wendy G. Hannam

SERVICE DE PRÊTS AUX PARTICULIERS

Vice-présidente principale
Alberta G. Cefis

Gestion de patrimoine

Trust Scotia

Président et chef de la direction
J. Roy MacDonald

Bahamas Trust Co.

Administrateur délégué
Douglas H. Stewart

Gestion de placements Scotia Cassels Limitée

Président et chef de la direction
Douglas A. S. Mills

Courtage Réduit Scotia Inc. Placements Scotia Inc.

Président et chef de la direction
Andrew H. Scipio del Campo

ScotiaMcLeod

Services financiers à la clientèle privée
Administrateur délégué et chef

James M. Werry

Services bancaires électroniques

SOLUTIONS POUR L'ENTREPRISE

Vice-président principal
L. Paul LeBlanc

DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS – COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Vice-président principal
J. Drew Brown

SERVICES BANCAIRES ÉLECTRONIQUES AUX ENTREPRISES

Vice-présidente principale
Mary Anne Chambers

Scotia Capitaux

DIRECTION RELATIONNELLE – CANADA

Président délégué du conseil,
co-chef, Direction relationnelle – Canada
John C. Eby

Président délégué du conseil,
co-chef, Direction relationnelle – Canada
Scot A. Martin

Président délégué du conseil
Gordon J. Homer

Président délégué du conseil
Richard E. Lint

Président délégué du conseil
Daniel F. Sullivan

STRUCTURATION DES CAPITAUX – CANADA

Administrateur délégué à la direction, chef, Structuration des capitaux – Canada
Brian J. Porter

Administrateur délégué,
co-chef, Financement bancaire
Robert V. Finlay

Administrateur délégué,
co-chef, Financement bancaire
Borden R. Osmak

Administrateur délégué,
chef, Fusions et acquisitions
William N. Gula

Administratrice déléguée,
chef, Financement des grandes entreprises
Carmen M. Piché

Administrateur délégué,
chef, Financement spécialisé
David Santangeli

Administrateur délégué,
chef, Titres institutionnels
James W. Mountain

Administrateur délégué,
chef, Vente et marketing des titres institutionnels
Lawrence R. Lewis

Administrateur délégué,
chef, Analyse boursière
Laurel J. Ward

Administrateur délégué,
chef, Marchés des capitaux boursiers
Robert C. Williams

ÉTATS-UNIS ET EUROPE

Administrateur délégué à la direction,
chef, Est des États-Unis
Kevin R. Ray

Administrateur délégué à la direction,
chef, Ouest des États-Unis
John E. Oliver

Administrateur délégué à la direction,
chef, Europe
Terry K. Fryett

NÉGOCIATION INTERNATIONALE

Administrateur délégué à la direction,
co-chef, Négociation internationale
Tom A. Healy

Administrateur délégué à la direction,
co-chef, Négociation internationale
C. John Schumacher

Administrateur délégué,
chef délégué,
Groupe Marchés des capitaux
Michael Durland

Administrateur délégué,
chef délégué,
Groupe Marchés des capitaux
John F. Madden

Administrateur délégué,
chef, ScotiaMocatta
Larry J. Scott

Administrateur délégué,
chef, Opérations sur devises et sur le marché monétaire
Barry M. Wainstein

INFRASTRUCTURE

Administrateur délégué,
chef, Planification stratégique et Marketing

Raymond G. Darke

Administratrice déléguée,
chef des affaires financières
Colleen M. Johnston

Administratrice déléguée,
chef, Conformité
Joan C. Smart

Administrateur délégué,
co-chef, Ressources humaines
David W. Whitaker

Administratrice déléguée,
co-chef, Ressources humaines
Ruth G. Woods

Services de soutien intégrés (SSI)

Vice-président principal et chef,
Services de soutien intégrés
Mark I. Greenspan

Vice-président principal,
Valeurs et administration
Norman K. J. Graham

Vice-président principal,
Gestion du risque et Contrôle
Jeffrey C. Heath

Vice-présidente principale,
Développement des services clientèle
Gail J. Smith

Vice-président principal,
Négociation internationale et OE
Charles Wickett

Trésorerie du Groupe

INVESTISSEMENTS
Vice-président principal
Russell A. Morgan

PENSIONS
Vice-président principal
Ramsay R. Holmes



À partir de la gauche :

ROBERT L. BROOKS
Vice-président à la direction et trésorier du Groupe
SYLVIA D. CHROMINSKA
Vice-présidente à la direction, Ressources humaines
SARABJIT S. MARWAH
Vice-président à la direction et chef des affaires financières

PEGGY MULLIGAN
Vice-présidente à la direction, Systèmes et Exploitation
ROBERT H. PITFIELD
Vice-président à la direction et chef du Groupe,
Gestion de patrimoine
WILLIAM P. SUTTON
Vice-président à la direction, Amérique latine

ALBERT E. WAHBE
Vice-président à la direction, Services bancaires électroniques
et président, e-Scotiabank.com
WARREN K. WALKER
Vice-président à la direction, Produits et marketing,
Clientèle privée
JOHN A. YOUNG
Vice-président à la direction, Réseau canadien de
succursales

Gestion du risque à l'échelle internationale

CRÉDIT COMMERCIAL
Vice-présidents principaux
David W. Ritcey
Donald S. Teslyk

CRÉDIT AUX GRANDES ENTREPRISES ET CRÉDIT À L'ÉTRANGER
Vice-présidents principaux
John W. Agnew
Richard W. Hale-Sanders
Stephen P. Hart
S. M. (Mickey) Kitchell

FINANCEMENT IMMOBILIER
Vice-président principal
F. George Wilson

POLITIQUE ET INFORMATION/ANALYSES/POLOGIQUE DE NÉGOCIATION
Vice-président principal
Ameen Karmally

ANALYSES
Vice-président principal
Peter F. J. Heffernan

Opérations internationales

RÉGION DU PACIFIQUE
Vice-président principal
Robin S. Hibberd
ANTILLES, AMÉRIQUE CENTRALE ET MÉDITERRANÉE
Vice-président principal
J. Brooke Frizzell

ADMINISTRATION ET FINANCEMENT À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE
Vice-président principal et chef de l'administration
Timothy P. Hayward
Vice-président principal
Services financiers électroniques
W. Robert Stark

FINANCEMENT DES GRANDES ENTREPRISES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE
Vice-président principal
Brian E. Maloney
AMÉRIQUE LATINE GRUPO FINANCIERO INVERLAT
Administrateur délégué
Peter C. Cardinal

Administrateur général délégué
Financement et Exploitation
Jim T. Meek
SCOTIABANK QUILMES
Chef de la direction
Anatol von Hahn
BANCO DEL CARIBE
Président à la direction
Alan Macdonald

FINANCEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL ET RELATIONS AVEC LES CORRESPONDANTS
Vice-président principal
Timothy G. Plumptre

Administration centrale

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET RELATIONS PUBLIQUES
Vice-président principal et économiste en chef
Warren Jestin
ADMINISTRATION, DIRECTION GÉNÉRALE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Vice-président principal et secrétaire
R. Peter Gerard

AFFAIRES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATION
Vice-président principal et chef de la comptabilité
Eugene J. Rovas
Vice-président principal et contrôleur
Daniel L. Chui
VÉRIFICATION
Vice-président principal et inspecteur général
Luke A. Vanneste
Vice-présidents principaux
Thomas C. Nicol
John R. Roblin

SERVICES JURIDIQUES
Vice-président principal et conseiller général
George E. Whyte
Conformité pour le Groupe
Vice-présidente principale
L. Louise Cannon
FISCALITÉ
Vice-président principal
Reginald W. Kowalchuk
RESSOURCES HUMAINES
Vice-présidentes principales
Diane S. Caravan
Shirley P. Fudge

SYSTÈMES ET EXPLOITATION GÉNÉRALE EXPLOITATION
Vice-président principal
Terry C. Maloney
ARCHITECTURE D'APPLICATIONS TI
Vice-présidente principale
Carol E. Brandt
DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES, SERVICES AUX PARTICULIERS
Vice-présidente principale
Sue E. Harrison

DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES ET SOUTIEN
Vice-président principal
David K. Gill
EXPLOITATION DES SYSTÈMES ET SERVICES TECHNIQUES
Vice-président principal
Jean-Charles Petitclerc
BUREAU DU PROGRAMME AN 2000
Vice-président principal
Michael D. Evans
GESTION DES IMMEUBLES
Vice-président principal
Andrew B. Lennox

Autres entreprises

American Securities Transfer & Trust, Inc.
Président
Ian Yewer
Compagnie Montréal Trust
Président et chef de la direction
Robert W. Chisholm

Compagnie Trust National, La Société d'hypothèques Victoria et Grey
Président et chef de la direction
Robert W. Chisholm
RoyNat Inc.
Président et chef de la direction
Rod M. Reynolds

Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada, Scotia Générale, Compagnie d'assurance, ScotiaVie, Compagnie d'assurance
Président et chef de la direction
Oscar Zimmerman

Investissement Scotia S.A.R.F.
Administrateurs délégués
Andrew R. Brenton
S. Jane Rowe
Scotiabank Europe plc
Administrateur délégué
Roger A. Ellis

Scotiabank (Ireland) Ltd.
Administrateur délégué
Peter Kluge

Pour une liste détaillée des emplacements et les adresses complètes de nos succursales et de nos sociétés affiliées dans plus de 50 pays du monde, reportez-vous à notre répertoire intitulé «La Banque Scotia au Canada et à l'étranger». Pour en obtenir un exemplaire, communiquez avec les Relations publiques, par téléphone, au (416) 866-3925, par télécopieur, au (416) 866-4988 ou par courriel, à l'adresse corpaff@scotiabank.ca, ou encore visitez le site Web de la Banque Scotia, www.banquescotia.com.

Information à l'intention des actionnaires

ASSEMBLÉE ANNUELLE

Les actionnaires sont invités à assister à la 168^e Assemblée annuelle de la Banque Scotia qui se tiendra le 29 février 2000 à 10 heures (heure normale des Rocheuses) au Calgary Centre for Performing Arts, Jack Singer Concert Hall, 205-8th Avenue S.E., Calgary (Alberta), Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS ET LES DIVIDENDES

Les porteurs d'actions peuvent obtenir des renseignements sur leur portefeuille d'actions et les dividendes en communiquant avec l'Agent de transfert.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

RÉGIME DE DIVIDENDES ET D'ACHAT D'ACTIONS

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du Régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le Régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote des Bourses de Vancouver, de l'Alberta, de Winnipeg, de Toronto, de Montréal et de Londres. Les options d'achat d'actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

Les actions privilégiées de la Banque des séries 6, 7, 8, 9, 11 et 12 sont inscrites à la cote des Bourses de Toronto et de Montréal.

SYMBOLES BOURSIERS

Action	Symbolé au télécopieur	Code CUSIP
Actions ordinaires	BNS	064149 10 7
Actions privilégiées, série 6	BNS.PR.E	064149 70 1
Actions privilégiées, série 7	BNS.PR.F	064149 80 0
Actions privilégiées, série 8	BNS.PR.G	064149 88 3
Actions privilégiées, série 9	BNS.PR.H	064149 87 5
Actions privilégiées, série 11	BNS.PR.I	064149 84 2
Actions privilégiées, série 12	BNS.PR.J	064149 81 8

DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES POUR 2000

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
4 janvier	27 janvier
4 avril	26 avril
4 juillet	27 juillet
3 octobre	27 octobre

DÉCLARATION DES BÉNÉFICES TRIMESTRIELS

Pour 2000, les bénéfices trimestriels de la Banque Scotia devraient être annoncés les 29 février, 1^{er} juin, 29 août et 6 décembre.

ASSEMBLÉE ANNUELLE DE 2001

En 2001, l'Assemblée annuelle se tiendra à Halifax (Nouvelle-Écosse) le mardi 6 mars à 10 heures (heure de l'Atlantique).

COURS DU JOUR DE L'ÉVALUATION

Aux fins des déclarations de revenus au Canada, le cours des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse a été établi à 31,13 \$ le 22 décembre 1971, jour de l'évaluation, ce qui correspond au cours de 2,594 \$ déterminé à la suite de la division d'actions à raison de deux pour une intervenue en 1976, de la division d'actions à raison de trois pour une intervenue en 1984 et de la division d'actions à raison de deux pour une intervenue en 1998.

ENVOI DE DOCUMENTS EN PLUSIEURS EXEMPLAIRES

Bien que nous nous efforçons d'éviter la duplication de l'information que nous adressons à nos actionnaires, il peut arriver que certains d'entre eux reçoivent plus d'un exemplaire des documents qui leur sont destinés, par exemple le présent Rapport annuel. Les porteurs d'actions peuvent en effet figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi lorsqu'ils sont inscrits sous des adresses ou des noms différents.

Les actionnaires concernés qui désirent mettre fin à ces envois multiples sont priés de communiquer avec l'Agent de transfert, afin que soient prises les dispositions nécessaires.

COTES DE CRÉDIT

Dette de premier rang à long terme

CBRS	A+(haut)
DBRS	AA(bas)
IBCA	AA-
Moody's	Aa3
Standard & Poor's	A+

Actions privilégiées à dividende non cumulatif

CBRS	P-2
DBRS	Pfd-1(bas)n

Papier commercial

CBRS	A-1(haut)
DBRS	R-1(moyen)
Moody's	P-1
Standard & Poor's	A-1

Pour communiquer avec la Banque Scotia

DIRECTION GÉNÉRALE

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-6161
Télécopieur : (416) 866-3750
Courriel : email@scotiabank.ca

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

AGENT DE TRANSFERT ET AGENT
COMPTABLE DES REGISTRES
AGENT PRINCIPAL
Compagnie Montréal Trust du Canada
151, rue Front Ouest, 8^e étage
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2N1
Téléphone : (416) 981-9633; 1 800 663-9097
Télécopieur : (416) 981-9507
Courriel : faq@montrealtrust.com

COAGENT DE TRANSFERT (ÉTATS-UNIS)
The Bank of Nova Scotia
Trust Company of New York
23rd Floor, 1 Liberty Plaza
New York, N.Y. 10006
Téléphone : (212) 225-5470
Télécopieur : (212) 225-5436
Telex : 00126777

COAGENT DE TRANSFERT (ROYAUME-UNI)
IRG plc.
Balfour House
390/398 High Road
Ilford, Essex
1G1 1NQ
Téléphone : 0181 639 2000
Télécopieur : 0181 478 7717
Courriel : irg@easynet.co.uk

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corpsec@istar.ca

ANALYSTES FINANCIERS, GESTIONNAIRES DE
PORTEFEUILLE ET AUTRES INVESTISSEURS
INSTITUTIONNELS
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : invrelns@scotiabank.ca

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

RELATIONS PUBLIQUES
Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.ca

CENTRE SERVICE CLIENTÈLE
1 800 575-2424

EN DIRECT

Pour obtenir des renseignements sur les produits et sur la société, de l'information financière et de l'information d'intention des actionnaires : www.banquescotia.com et www.scotiicapital.com

RAPPORT ANNUEL

Pour obtenir un exemplaire du rapport annuel et des autres rapports financiers :
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.ca

ANNUAIRE «LA BANQUE SCOTIA AU CANADA ET À L'ÉTRANGER»

Pour plus de précisions sur les adresses, veuillez vous référer à notre annuaire La Banque Scotia au Canada et à l'étranger. Pour en recevoir un exemplaire, communiquez avec le :
Service des relations publiques
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.ca
Site Web : www.banquescotia.com

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 933-3299; 1 800 785-8772
Télécopieur : (416) 933-3276



www.banquescotia.com

Engagée envers les clients,
les actionnaires, les employés et
les collectivités où nous vivons et travaillons.

 **Banque Scotia^{MC}**

^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.